

L'AFRIQUE MET EN EVIDENCE LA CRISE DU CAPITALISME

La situation sociale, économique et politique du Zaïre ne se différencie que très peu d'une grande partie des pays de ce continent. Tous subissent la crise économique de plein fouet, effondrement des cours du cuivre, de l'or, des diamants, du café, du cacao, de l'arachide, du coton, etc...

Toutes les directions de ces pays ont emprunté pour investir dans le développement de leur économie, les dettes étaient couvertes par les revenus des diverses productions (minière et agricole), mais avec l'effondrement des cours, la dette a engendré des emprunts pour rembourser avec des taux d'intérêt de plus en plus élevés.

Comme corollaire, le chômage, la diminution de la production alimentaire, l'inflation, provoquent la sous-alimentation ou la famine de la population, une forte hausse de la mortalité infantile, la lutte interethnique pour s'accaparer du peu de richesses qui restent.

Les emprunts ont souvent été détournés en tout ou en partie de leur destination, pour remplir l'escarcelle du dirigeant au pouvoir et celle de la couche sociale qui gravite autour de lui (militaires, polices, etc...). Dans ces conditions, ces Etats n'ont pu développer leur économie. Le capitalisme n'a aucun intérêt au développement de l'industrie de transformation locale pour vendre leurs produits.

L'investissement en Afrique rapporte gros au capitalisme: primo, l'intérêt de la dette, secundo, une partie de l'argent sert à l'achat des produits des prêteurs, tertio, une partie des prêts ne quitte même pas les banques, mais change uniquement de compte, quarto, les sociétés liquident leurs invendus, quinto, par le fait de la dette, ces pays ont perdu la liberté du grand commerce, dans la mesure où ils l'ont eue un jour.

Une grande partie des dirigeants sont, soit mis en place par les anciennes puissances coloniales, les USA, l'Afrique du Sud; soit soutenus sitôt qu'ils sont en place. Quelques pays essaient de résister au néocolonialisme, au prix d'une guerre intérieure permanente alimentée par les puissances citées ci-dessus.

Plusieurs pays subissent des crises institutionnelles: le Togo, le Ruanda, le Zaïre, la Somalie... Les répressions sont d'une violence extrême, soutenues par ces mêmes puissances, telle l'armée française au Ruanda, tels les USA au Libéria, tels les USA en Somalie...

L'intervention directe des Américains en Somalie est la deuxième en Afrique après le Libéria. Les USA veulent imposer aux anciennes puissances coloniales leur domination sur l'Afrique. En occupant la Somalie, les USA veulent probablement réinstaller leur base militaire dont ils avaient été chassés il y a une vingtaine d'années. De là, les USA pourront facilement intervenir militairement dans les pays avoisinants.

La crise du Zaïre est l'expression de la décomposition d'un régime. L'administration est quasi inexistante, l'armée est mal payée, le pouvoir administratif de Mobutu ne s'étend de fait que sur quelques kilomètres carrés, le reste est livré à l'anarchie, au pillage endémique de l'armée ou de civils.

La tentative de Mobutu de reprendre les rênes du pouvoir est liée au soutien militaire à l'UNITA. Ce mouvement est soutenu à bout de bras par les USA, l'Afrique du Sud et le Zaïre, la base américaine de Kamina (Zaïre) servant de point d'appui logistique pour renverser le gouvernement légal de l'Angola. L'armée zaïroise, avec une casquette UNITA, a envahi Soyo, ville pétrolière de Cabinda en Angola.

Les USA ont soutenu Mobutu dans cette invasion. C'est la deuxième fois que Mobutu envahit Cabinda avec un secret espoir

suite page 2

Belgique

LA REFORME DE L'ETAT ET LA NECESSITE DE L'UNIFICATION ANTICAPITALISTE DU PAYS

voir page 2

Lénine et la construction du Parti

J.Posadas-Septembre 68

voir page 3

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62 1040
Bruxelles CCP 000.0976234-26 de POLET Tél:02/732.21.95

29^e ANNEE - MARS 1993 - N° 391 - 20 Francs

Appel du Bureau International

ARRETER LA GUERRE! PAS D'INGERENCE DE L'OTAN, NI DE L'ONU! RECONSTRUIRE LA YUGOSLAVIE SUR UNE BASE SOCIALISTE!

La guerre en Yougoslavie provoque la plus grande confusion dans les mouvements et les partis de gauche, syndicaux, politiques ou pacifistes. La première considération à faire pour ceux qui défendent les intérêts des travailleurs est de se rappeler que la Yougoslavie était un Etat ouvrier et pas un simple "pays".

Cet Etat ouvrier a été mis en pièces, d'abord par les différents groupes bureaucratiques qui se disputaient le pouvoir avec Tito et après sa mort, ensuite par l'intervention des forces capitalistes occidentales, essentiellement l'Allemagne, l'Italie, ensuite la France, les Etats-Unis. Ce qui reste de la Yougoslavie, c'est la fédération de la Serbie, la Voïvodine et le Montenegro. C'est le noyau qui subsiste de l'Etat ouvrier et de la Yougoslavie, et qui est à défendre avant tout. Cela ne veut pas dire que nous devons soutenir la politique de dirigeants comme Milosevic, mais prendre comme principe la reconstruction de la Yougoslavie comme un Etat ouvrier, avec l'unification de la Croatie, de la Slovénie, la Bosnie, la Macédoine, la Serbie et le Montenegro.

Dans l'actuelle Fédération de Yougoslavie, la majorité des électeurs a revoté pour le président Milosevic. La population souffre de la guerre et de l'embargo, mais elle n'a pas renversé Milosevic, que tout le capitalisme européen a pourtant présenté comme le responsable de tous les maux du pays et de la guerre et comme un dictateur fasciste. Ces élections n'ont pas exprimé une exaspération ultranationaliste, mais l'attachement des gens à la défense de la Yougoslavie. On ne peut pas voir ce problème comme dans un pays capitaliste, mais en tenant compte du passé de l'Etat ouvrier yougoslave. Il n'y avait pas de "parti de la guerre" et de "parti de la paix" dans ces élections. L'opposition s'est réunie derrière Panic, qui est un envoyé des Américains,

pour proposer une issue pro-capitaliste et le démantèlement de ce qui reste de l'état ouvrier.

Cela n'exclut pas non plus qu'il y a des contradictions dans le parti de Milosevic, qui rassemble un grand nombre de gens défendant le socialisme et une direction qui s'allie avec un groupe ultranationaliste serbe pour avoir plus de poids dans les négociations de Genève. Cette direction de la Yougoslavie devrait en appeler à tous les travailleurs, serbes, "musulmans", croates ou autres, qui ont chassé le fascisme et construit la Yougoslavie, après la guerre, sur une base socialiste. Le problème le plus important dans la situation actuelle de la Yougoslavie, comme dans la crise de l'ex-URSS et des autres Etats ouvriers, c'est le manque de direction communiste conséquente avec le programme et les idées du communisme. Aucune direction n'intervient au nom de ces idées socialistes, mais celles issues du mouvement communiste, mais la nécessité de l'unification socialiste reste entière et c'est la seule issue de cette crise et de la guerre actuelle.

L'indépendance de la Bosnie est aussi absurde et contraire aux besoins des masses travailleuses, que celle des autres régions de Yougoslavie. Alors on n'a pas à défendre ou à attaquer en particulier, la division proposée actuellement, en provinces établies selon les critères d'homogénéité ethnique ou religieuse. L'indépendance de la Bosnie est une invention comme celle de la Croatie, de la Slovénie, de la Macédoine. Les pays capitalistes d'Europe n'ont rien trouvé de mieux que de soutenir et de légitimer un président comme Izetbegovic. Celui-ci est devenu président sans avoir une majorité électorale (il a obtenu 42% des voix exprimées). La partie de la population de Bosnie que l'on a classée comme "musulmane" représente 40% de la Bosnie. Ce

suite page 4

Le Parlement vient de voter la première partie de la réforme de l'Etat, qui transforme la Belgique en un état fédéral composé de trois régions et de trois communautés. On présente ce changement comme un tournant historique pour le pays. Mais il ne signifie aucun progrès social, ou culturel. Il exprime la profonde crise de décomposition de la bourgeoisie belge. Le capitalisme a supprimé les frontières de la Belgique depuis longtemps. Dans les débats sur Maastricht en France, les "experts" européens ont déjà considéré la Belgique comme inexistante sur tous les aspects. Voilà donc pourquoi cette réforme de l'Etat ne soulève pas grand enthousiasme, ni grand intérêt parmi les foules.

La fédéralisation de la Belgique n'a pas commencé aujourd'hui avec l'Accord de la St-Michel, elle a empoisonné la vie politique du pays depuis très longtemps. Toutes les organisations politiques se sont trouvées confrontées à ce problème, y compris les partis de gauche et les partis socialistes. Ceux-ci se sont d'ailleurs divisés en deux ailes, ce qui a produit une vision déformée par la lunette linguistique de tous les problèmes économiques, sociaux, culturels, et politiques. Malheureusement, le mouvement ouvrier lui-même et ses dirigeants n'ont pas été épargnés par ce courant fédéraliste.

La grève de 60-61 a conduit à la création du Mouvement Populaire Wallon, qui a poussé les travailleurs sur la voie de garage du fédéralisme. Les dirigeants wallons prétendaient que les Flamands abandonnaient la lutte. Beaucoup de militants du mouvement syndical pensaient qu'avec le fédéralisme, il serait possible d'obtenir une majorité socialiste en Wallonie, et de créer ainsi une Wallonie socialiste face à une Flandre catholique et réactionnaire.

La conséquence de tout cela est que le clivage se fait entre les néerlandophones et les francophones et non entre la gauche et la droite, c'est-à-dire entre les intérêts de la grande majorité de la population travailleuse et les intérêts des grandes entreprises belges et internationales, des banques, du système capitaliste.

Les alliances les plus hétéroclites se sont ainsi constituées en fonction d'affinités linguistiques et non en fonction des intérêts de classe. Tous les partis en sont arrivés à se diviser en aile francophone et aile néerlandophone. Même le Parti Communiste belge s'est divisé.

Mais cette réforme de l'Etat, à quoi peut-elle bien servir?

Les partis de la coalition gouvernementale, PSC, CVP, PS, SP, avec l'appui des Ecolos et de la Volk-sunie, prétendent qu'il s'agit d'une mesure préventive pour contrer le virus séparatiste qui ronge le pays. Quelques organisations, dont le Vlaamse Blok, souhaitent une Belgique divisée en deux, Flandre et Wallonie, avec Bruxelles comme capitale de la nouvelle Flandre. Tant pis pour les 85% de francophones

LA REFORME DE L'ETAT ET LA NECESSITE DE L'UNIFICATION ANTICAPITALISTE DU PAYS

qui y habitent. Ils défendent l'idée que la Flandre riche et travailleuse ne doit pas continuer à payer pour une Wallonie profiteuse et chômeuse.

Pour "contrer" ce virus séparatiste, les partis de la coalition gouvernementale ont donc concocté cette réforme de l'Etat, qui donnerait plus de compétence et de pouvoir aux régions et aux communautés.

Mais qu'en est-il exactement: l'Etat fédéral va continuer à gérer la Défense, la Politique extérieure, les Finances et la Justice.

Les régions, c'est-à-dire la Wallonie, la Flandre et Bruxelles, vont gérer l'Aménagement du territoire, la Rénovation, l'Environnement, l'Eau, l'Energie, la Politique économique, les Transports, les Travaux publics, l'Agriculture et le Commerce extérieur. Les communautés, c'est-à-dire la Communauté Française, le Vlaamse Raad et la Communauté Germanophone, vont gérer la Santé, l'Aide aux personnes, l'Enseignement, l'Emploi, la Culture, les Sports, la Politique familiale, l'Immigration et le Troisième âge. Et pour Bruxelles, il y aura un statut particulier puisque 85% de francophones et 15% de néerlandophones y habitent. Pour Bruxelles, on a donc constitué trois assemblées communautaires qui vont gérer les intérêts des différents groupes linguistiques, la COCON (néerlandophone), la COCOF (francophone) et la COCOC (les intérêts communs).

Le Parlement sera constitué de 150 députés au lieu de 212 actuellement, mais les élus politiques ne pourront pas cumuler de mandats régionaux, communautaires et nationaux.

Une des premières conséquences de cette réforme sera une multiplication des postes politiques à tous les niveaux, c'est-à-dire un gonflement du budget de fonctionnement et donc plus d'impôts pour l'ensemble de la population.

Les Socialistes wallons, dans leur dernier congrès, se réjouissent de cette réforme, parce qu'ils seront enfin "maîtres chez eux". Maîtres de quoi? comment? Il n'y aura pas plus de propriété publique. Et sans un plan de développement économique de la région pour le bien de toute la population, il n'y aura pas plus de travail pour les chômeurs wallons qu'aujourd'hui. Les entreprises publiques ont été gérées de la même manière que les capitalistes, ce qui a conduit les dirigeants socialistes, à Liège entre autres, à se tourner contre les travailleurs des services publics, avec beaucoup de

mépris. Karel Van Miert a justifié les licenciements de milliers de travailleurs de la sidérurgie pour sauver la compétitivité des entreprises.

Pendant ce temps, le gouvernement central prépare le budget pour l'année 93, sur lequel il veut faire une économie de 200 milliards, car il doit réduire de moitié sa dette publique afin d'être en conformité avec les Accords de Maastricht. Sur

le dos de qui? Une fois de plus, sur le dos de la grande majorité des travailleurs. Les représentants de la FEB souhaitent un saut d'Index, des réductions de revenus. La réforme de l'Etat est un moyen de détourner l'attention des travailleurs de ce problème. La classe politique est plongée dans des conflits pour un petit pouvoir, une enveloppe par-ci, une autre par-là. Jusqu'à présent, les organisations syndicales FGFB et CSC restent unitaires, bien qu'elles subissent, elles aussi, les effets néfastes de la fédéralisation. Elles copient, dans leur structure et leur fonctionnement, les divisions politiques entérinées par la réforme de l'Etat. Il est fondamental de défendre l'unification syndicale, au niveau de la Belgique et de toute l'Europe, en même temps qu'un programme de transformations sociales.

L'Afrique met en évidence la crise du capitalisme....

suite de la page 1

d'annexer cette riche province angolaise. Il est frappant de constater qu'aucun pays occidental, qu'aucune presse ne dénonce cette guerre et l'occupation, alors que les puissances impérialistes pour des faits plus ou moins similaires, ont assassiné plus de trois cent mille personnes en Irak. De même, Boutros-Ghali a exprimé son hostilité à la décision du gouvernement angolais d'utiliser la force pour reprendre les villes et les centres investis par les rebelles de Jonas Savimbi.

La victoire militaire de l'armée zairoise, a redonné espoir à Mobutu de reprendre la situation et l'armée en mains. Il a alors provoqué un massacre de militaires "incontrôlables", pour mieux se servir de l'armée ensuite contre la population. Mais rien n'est sûr, des unités militaires sont devenues autonomes, et elles imposent aux entreprises étrangères et zairoises leur protection comme en Somalie.

La "Conférence nationale souveraine" (CNS) regroupe l'opposition, et entre autres, ceux qui quittent le bateau. Une dualité de pouvoir (pouvoir quasi inexistant) s'installe et se convertit en lutte antagonique qui se terminera probablement dans le sang.

Karl I Bond au Shaba a provoqué des pogroms contre des populations originaires d'autres provinces et installées là depuis plusieurs générations. Il y aurait eu plusieurs centaines de morts et près de trois cent mille personnes sont chassées de la province. La politique du séparatisme "à la yougoslave" est à l'ordre du jour. Les puissances impérialistes soutiennent partout dans le monde la division des Etats faibles pour mieux les contrôler. La France et la Belgique pourraient soutenir l'éclatement du Zaïre pour contrer la pénétration des USA. L'Afrique vit des drames aussi grands que la Yougoslavie et cela n'émeut nullement les médias et les hommes politiques.

La population zairoise cherche à s'organiser. Mais l'opposition est fort hétéroclite. Transitoirement, c'est l'Eglise catholique qui sert de point d'appui pour les manifestations des masses. Le programme de la Conférence Nationale, comme aussi celui de l'UDPS, consiste à moraliser la vie publique, à chasser les "dinosaures" et les remplacer par des hommes intègres. Mais de nombreux membres de la CNS ont mangé au râtelier de Mobutu, et beaucoup de jeunes de l'opposition sont de "jeunes loups". Ils n'ont pas l'entière confiance des masses, qui ne voient pas en eux une direction qui puisse sortir le pays de la misère.

L'existence des Etats ouvriers avait permis l'affranchissement des colonies et donné la possibilité à certains de ces Etats de développer une économie dans l'intérêt de la population. L'affaiblissement des Etats ouvriers a donné le champ libre à l'impérialisme pour reprendre une partie du terrain perdu. L'avancée de la libération des peuples est liée à la révolution mondiale. La lutte contre le capitalisme et l'impérialisme est un combat de partout, ici, là-bas.

Ce combat semble moins clair quand il n'y a pas, comme au Zaïre, une direction avec un programme pour sortir le pays de la misère et mettre le peuple réellement au pouvoir. Pour cela, une condition première est de rejeter tout arrangement avec Mobutu, mais aussi toute intervention des anciennes puissances coloniales, que ce soit la France ou la Belgique.

Il faut dissoudre l'armée actuelle et créer une armée populaire, avec des miliciens et sous le contrôle de la CNS, annuler la dette publique du Zaïre et réclamer la confiscation des biens de Mobutu dans le monde capitaliste, et mettre en discussion un programme de développement du Zaïre au bénéfice de la population, s'unir aux pays voisins pour faire un programme commun de progrès social.

LENINE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI POUR LA LUTTE POUR LE POUVOIR

J. Posadas

Septembre 1968

A travers le parti, Lénine a vu l'importance historique de l'instrument que représentait le soviét et l'a généralisé. Il a trouvé la base de relations sociales que représentaient ces organismes pour développer la révolution. Il ne pouvait le faire sans le Parti Bolchevique qui, en développant son activité au moyen des masses, vivait et discutait toutes les idées, tirant toutes les expériences et les appliquant grâce à la méthode marxiste.

Il a compris l'importance des soviets et l'a transmise à la population à travers la littérature, la vie du parti, des syndicats, des militants sur tous les lieux de travail, les congrès, les réunions. Ils ont pris le pouvoir avec tout cela pour détruire l'appareil capitaliste avant et pendant la révolution, et ont créé la IIIe Internationale qui était le prolongement de la Révolution Russe.

Ceci est aussi nécessaire aujourd'hui qu'à cette époque. Toutes ces expériences sont nécessaires. C'est la raison de l'existence de la crise dans les Etats ouvriers, qui provient de la relation entre la nécessité du progrès socialiste et le programme économique qui conduit à des intérêts privés, non collectifs, comme en URSS. Par contre, il existe à Cuba un progrès plus grand qu'en Union Soviétique de ce point de vue là. Ils tentent à Cuba d'éliminer l'intérêt privé et d'égaliser les relations.

On peut prendre le pouvoir, mais on ne peut construire le socialisme sans le parti. Ce même problème se pose aujourd'hui : le parti, l'Internationale Communiste de masses, la vie de discussions révolutionnaires, la vie marxiste, la discussion publique des idées révolutionnaires, sont toujours nécessaires.

La discussion publique et entière des idées n'affecte pas l'objectif parce que l'expérience enrichit toute la capacité d'observation et augmente la capacité de créer, de voir et de généraliser la capacité des masses. Seuls ceux qui ont peur des idées révolutionnaires s'opposent à la discussion publique des idées. Les idées ne peuvent perturber, même si on règlemente la discussion du fait de la guerre ou de circonstances transitoires.

Ce qu'a montré Lénine, c'est qu'il faut détruire l'Etat capitaliste, parce que le système capitaliste s'appuie sur une structure qui est la justice, la banque, la police, l'armée, le parlement et le pouvoir exécutif. Il faut détruire cet appareil et créer les organes qui dépendent des masses. C'est ainsi qu'on coupe les racines de la bourgeoisie, la source de son recours qu'est la banque, la source de son pouvoir exécutif qu'est la justice, et l'organe de décision du gouvernement que sont le parlement, la police et l'armée. Voilà ce que Lénine signifie.

Lénine a préparé un parti spécifique pour qu'il mène la lutte sur la base de la discussion des idées, dans la perspective de la prise du pouvoir. Il fallait d'abord con-

Voici la fin de ce document de J. Posadas dont les deux premières parties ont été publiées dans les numéros précédents de notre journal. Il développe ici la nécessité des organes révolutionnaires avec lesquels l'avant-garde et l'ensemble des masses peuvent s'exprimer et intervenir dans un processus de préparation de prise du pouvoir et de transformations sociales.

Nous croyons qu'il s'agit là d'un apport fondamental pour la discussion actuelle à l'intérieur des partis communistes, quant à la fonction du parti et au plein fonctionnement démocratique, le soviét, le parti et l'Internationale ayant été les instruments construits et utilisés par Lénine pour mettre fin au capitalisme, étendre la révolution et créer une nouvelle société.

vaincre de la nécessité de ce type de parti, un parti consacré d'un point de vue scientifique à l'élaboration des idées et à la généralisation des expériences, afin d'acquiescer l'assurance de dominer le processus objectif pour prendre le pouvoir. En 1905 il fallait construire le parti, c'est ensuite qu'est venue la prise du pouvoir. Il s'est vu obligé à cette époque d'essayer de prendre le pouvoir dans les conditions qui existaient, et a tiré l'expérience qu'il fallait le préparer beaucoup mieux.

La première étape de Lénine a été de préparer le parti, et il a mené une lutte contre toute la vieille équipe social-démocrate, qui était composée en partie de vieux marxistes dont il avait été le disciple, afin de construire l'instrument de façon scientifique. Il a donné au parti un véritable fonctionnement bolchevique qui était de vivre la réalité, de discuter les idées, sur la base du sentiment fraternel communiste, de la morale objective communiste, c'est-à-dire ce qui était le mieux pour la vie et pour la révolution. Il fallait développer le parti en tirant les enseignements des expériences, en les vivant, en les développant, en utilisant l'instrument marxiste et en élargissant la capacité marxiste à de nouvelles zones d'interprétation.

Il a uni le secteur intellectuel à l'usine et à l'agriculture. Le parti a pu ainsi se développer avec l'assurance de dominer les idées et le programme. Il s'est senti capable et a transmis cela au reste de la classe et aux masses exploitées. Le parti sentait qu'il communiquait avec le monde à travers son programme, ses idées et ses objectifs. Il était sûr de lui en lançant les mots d'ordre parce que l'avant-garde allait les respecter, les accepter, les appliquer et qu'elle allait entraîner le reste de la population.

Ce fut la première grande oeuvre de Lénine : avoir compris qu'il fallait construire ce parti et mener la lutte pour cela. C'est pour cette raison que ses premières oeuvres importantes sur le parti ont été "Que faire ?" et ensuite "Un pas en avant, deux pas en arrière". Ce sont des oeuvres dédiées à combattre la vieille structure du parti qui s'était développée dans les relations de famille, les intrigues, les médisances, dans la discussion de pro-

blèmes occasionnels, dans la lutte individuelle, parce qu'ils n'avaient pas la vision de la fonction du parti. Lénine lui a donné l'objectif de la lutte pour le pouvoir, il fallait donc l'organiser pour concentrer la volonté et la conscience en fonction de cet objectif. Il fallait pour cela le monolithisme centralisé ou le centralisme monolithique.

Toute discussion devait être utile, être un point de référence, avoir pour base la nécessité de préparer, de développer l'expérience et la capacité révolutionnaire du parti pour prendre le pouvoir, en se basant sur le marxisme. Tous les problèmes de la vie et l'expérience de la lutte de classes étaient mis en discussion, et c'est sur cette base que les cadres militants révolutionnaires se maintenaient liés à la classe. Le parti armait ses perspectives, ses projets et sa tactique en fonction de l'appréciation que l'avant-garde tirait de la classe. Le parti était construit de façon scientifique, de telle manière qu'il existait un contact permanent entre la classe et lui, et une relation avec le monde grâce au marxisme. Ce fut là une des oeuvres les plus grandes de Lénine, comparable au "Capital" de Marx.

Voilà ce qu'a fait Lénine : avoir un parti qui soit capable de sentir et de comprendre. Aucun autre parti ne peut sentir cela en dehors de nous autres aujourd'hui, les trotskystes de la IVe Internationale Posadiste. Aucun autre parti ne peut le faire parce qu'il n'est pas préparé pour cela, qu'il ne s'est pas développé dans la conception marxiste pour sentir la volonté des masses, comprendre leur sentiment, et appliquer aujourd'hui l'expérience antérieure. La méthode scientifique se base sur un principe : on ne peut prendre le pouvoir qu'en détruisant le système et l'appareil capitaliste, il faut le détruire pour ensuite imposer le pouvoir prolétarien. Voilà ce qu'a été la première grande oeuvre de Lénine.

La seconde a été la préparation pour prendre le pouvoir. Avant de construire solidement le parti, il a dû affronter la situation de 1905 et en tirer les conclusions. 1905 a signifié une grande expérience pour le Parti Bolchevique, et en particulier pour Lénine, au niveau de la

compréhension des délais et des alliances. Il fallait incorporer le paysan et n'avoir aucune confiance dans la révolution démocratique bourgeoise, et Lénine a appris qu'il n'y avait pas de délais pour la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Il fallait comprendre en même temps que cette défaite allait produire une sélection dans le parti. Un secteur a été déçu, mais l'immense majorité - 90% - était sûre que s'il s'agissait d'une défaite, ce n'était pas un échec. L'instrument était bon mais son intervention n'a pas eu lieu au bon moment : voilà ce qu'a appris le parti. Tous les autres ont été détruits parce qu'ils n'étaient pas organisés dans l'objectif historique de prendre le pouvoir et qu'ils ne s'appuyaient pas sur l'aspect scientifique du marxisme.

Une base essentielle de la conception de Lénine était le sentiment fraternel communiste, l'objectivité avec laquelle le Parti Bolchevique fonctionnait et sans laquelle il aurait été impossible d'influencer ou de recevoir l'influence de ses membres. Ceux-ci étaient capables de tout parce qu'ils discutaient de façon objective et que leur capacité était collective et non individuelle. C'est sur la base du sentiment fraternel communiste, de la morale communiste qu'il déterminait ce qui convenait le mieux à la révolution et qu'il éliminait et combattait toute inclination pour une relation individuelle, familiale ou d'intrigues. Comme le dit Lénine dans "Un pas en avant, deux pas en arrière", tout ceci rabaisse la vie du parti, l'empêche de voir la réalité et l'entretient dans des disputes qui le détournent de la nécessité de la lutte révolutionnaire.

Lénine enseignait à coordonner les efforts pour les appliquer en commun contre le capitalisme. C'est de cette manière qu'il a pu corriger rapidement les erreurs de 1905 et triompher en 1917. Aucun autre parti dans l'histoire n'a fait cela. Tous les autres ont été éliminés ! Il n'existe aucun parti qui ait autant souffert que le Parti Bolchevique en 1905, et celui-ci s'est recomposé immédiatement grâce aux bases scientifiques avec lesquelles il a été créé.

Aujourd'hui, toute la crise des Etats ouvriers et des partis communistes vient du fait qu'il n'existe pas de Parti Bolchevique. La crise de croissance qu'ils subissent vient de la nécessité pour eux de développer le parti vers des normes bolcheviques. Un parti comme le Parti Communiste Italien, qui a dix millions de voix, est incapable de prendre le pouvoir. Pourquoi ne le fait-il pas ? C'est parce qu'il n'y est pas préparé, il doit discuter pour essayer d'être un Parti Bolchevique, et c'est la même chose pour l'Union Soviétique.

La condition essentielle de l'existence du Parti Bolchevique était sa vie politique : il résolvait tout au moyen de la discussion, il informait et émettait des

suite page 4

Arrêter la guerre ! Pas d'ingérence de l'Otan, ni de l'ONU ! Reconstruire la Yougoslavie sur une base socialiste.....

suite de la page 1

sont d'ailleurs des serbo-croates, qui furent convertis à l'Islam sous l'empire ottoman. Les autres, c'est-à-dire 60%, sont orthodoxes, catholiques ou non-religieux.

Cependant, Izetbegovic, très démocratiquement, déclare qu'il veut établir un état islamique en Bosnie. Il cherche des alliés dans le gouvernement réactionnaire de Turquie, dans les pays les plus réactionnaires du Moyen-Orient, dans les mouvements religieux intégristes, recrute des mercenaires jusqu'en Afghanistan, réclame des armes à l'Europe. Ce monsieur a été reçu comme le président d'un Etat musulman, sous la protection de Koutchener et des "intellectuels" comme Bernard Henri Lévy, par Mitterrand. Il demande des armes à l'Occident pour se battre contre la Yougoslavie.

Les médias en Europe et aux Etats-Unis ont fait un grand battage autour de "la purification ethnique". Ils présentent cela comme une théorie créée par les Serbes pour conquérir des territoires en Bosnie et en Croatie et en chasser les habitants non serbes et les peupler de purs Serbes. Mais c'est le capitalisme qui est le fabricant de la "purification ethnique": il a provoqué le séparatisme de la Croatie, de la Slovénie, il a fait campagne contre "la Serbie" et a écrasé toute idée de "Yougoslavie".

Les médias occidentaux, la bourgeoisie, ont besoin d'une justification idéologique à l'intervention militaire, sous le couvert de l'ONU, ou de l'OTAN. Alors ils présentent les dirigeants de l'actuelle Yougoslavie comme des revenants du nazisme. Ils lancent les grands mots: "camps de concentration", "génocide", "crimes contre l'humanité". Ils avaient fait de même avec la Roumanie, avec la RDA, avec l'Irak, la Libye ou l'Afghanistan, chaque fois qu'ils provoquent une intervention militaire. Par contre, les médias taisent l'épuration ethnique dans la province du Shaba du Zaïre (deux à trois cent mille personnes sont chassées) que fait actuellement la dictature de Mobutu.

Il y a eu une campagne énorme pour retourner l'opinion publique contre "les Serbes", en particulier en France, alors qu'il y a une tradition de relations avec la Yougoslavie depuis des décennies. Il faut prendre de la même manière les accusations lancées par les médias contre les militaires "serbes" à propos du viol systématique et massif des femmes musulmanes bosniaques, ou de l'existence de camps d'extermination.

Les mouvements féministes, comme les organisations pacifistes ou anti-racistes, se laissent abuser et aveugler par ces considérations. Il n'y a pas de guerre "propre" et, même les guerres révolutionnaires portent leur lot d'abus, d'exactions, de viols, de vengeances personnelles. Cela ne doit pas nous empêcher de juger quels sont les intérêts en jeu de part et d'autre.

Il n'y avait pas d'autre issue aux conflits entre les républiques de la Yougoslavie, que de poursuivre des discussions, des négociations, de chercher une issue politique, de faire intervenir dans ces

discussions toutes les organisations syndicales et politiques socialistes, communistes, mais la gauche a été complètement débordée face à la crise des ex-pays socialistes. L'Europe capitaliste a stimulé le séparatisme, reconnu l'indépendance des différentes régions, donné son aval à n'importe quelle clique nationaliste qui se trouvait au pouvoir en Slovénie, en Croatie, en Bosnie et donc bloqué toute perspective de paix.

La Yougoslavie est aussi devenue un champ de bataille entre les intérêts concurrents des grands pays capitalistes européens et américain. L'Allemagne s'est jetée la première dans la politique de séparatisme, elle a reconnu immédiatement la Slovénie et la Croatie, et obligé les autres gouvernements à la suivre, sous peine de rétorsion financière et économique (en particulier vis-à-vis de la France, qui a été obligée d'agir comme son bras armé). Au travers de la crise yougoslave, l'Allemagne impose son leadership sur le reste de l'Europe et prépare les conditions pour se créer une puissance militaire propre. De toutes façons, cette guerre en Yougoslavie est un borbier pour le système capitaliste. Il ne suffit pas d'y engager plus de soldats pour en sortir gagnants. Même les Etats-Unis restent prudents et redoutent que leur intervention profite à l'Allemagne. En Russie, le gouvernement de Eltsine a été mis en demeure par le parlement et l'armée de ne pas accepter l'embargo contre la Yougoslavie.

Dans le camp socialiste, tout affaibli qu'il est, il y a une vive résistance aux avancées du capitalisme européen et américain et on ne veut pas leur laisser les mains libres pour ensuite intervenir dans d'autres pays des Balkans ou du Caucase. Cette opposition pèse aussi dans le rapport des forces en guerre en Yougoslavie.

La plupart des organisations de gauche, en particulier les mouvements de la paix, se sont rangés derrière cette optique des gouvernements européens, et donnent à l'Onu, un rôle de médiateur, de pacificateur, qu'elle est bien incapable d'accomplir. Le mot d'ordre des ex-pacifistes est de faire appliquer les décisions de l'ONU en Yougoslavie, renforcer l'embargo contre la Serbie, inclus par l'intervention militaire des casques bleus ou de forces spéciales de l'Otan. L'ONU est, moins que jamais, un instrument de progrès pour les peuples du monde. Il faut voir ce qu'elle fait partout où elle intervient: au Cambodge, c'est la paralysie complète et les Khmers rouges sont toujours aussi armés et aussi bien installés. En Angola, l'Unita a repris la guerre et l'ONU ne fait rien pour imposer le respect des élections qui ont confirmé le pouvoir du MPLA.

En Somalie, l'ONU sélectionne les chefs de guerre qui seront la base d'un nouveau pouvoir pro-américain. En Palestine, l'ONU laisse Israël violer jour après jour toutes ses résolutions, entre autres, maintenir impunément le bannissement des Palestiniens etc.. Le droit d'ingérence humanitaire n'est qu'une nouvelle couver-

ture à la vieille politique impérialiste du système capitaliste en général et des pays capitalistes les plus forts en particulier.

Nous sommes contre tout droit d'ingérence du capitalisme. Partout où il intervient, c'est pour défendre ses intérêts et jamais ceux des populations. Par contre, les travailleurs d'Europe comme ceux de la Yougoslavie, dans toutes ses parties, ont le droit d'ingérence, ils sont les seuls à n'avoir d'autres intérêts que le bien commun des populations.

On devrait organiser des missions des syndicats d'Europe pour rencontrer le mouvement ouvrier, de toutes les républiques de

Yougoslavie, faire entendre ces voix, créer un courant international pour la défense de la Yougoslavie, comme il y en avait au début de la construction de l'Etat ouvrier yougoslave, avec les Brigades internationales des jeunes.

Nous appelons tout le mouvement syndical, les organisations socialistes, communistes, chrétiennes de gauche en Europe, à se mobiliser pour faire cesser cette guerre, pour que se retirent les forces militaires de l'ONU et de l'OTAN, pour que les travailleurs yougoslaves puissent se rencontrer et discuter comment reconstruire et développer la Yougoslavie sur une base socialiste.

10 février 1993

Bureau International de la IVe Internationale Posadiste.

LENINE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI.....

suite de la page 3

jugements pour que tout le parti et que toute la population délibèrent. Quand il n'y a pas d'intérêts bureaucratiques, la peur face à la délibération de la population n'existe pas, parce que la discussion porte sur des intérêts communs. A l'époque de Lénine, le parti discutait tout, sans aucune entrave, et développait ainsi sa capacité. Il avait confiance dans la vie centralisée parce qu'il se sentait capable de discuter, de résoudre et d'imposer. Par contre aujourd'hui, en URSS, il n'y a pas de vie syndicale, pas de réunion ou d'assemblée syndicale, pas de conférence ni de meeting. Tandis que la bureaucratie soviétique fait des réclamations à la bourgeoisie italienne pour qu'elle laisse se réunir les ouvriers italiens qui s'opposent au capitalisme, elle ne laisse pas les ouvriers soviétiques faire une manifestation d'appui au Vietnam par exemple.

La base essentielle est la vie politique de la classe qui permet de prendre en compte tous les problèmes, sinon il s'agit d'un problème de sélection, de quelques types qui pensent et des masses qui appliquent en disant "oui" ou "non". C'est la même chose à Cuba où Fidel Castro lançait ses plébiscites: "Etes-vous d'accord avec ceci?" - "Oui, nous sommes d'accord", alors qu'il n'y avait ni assemblée syndicale, ni réunion, ni meeting, ni délibération. Si la discussion n'existe pas, la pensée vient alors de la direction, et il n'y a aucune raison pour que celle-ci soit la meilleure. Si elle l'était, tout le monde pourrait discuter et intervenir. Par contre, les masses d'Union Soviétique, dans le parti de Lénine et ensuite de Trotsky, ont démontré qu'en discutant elles corrigeaient constamment leur direction et maintenaient un contrôle sur elle, ce qui la rendait plus audacieuse. Les masses voyaient alors le parti disposé à tout, ce qui renforçait ses liens avec lui. La direction, bien que se sentant faible, voyait le parti qui la poussait, comme en 1917 où elle hésitait à prendre le pouvoir. L'arrivée de Lénine a lancé l'avant-garde et le parti, et celui-ci a dû faire avancer la direction et prendre le pouvoir.

C'est le parti que les communistes d'aujourd'hui ont refusé de construire, bien que certains comme le Parti Communiste Italien, le Parti Communiste Chinois,

et dans une certaine mesure le Parti Communiste Français, discutent pour essayer de se corriger. Mais ils ne peuvent atteindre la voie bolchevique, ce qui est rigoureusement nécessaire avant comme après la prise du pouvoir.

On peut prendre le pouvoir, comme ils l'ont fait à Cuba, mais il faut construire le parti. Un fait fondamental est qu'à Cuba il n'existe aucune norme d'organisation sociale. Du point de vue juridique, c'est toujours une direction bourgeoise car il n'existe pas d'organes socialistes de fonctionnement. Ce sont les ministres, le gouvernement et la direction du parti qui décident, et les masses? A l'époque de Lénine et de Trotsky, les soviets décidaient. Par contre, ici ce sont les ministres qui décident. On peut penser qu'il s'agit de ministres révolutionnaires, mais ont-ils les meilleures idées ou le meilleur programme? Les masses ont démontré que ce sont elles qui décident.

Voilà le problème qui se pose aujourd'hui à tous les Etats ouvriers et les partis communistes: développer des partis bolcheviques. C'est ainsi que notre action s'identifie à Lénine parce que nous sommes nous-mêmes un bien public de l'histoire, que nous avons le fonctionnement pour impulser la révolution, et que notre objectif dans l'histoire - comme l'était celui de Lénine - est de conduire l'humanité vers le socialisme. Il faut alors prendre les instruments qui existent et les utiliser comme on peut. A cette étape de l'histoire, il faut coordonner et combiner les forces matérielles et la volonté révolutionnaire qui existent dans les partis communistes avec notre capacité théorique et politique, ainsi que notre préparation programmatique et organisationnelle.

Tout hommage à Lénine doit être uni à tout ce qu'il a fait, mais aussi à tout ce qu'ont fait les révolutionnaires qui ont permis Lénine, ou qui l'ont accompagné, comme Trotsky et nous-mêmes. On ne peut rendre un hommage en abstrait à Lénine sans voir ceux qui continuent dans sa voie, ses expériences et sa volonté historique de bien public de l'humanité. C'est pour cette raison que nous nous sentons les représentants légitimes, directs de la pensée, de la volonté et de la fonction historique de Lénine et de Trotsky.

J. POSADAS.

MANIFESTE DU 1^{er} MAI 1993

En ce Premier Mai, les masses du monde poursuivent la lutte pour leur libération sociale et contre toute forme d'oppression, contrairement aux prévisions de ceux qui défendent la thèse du triomphe du "nouvel ordre mondial" impérialiste. Le capitalisme n'a en rien triomphé. Il a, tout au plus, tiré profit de l'effondrement des appareils, des directions et des partis qui n'étaient pas capables de représenter la lutte pour le socialisme. Le capitalisme apparaît aux yeux des masses du monde, comme le soutien de tout ce qu'il y a de plus pourri dans la société actuelle: les mafias, les trafiquants de drogues, les gangsters, les cliques politiques réactionnaires. Le G7 promet des crédits pour soutenir la bande de Eltsine et le programme de privatisations. L'Europe bourgeoise, aux côtés des Américains, entretient la guerre en Yougoslavie, et les conflits entre les nationalités des ex-pays socialistes, avec l'intention à demi avouée de faire table rase de toute idée de socialisme, de convivialité entre les peuples et de justice sociale. Le prolétariat et les forces communistes et révolutionnaires de ces pays n'ont pas pu former, à temps, une nouvelle direction pour remplacer les vieilles directions bureaucratiques. Mais ils ne se sentent pas abattus et ils l'expriment en ce Premier Mai.

Deux ans à peine se sont écoulés depuis le contrecoup d'Etat réactionnaire de Eltsine et la dissolution de l'URSS. Ce coup était le point culminant de toute une série de mouvements réactionnaires, des conflits régionaux sanglants provoqués par les bureaucraties "ex-communistes" en débandade. Une partie importante des directions du mouvement ouvrier dans le monde se sont laissées impressionner par ces événements et ont changé leur nom, leur programme et objectifs politiques communistes. Leur faiblesse théorique et politique a provoqué une importante désorientation. C'est ainsi que la réaction a eu les mains libres au niveau international pour mener ses attaques. Cependant, la lutte de classes n'a pas cessé un instant. Le mouvement ouvrier a continué à se battre, défendant ses droits syndicaux et démocratiques, et gardant la claire conscience de la société de classes avec ses antagonismes entre exploités et exploités, et dans laquelle les pauvres deviennent toujours plus pauvres et la classe dominante toujours plus riche.

LA LUTTE DE CLASSES SE DEVELOPPE DANS LE MONDE ENTIER

Pendant cette période, il y eut des milliers de grèves dans tous les pays capitalistes d'Europe, en défense du droit au travail, du niveau de salaires, des conquêtes sociales, contre les fermetures d'entreprises. Citons-en quelques-unes: en Angleterre, les mineurs se sont réorganisés et ont empêché de nouvelles fermetures de mines;

les cheminots ont participé à la grève européenne en défense des services publics.

En Allemagne, les employés des services publics ont fait une grève générale pour la première fois depuis la Guerre; les ouvriers sidérurgistes poursuivent leur lutte pour défendre leurs droits et leur poste de travail; une grande partie des travailleurs de l'ex-RDA ont pris part à ces luttes. En Italie, les grèves régionales et générales se multiplient, pour les mêmes raisons. En Grèce, les travailleurs des transports publics ont mené une des luttes les plus combattives contre la privatisation des services publics. En Espagne, une grève générale a été décrétée, ainsi que de nombreuses grèves régionales.

En France, la mobilisation syndicale est constante, entre autre celle du personnel para-médical qui se prépare maintenant à affronter le nouveau gouvernement conservateur. Le 2 avril, la première manifestation européenne de masses a eu lieu, plus d'un million de personnes y a pris part dans 150 villes d'Europe. C'est un fait très important, même si le mouvement est resté limité par l'appareil bureaucratique de la Confédération Européenne des Syndicats et le manque de mobilisations de certains syndicats nationaux.

Dans toute l'Europe, des millions de jeunes se sont mobilisés contre le racisme et le néo-nazisme, à la suite des attentats provoqués par les groupuscules d'extrême droite. Le capitalisme, qui finance ces groupes, ne parvient pas à créer des mouvements fascistes de masses.

Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs se sont manifestés: en Pologne, avec une grève très combattive contre les accords avec la FIAT et contre les privatisations; en Albanie, avec la préparation de la grève générale contre le nouveau gouvernement "démocratique", pro-capitaliste. En Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, les travailleurs ont fait grèves et protestations montrant qu'ils ne croyaient pas aux miracles du "libre marché", et se sont mobilisés pour leurs droits. Les mots d'ordre dominants dans ces pays sont l'op-

suite page 2

LA CONTRIBUTION DU CINEMA DE CHAPLIN A LA LUTTE DE CLASSES DU PROLETARIAT

J. Posadas
Décembre 71

voir page 5

La défaite du P.S. en France, la crise de la social-démocratie et la nécessité du programme anti-capitaliste

voir page 3

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62 1040
Bruxelles CCP 000.0976234-26 de POLET Tél: 02/732.21.95

29^{ème} ANNEE - JUIN 1993 - N° 392 - 20 Francs

Mettre l'économie au service de la population

EDITORIAL

Après une période de discours euphoriques sur l'Europe, sur le fédéralisme, tous les ténors de l'Europe de Maastricht présentent maintenant un tableau catastrophique de l'avenir, une croissance négative. Un taux de croissance de la production de 3%, dans l'économie capitaliste, serait une condition minimale pour maintenir en vie le système de sécurité sociale en Europe, payer les pensions actuelles et à venir, payer les allocations aux chômeurs.

D'autre part, l'économie capitaliste européenne et mondiale produit trop par rapport à la demande solvable, en augmentant la productivité, en éliminant de plus en plus l'homme du processus de production. Le capitalisme réduit son marché en éjectant les travailleurs. On ne peut pas faire consommer indéfiniment, à ceux qui ont les moyens de les payer, des automobiles, de l'acier, des produits chimiques, des médicaments, du gaz, de l'électricité. L'ouverture des marchés issue de la crise des pays socialistes ne fait que multiplier l'anarchie, le désordre, la concurrence et les luttes pour écraser les plus faibles.

Les Etats ouvriers ne se montrent plus comme une alternative de progrès face à la barbarie du capitalisme. Mais ils mettent en évidence, de la Chine à la Yougoslavie, que leur ouverture au marché capitaliste n'entraîne que la misère, les injustices sociales, la guerre et la destruction des populations et des ressources. Les réformes économiques menées actuellement dans les Etats ouvriers provoquent une accélération de la crise économique par l'effondrement de leurs commandes commerciales aux entreprises du monde capitaliste. En offrant une main d'oeuvre au dixième du prix de la CEE, pour exporter leur production sur le marché de la CEE, ces Etats provoquent une surproduction et entraînent la fermeture d'entreprises, l'augmentation du chômage, le rétrécissement du marché et, à terme la diminution de la demande envers ces pays. Cela engendre des conflits sociaux dans les pays capitalistes.

L'exemple de Solvay est vraiment édifiant à cet égard. Un des fleurons du capitalisme belge met à profit la crise de l'ex RDA et de la Pologne, pour s'emparer des entreprises chimiques offertes à la privatisation et de leurs travailleurs. C'est la même multinationale Solvay qui décrète alors que ses usines en Belgique "ne peuvent plus soutenir la concurrence de l'Est" et décide leur fermeture. Solvay n'est pas un cas unique.

Face à cela, les directions syndicales et les PS Européens peuvent toujours émettre des protestations outragées. Ni la prochaine présidence belge de la CEE, ni aucun travail des socialistes européens au Parlement Européen n'y feront rien non plus. Ce processus de délocalisations, de restructurations des grandes entreprises capitalistes n'est pas un phénomène nouveau. On le connaissait bien avant Maastricht. Maintenant, les directions socialistes et syndicales découvrent leur impuissance. Qui peut s'opposer et faire front à la stratégie mondiale des multinationales belges et autres, c'est l'organisation des travailleurs, à partir des entreprises. C'est ce que font les métallurgistes allemands qui luttent pour l'égalisation des salaires entre la RFA et la RDA.

En Belgique, le gouvernement De Haene multiplie les mesures de régression sociale contre les travailleurs, contre les chômeurs, les pensionnés, les malades, la majorité de la population. Il invoque toujours Maastricht et la nécessité d'adapter l'économie belge à la concurrence internationale. Le rôle des travailleurs n'est pas de sauvegarder la compétitivité des entreprises, mais bien de réduire les possibilités pour les capitalistes, d'aller voir ailleurs si cela leur coûte moins cher. Il faut donc lutter internationalement pour égaliser au niveau le plus élevé possible les salaires et les conditions de travail entre les différentes régions et les différents pays d'Europe.

Au lieu de cela, le gouvernement De Haene, avec la participation des socialistes, invente un nouvel impôt sur la consommation d'énergie, qui touche tous les ménages.

suite page 2

Manifeste du Premier Mai 1993 *suite de la page 1*

position aux privatisations et la revendication des mêmes droits et conquêtes que les travailleurs d'Europe occidentale.

En Asie, en Afrique, en Amérique la soi-disant "crise du communisme" n'a pas arrêté les luttes des travailleurs, tant au plan syndical que politique. Citons quelques exemples: les Indiens du Canada et les mineurs des Etats-Unis, la grève générale en Bolivie, la victoire du plébiscite contre les privatisations en Uruguay, les mobilisations de millions de personnes au Brésil qui ont imposé la démission du gouvernement corrompu de Fernando Collor, tandis que se poursuit en permanence la mobilisation des syndicats; au Vénézuéla, une tendance militaire nationaliste se montre sensible aux problèmes sociaux des couches pauvres de la population et met en question le système soi-disant démocratique de la domination bourgeoise; au Pérou, la répression imposée par Fujimori sous prétexte de la guerre contre le Sentier Lumineux, n'a pas empêché les travailleurs de faire des manifestations et une grève générale pour leurs droits syndicaux et démocratiques.

En Afrique, les masses d'Afrique du Sud continuent la lutte pour la conquête d'un gouvernement démocratique, font face aux provocations et aux meurtres des secteurs blancs les plus réactionnaires et défendent la direction du Parti Communiste, qui n'a pas renoncé au programme ni aux objectifs du socialisme.

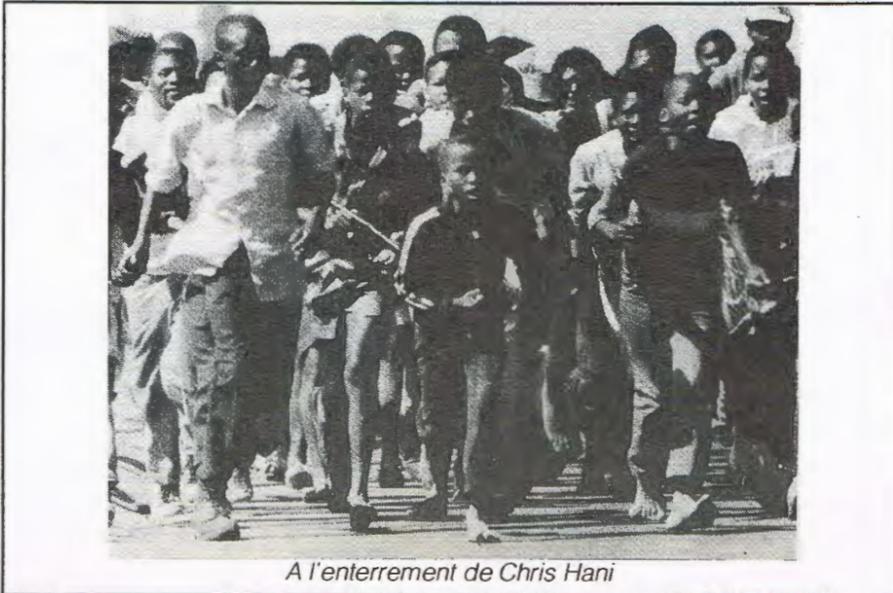
L'assassinat du camarade Chris Hani, à qui nous rendons notre hommage, fait partie d'une tentative de provoquer des réactions désespérées et désorganisées de la part des masses noires, afin de court-circuiter les accords auquel le gouvernement De Clerck est contraint d'arriver et qui peuvent aboutir à la victoire électorale de l'ANC. Mais cet attentat vise aussi à frapper les nouveaux centres de luttes en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique. En effet, le Parti Communiste d'Afrique du Sud représente la lutte pour la libération nationale unie au programme et aux idées communistes.

Toute l'Afrique connaît un important développement de luttes des masses pour des droits démocratiques, comme au Mali, Zaïre, Nigéria, ou pour la défense des conquêtes révolutionnaires comme en Angola, au Mozambique, face à la contre-révolution qui ne désarme pas. En Asie, de la Corée du Sud, à la Thaïlande, à la Birmanie les luttes sont permanentes pour les droits démocratiques et contre les dictatures pro-capitalistes. En Inde, il y a d'énormes luttes syndicales. Au Népal, les élections ont conduit à la formation d'un gouvernement communiste. De même à Sao Tome et Principe. Dans ces deux petits pays, loin de se laisser impressionner par le monde unipolaire impérialiste, les masses ont trouvé la force de réagir et de progresser.

Au Moyen Orient, l'intifada des jeunes Palestiniens ne faiblit pas malgré la répression croissante et l'échec des négociations de paix. Les enfants et les jeunes Palestiniens donnent l'exemple à tous

les peuples, à toute l'humanité, par leur décision d'affronter l'Etat d'Israël, qui est un des bras armés le plus puissant et arrogant de l'impérialisme américain. Leur action a influencé de larges couches de la population israélienne, qui s'opposent à cette répression brutale et désirent la paix avec les Palestiniens. L'impérialisme n'est pas parvenu à écraser les masses palestiniennes qui incarnent l'espoir et la persévérance pour toutes les masses arabes opprimées.

requiert une intervention de l'Etat pour soutenir l'économie. Mais le facteur essentiel du changement est le mûrissement et le progrès politique des masses. Clinton ne représente pas ce progrès. La bourgeoisie lui a déjà imposé de maintenir la politique du gouvernement Bush en Bosnie, en Irak, en Somalie. Soit il cède au secteur militariste, soit il sera liquidé. L'attentat à la tour de New-York (où étaient parquées des voitures utilisées par le Président) est un



A l'enterrement de Chris Hani

En Algérie aussi, les masses organisées par les syndicats et la gauche du FLN, se mobilisent par centaines de milliers dans les grandes villes pour stopper l'intégrisme islamique et le FIS et montrer leur conscience très claire de ne pas laisser les bourgeoisies, les féodalités arabes les plus réactionnaires et les secteurs obscurantistes de l'Islam profiter de la situation de crise sociale du pays. C'est important qu'en Algérie, un mouvement de masses, qui a forgé son expérience antérieure dans ses relations avec les Etats ouvriers, se manifeste aussi puissamment.

LE CAPITALISME NE PEUT S'IMPOSER NULLE PART DANS LE MONDE

Et l'on va dire que le capitalisme est triomphant? l'élection de Clinton aux Etats-Unis exprime la grande faiblesse sociale de l'impérialisme: les courants ultralibéraux et belliqueux ont été mis en échec par le développement de nouveaux mouvements sociaux, tels que l'explosion de la révolte à Los Angeles, les luttes syndicales innombrables contre les inégalités sociales, les luttes syndicales et politiques des minorités pour leurs droits, les oppositions à la politique de guerre. La condamnation, même partielle, des policiers de Los Angeles, est une défaite de l'impérialisme et une victoire des masses, qui sont passées des rébellions incontrôlées à des actions collectives. Il y a un processus de mûrissement politique, bien plus dangereux pour l'impérialisme que les pillages ou les réactions inorganisées.

La crise structurelle de l'économie nord-américaine a été aussi un facteur du changement et

Mettre l'économie au service de la population *suite de la page 1*

et qui devrait aider les entreprises belges travaillant pour l'exportation. Il attaque aussi les chômeurs - au lieu de réduire le chômage -, en essayant de supprimer les allocations pour des dizaines de milliers de chômeurs dits de longue durée, ensuite en supprimant les indemnités pour ceux qui ont un travail à temps partiel. D'autre part, il accélère les privatisations d'entreprises publiques. Cela rend l'économie de la Belgique encore plus vulnérable aux appétits et aux intérêts des grands capitalistes français et allemands.

Le gouvernement national n'a pas la maîtrise de l'économie de ce pays. Le gouvernement wallon l'a encore bien moins. Malgré que les socialistes ont tous les leviers de commande, les Wallons ne sont pas "maîtres chez eux", parce que le pouvoir économique et la propriété des moyens de production ne sont pas dans les mains du peuple.

Il faut discuter d'un plan de développement économique au bénéfice de la population, que ce soit en Wallonie, en Flandres, à Bruxelles, dans toute l'Europe. Il faut produire ce dont les masses ont besoin, en Europe et dans le monde, élargir la propriété publique des moyens de production au lieu de privatiser, développer les services publics dans tous les domaines. Même s'il n'y a pas de croissance de la production, avec une planification de l'économie et des ressources, on peut éliminer le gaspillage, la concurrence, partager le travail existant

avertissement. Personne ne croit à un attentat "islamique". Un des suspects déjà arrêtés travaillait comme agent de la CIA en Afghanistan.

Mais Clinton doit aussi réaliser des investissements dans les services sociaux, l'éducation, les infrastructures publiques. Tout cela est contradictoire. C'est une situation favorable pour l'intervention des masses américaines et le progrès de leur organisation autonome.

Le monde capitaliste n'a pas triomphé non plus avec "l'Europe de Maastricht", qui est l'Europe des grands capitaux. La lutte s'aiguise entre les grands groupes financiers pour assurer leurs positions contre les pays les plus faibles comme le Portugal, l'Italie, la Grèce, l'Espagne. La CEE organise la destruction de l'outil. Les conséquences en sont désastreuses: réductions de productions agricoles et industrielles, chômage massif, instabilité politique.

L'Italie - 5ème puissance industrielle mondiale - ne vit pas un jour sans scandales de corruptions, sans rumeurs de conspiration ou de coup d'Etat, sans dénonciations d'activités mafieuses des principaux dirigeants du capitalisme. En Allemagne, c'est la démission du ministre des Finances. En France, ce sont les compromissions de plusieurs ministres et dirigeants socialistes. En Angleterre,

suite page 4

tant sans perte de salaires. Il faut aussi, pour cela, un contrôle syndical sur l'embauche dans toutes les entreprises.

Des luttes très importantes se sont organisées avec cet objectif en Europe. Dans les manifestations du Premier Mai, toutes ces forces ne se sont pas exprimées politiquement. Tandis que des millions de travailleurs se sont mobilisés depuis le début de l'année, ils étaient peu nombreux dans les manifestations, en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie. Les directions syndicales et socialistes craignent de s'appuyer sur toutes ces forces, elles n'ont pas appelé à des mobilisations importantes ou, comme en Belgique, ont même décidé de ne pas manifester. Les tentatives d'organisation d'une fête de lutte et d'union ont quand même obtenu des résultats dans différentes villes et rassemblé des militants communistes, trotskystes, chrétiens de gauche, progressistes sans parti, avec la volonté de poursuivre le combat pour le socialisme. Mais il est certain qu'une réelle perspective de changement vers le socialisme et la construction d'une organisation pour accomplir ce changement de notre société, a besoin de la gauche, socialiste et syndicale. Il faut impulser cette organisation en se basant sur toutes les luttes que les travailleurs ne cessent de mener pour ne pas payer les frais de la crise capitaliste.

Résolution du Bureau International

La défaite du Parti Socialiste en France, la crise de la social-démocratie et la nécessité du programme anti-capitaliste

La défaite du Parti Socialiste aux élections législatives en France met profondément en question la politique social-démocrate et accélère la décomposition des directions du mouvement socialiste qui ont mené une politique de conciliation, d'accord et de soutien au régime capitaliste.

Le secteur de la population, qui avait appuyé les socialistes pour qu'ils impulsent des transformations sociales, a exprimé ainsi son attitude critique envers le retournement politique de la direction socialiste. Au lieu de mener de l'avant ce programme, la direction socialiste a développé une politique de défense des intérêts de la bourgeoisie française et elle s'est corrompue dans l'exercice du pouvoir.

Cependant, malgré cette corruption et l'abandon du programme de l'Union de la Gauche, un secteur de l'avant-garde ouvrière et des masses - 18% au premier tour et 30% au second tour - a voté socialiste pour défendre le programme de transformations sociales.

La victoire de la droite n'a pas été reçue avec triomphalisme par les formations qui composent l'UPF (RPR et UDF). Chirac, Giscard et d'autres dirigeants, ont aussitôt posé que la situation de crise était très profonde et qu'on ne pouvait la résoudre en peu de temps ni avec des mesures miraculeuses. D'autre part, la droite est consciente de ne pas avoir élargi sa base sociale, que sa victoire électorale a été acquise grâce au système qui fait basculer les résultats de gauche à droite sans grands déplacements de voix.

De plus, il faut comptabiliser les abstentions qui représentent 30% de l'électorat, ceux qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales, les travailleurs immigrés qui n'ont pas le droit de vote, et 5% de votes blancs ou nuls. Pour la première fois dans des élections, deux millions de votes nuls ont été comptabilisés, exprimant une attitude politique pleinement consciente d'un secteur de la population qui n'a pas voté à droite, qui n'a pas reculé politiquement et qui participe à la lutte contre le racisme, pour l'égalité des droits et pour le droit de vote des étrangers. Ainsi, la droite qui est largement majoritaire au Parlement est en fin de compte minoritaire dans le pays.

Les écologistes n'ont obtenu que 7,7% des voix au premier tour, au lieu des 15% que les médias leur attribuaient. Les électeurs socialistes ne se sont pas tournés vers eux, car ils défendaient un programme très proche de celui de la droite et ont mené une politique conciliatrice d'alliance avec elle. De plus, ils n'ont pas appelé à voter pour la gauche au deuxième tour.

Les voix obtenues par le Parti Communiste Français (environ 10%) sont importantes. La bourgeoisie espérait que la crise des pays de l'est, la division transitoire de l'URSS, la crise des partis communistes des pays capitalistes (le Parti Communiste Italien en particulier), allaient affecter plus profondément le Parti Communiste

Français et provoquer une chute beaucoup plus grande de son électorat.

La concentration de l'avant-garde communiste dans ces élections n'est pas circonstancielle et va stimuler et élargir le processus de discussion dans le mouvement communiste mondial. Elle montre également les grandes forces qui vont se manifester dans les prochaines luttes, en France comme dans le reste de l'Europe.

Le nouveau gouvernement de droite sait qu'il n'a pas d'autre possibilité que d'appliquer la politique menée par le Parti Socialiste, comprenant les privatisations, l'augmentation du chômage, la concentration de l'industrie, la baisse du niveau de vie des masses. La politique approuvée à Maastricht par la bourgeoisie européenne, et appuyée par les partis socialistes, va trouver dans la droite française un interlocuteur plus fiable pour réaliser la mobilité de l'emploi, l'accroissement des licenciements, la concentration de l'industrie, l'augmentation de la productivité afin de pouvoir concurrencer dans de meilleures conditions les japonais et les yankees.

Cette politique, qui a déjà été rejetée par l'ensemble du mouvement ouvrier, par les paysans et des secteurs de la petite bourgeoisie, va avoir pour conséquence une baisse du niveau de vie des masses, plus de misère, plus de chômage.

La droite française ne va pas avoir la situation facile pour appliquer ces mesures. Le prolétariat français, qui a une grande tradition de lutte, qui a l'expérience de la Résistance, qui a participé à Mai 68, qui a impulsé l'Union de la Gauche, a montré dans ces élections qu'il garde son assurance et sa confiance. C'est ce qui oblige la droite à avoir le triomphe modeste.

Le Front National, avec 12,6% des voix, a perdu son unique député au Parlement. Ces élections confirment qu'il n'a pas eu une progression massive de son électorat, comme il l'espérait. Par contre, les nombreuses mobilisations pour l'égalité des droits, contre le racisme et les exclusions, pour le droit de vote des immigrés, ont attiré un secteur très important de la petite bourgeoisie, et spécialement des jeunes, en France et dans le reste de l'Europe. Ce n'est qu'un secteur déclassé de la population qui a été attiré par un programme raciste et des promesses sans perspective.

La droite française ne peut offrir aucune recette nouvelle pour freiner la crise du capitalisme. Elle ne peut qu'accélérer les plans de privatisations commencés par les socialistes, imposer la liberté de licenciement, privatiser l'enseignement à tous les niveaux. Elle est incapable de promettre la création d'un seul poste de travail et ne peut que stimuler les emplois de proximité, comme elle les appelle, c'est-à-dire engager des gens pour faire le ménage à la maison, par exemple.

Bien que l'extrême-droite n'ait pas progressé par rapport aux élections antérieures, elle se retrouve dans des courants du gouvernement. La nomination de Charles Pasqua comme Ministre de l'Intérieur signifie que ce gouvernement de droite s'engage dans une politique répressive et raciste contre les étrangers. Le récent assassinat du jeune Zaïrois et d'autres immigrés est le fait d'un secteur de la police qui se sent ainsi stimulé et épaulé.

La direction de droite du Parti Socialiste n'est pas disposée à tirer des conclusions de cette défaite électorale. Elle n'est pas disposée à assumer sa propre politique d'alliance avec le capitalisme, qui est la cause de la déception d'un secteur très important de l'électorat français qui attendait des changements, qui avait voté pour une politique de progrès, et qui a sanctionné les socialistes en grande partie par l'abstention, mais aussi par les votes blancs ou nuls.

En détruisant le Parti Socialiste Français, les secteurs les plus à droite qui dominent l'appareil socialiste font une nouvelle faveur à la bourgeoisie. Ils croient que de cette manière ils vont empêcher que la pensée et la lutte pour le socialisme ne s'étende dans le prolétariat et les masses françaises. C'est ainsi que Rocard et l'équipe qui l'appuie pose de construire un nouveau parti, un mouvement plus large qui englobe d'autres secteurs de la population, comme les professions libérales et les techniciens, un parti qui ne sera plus composé de salariés. Ils essaient d'éviter par tous les moyens que la classe ouvrière pèse organiquement et programmatiquement, mais ils montrent aussi de cette façon leur faiblesse, leur manque de perspective historique et leur peur de rester prisonniers de l'influence des masses.

La démission de Jospin de son poste de direction, parce qu'il ne voyait aucune volonté au sommet du parti de tirer des conclusions de cette défaite,

confirme la décomposition de toute cette équipe dont Mitterrand fait partie, qui a perdu toute confiance dans le progrès de l'histoire, dans les principes du socialisme.

Le mouvement ouvrier français est déjà en train de tirer des conclusions de ces élections. Il sait très bien qu'il s'agit d'une défaite de la politique bourgeoise du Parti Socialiste et non du socialisme. Il le montre en préparant de nouvelles mobilisations et de nouvelles luttes, comme celle des infirmières qui ont annoncé une grève de 8 jours pour la fin avril en défense de leurs revendications : plus de postes et diminution des heures de travail, revalorisation de leur activité professionnelle. Pour appuyer leur pétition, cela fait dix mois qu'elles maintiennent un sit in face au Ministère de la Santé.

Les masses françaises dirigées par le prolétariat vont répondre par des mobilisations aux tentatives de la droite de leur faire porter tout le poids de la crise du capitalisme. Elles ne vont pas accepter de nouveaux licenciements et la chute des conditions de vie. Les mobilisations violentes des paysans et des pêcheurs sont une réaction aux tentatives de la haute bourgeoisie de liquider des secteurs qu'elle ne juge plus rentables.

Ceci montre l'échec non seulement de la politique du Marché Commun Européen, mais celui du capitalisme dans son ensemble qui ne peut former une Europe unie, répondre aux besoins et aux problèmes, concilier les intérêts des pêcheurs irlandais avec ceux des français, ou bien les intérêts du paysan espagnol avec ceux du français. Le capitalisme ne peut pas développer l'Europe. Sous le régime de la propriété privée, il ne peut que développer les intérêts des grandes multinationales, qui déterminent la politique économique dans la CEE. Ces multinationales ont besoin de se concentrer chaque jour et d'élever leur productivité pour concurrencer le marché mondial.

La crise et la concentration du capitalisme conduisent à des affrontements de plus en plus grands. Un exemple clair est celui de la bourgeoisie et de la banque allemande qui prennent des mesures qui portent préjudice à l'ensemble des bourgeoisies du reste de l'Europe. Il n'y a déjà plus la possibilité, comme à d'autres étapes, de faire des concessions aux syndicats, aux directions des partis socialistes, de créer une aristocratie ouvrière pour contenir les luttes et mettre un frein à l'intervention du prolétariat. Ceci a été une des causes fondamentales, avec l'intervention chaque fois plus mûre du prolétariat, de la décomposition des directions de droite des partis socialistes. La conjoncture historique liquide leurs aspirations et leurs perspectives, et elles finissent alors par se décomposer totalement et passer ouvertement au camp de la bourgeoisie.

Nous croyons qu'il est nécessaire de tirer des conclusions de ces élections en France, d'étendre la discussion à

suite page 4

les scandales financiers et le discrédit de la famille royale, au milieu de la plus grande crise industrielle que le pays ait jamais connue. En Belgique, l'éclatement d'un pays qui ne représente plus d'intérêt pour le grand capital.

L'Allemagne est en train d'agir pour son propre compte et se préoccupe moins de l'Union Européenne que de conquérir l'Europe de l'Est, de fomenter le conflit yougoslave en soutenant la Croatie et la Slovénie, de violer sa Constitution pour pouvoir intervenir militairement. Le capital allemand avance plus vite que les Panzer de la Seconde Guerre mondiale. Les conséquences, pour le peuple allemand entre autres, n'en sont pas moins destructives. L'Europe de la grande finance est l'ennemie des travailleurs, qui l'ont exprimé bien haut en manifestant le 2 avril. Ce n'est que le début d'un mouvement qui va s'amplifier et auquel toute la gauche politique et syndicale doit donner une perspective de transformations socialistes.

Une autre "grande puissance" économique du monde capitaliste, le Japon, est plongé dans les scandales de corruptions et de collusions des dirigeants politiques avec la mafia. Le gouvernement n'a d'autre programme que celui du réarmement et l'expansion impérialiste et il devra affronter une élévation de la lutte des classes et la rupture du système de surexploitation des travailleurs et de la mise sous tutelle du mouvement syndical.

La concurrence intercapitaliste ne se produit pas seulement entre pays mais aussi entre grands groupes financiers et met la guerre à l'ordre du jour. Cette guerre ne se fait pas toujours par les moyens militaires classiques. Elle se fait aussi par les déplacements éclair de masses énormes de capitaux qui provoquent la destruction d'entreprises, de branches entières d'une industrie, et aussi de pays entiers comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique, ou même l'Italie, l'Angleterre, la Belgique.

Aucun accord n'apparaît dans le Groupe des 7, ni au GATT. La soi-disant aide aux ex-pays socialistes reste lettre morte. La mondialisation de l'économie et la surproduction ne font qu'augmenter la concurrence, la remise en question de centres de pouvoir traditionnels, et entraînent des conséquences désastreuses pour les peuples, en particulier ceux du tiers-monde: d'un mouvement d'ordinateur à New York, on prend des décisions qui ruinent des millions de petits producteurs, comme cela s'est produit récemment en Colombie avec la rupture de l'accord international sur le prix du café. La modernisation capitaliste est ingouvernable: les technologies nouvelles, l'augmentation de la productivité éliminent du marché des millions et des millions de travailleurs, inclus des techniciens ou des paysans qui n'étaient pas des gens pauvres. Ceux-ci sont exclus de la production et de la vie, du circuit de la consommation. Et cela ne fait qu'aggraver encore la crise du capitalisme.

LES IDEES COMMUNISTES SONT ENRACINEES DANS LA CONSCIENCE HUMAINE

Cette crise ne peut produire que des conséquences révolutionnaires. C'est pour s'en prévenir que

Manifeste du Premier Mai 1993 *suite de la page 2*

le capitalisme multiplie les initiatives et les projets de guerres, fomenté ou attisé des conflits, comme actuellement en Yougoslavie, maintient la pression contre l'Irak, la Libye et l'Angola, entretient des mouvements terroristes, camouflés en "mouvements islamiques", provoque des conflits ethniques et territoriaux. Son but est de détourner l'attention des peuples vers ces guerres, tout en se préparant à un affrontement général contre la réaction des masses et contre la "renaissance" du communisme, dont le spectre ne cesse de hanter les dirigeants du capitalisme mondial.

En ce Premier Mai, l'impérialisme mondial ne doit pas seulement affronter la concurrence intercapitaliste, mais aussi la "renaissance du communisme". Boris Eltsine a reçu l'appui de tout le capitalisme, cependant il semble bien au bout du rouleau. Et même Kissinger recommande de ne plus ap-

des classes mondiale les soutient.

Pendant des années, les travailleurs soviétiques ont aidé le mouvement communiste, révolutionnaire et anti-impérialiste mondial. Non seulement, ils ont été les principaux artisans de la victoire sur le nazisme, mais ils ont aussi aidé des milliers de travailleurs et de combattants révolutionnaires qui ont été soutenus, soignés, éduqués en URSS. Les crimes ou les erreurs de la bureaucratie stalinienne ne peuvent faire oublier cela, qui fait partie de la nature même de l'Etat ouvrier soviétique.

RECUPERER L'EXPERIENCE COMMUNISTE DANS LES ETATS OUVRIERS

Nous appelons le mouvement



Manifestation à Bruxelles contre le chômage en Europe

puyer un tel personnage. Eltsine est mis en échec par la grande résistance de l'Etat ouvrier soviétique à la restauration capitaliste. Cette résistance s'est exprimée sous mille formes dans les structures sociales, économiques, militaires de l'Etat ouvrier. Les mouvements révolutionnaires de l'ex-Union Soviétique, qui luttent pour la renaissance de l'expérience socialiste, débarassée cette fois de la bureaucratie étouffante, ont obtenu un grand succès en imposant la légalisation du PCUS, en réalisant le 29^e Congrès qui a adopté une plate-forme anti-capitaliste et de défense de l'expérience de l'URSS.

En ce Premier Mai, nous commémorons aussi la chute de tous les appareils bureaucratiques qui ont empêché le développement socialiste des Etats ouvriers et les ont conduits à la crise économique, sociale, militaire, politique. Il y a toujours des tendances droitières dans l'ex-URSS et ce sont elles qui provoquent ces conflits régionaux aberrants. Mais le mouvement ouvrier et populaire aspire à restaurer l'expérience du socialisme. Les masses de Lituanie l'ont exprimé en portant à nouveau les communistes au gouvernement. Il en est de même au Tadjikistan. Cela va s'exprimer aussi dans tous les autres territoires de l'ex-URSS.

Les masses se heurtent à de grandes difficultés à cause de la chute et de la démoralisation de leurs anciens dirigeants, mais elles gardent confiance et l'expriment dans la lutte pour défendre les conquêtes de l'Etat ouvrier. La lutte

ouvrier et révolutionnaire mondial à aider les masses de l'ex-URSS et des autres Etats ouvriers en ce moment difficile. Il faut les aider à récupérer l'expérience socialiste, à maintenir les conquêtes sociales, à défendre la propriété sociale des moyens de production et leur gestion directe et socialiste, à instaurer la pleine démocratie socialiste.

La défaite du PS. en France, la crise de la social-démocratie *...suite de la page 3*

l'ensemble de l'avant-garde communiste, socialiste, révolutionnaire, dans le but d'analyser la situation en France et dans le reste de l'Europe, la crise sans issue du capitalisme et la nécessité de discuter un programme de front unique qui tienne compte des besoins de toute la population.

Il est nécessaire d'ouvrir une discussion sur la situation actuelle: où va l'Europe? Le capitalisme a conduit à cette crise sans issue, à un plus grand chômage, à la baisse constante du niveau de vie des masses, à la fermeture des entreprises. La propriété privée, la concurrence pour dominer le marché mondial, déterminent la production dans le système capitaliste, tandis que l'économie planifiée permet de développer toutes les forces et de produire en fonction des besoins de la population.

Le mouvement communiste et socialiste doit élaborer avec les syndi-

cats un programme de front unique pour poser une alternative à la crise actuelle. Il faut impulser les transformations sociales avec la participation du mouvement ouvrier à l'élaboration des plans et au contrôle de la production. Face aux licenciements et à la concentration des entreprises que pose le capitalisme européen, les syndicats doivent répondre par la lutte pour exproprier toute usine qui ferme ou qui licencie, défendre l'échelle mobile des salaires et la journée mobile des heures de travail.

Non à la restauration capitaliste! Pas de retour à la gestion bureaucratique, mais ferme défense des conquêtes sociales: logement, éducation, soins de santé gratuits pour la population, du travail pour tous. Il faut dénoncer toutes les fausses promesses de bien-être facile, comme celles qui furent faites aux masses de l'ex-RDA. Il faut cesser, tant en occident qu'en orient, toute désindustrialisation, et l'énorme destruction de moyens de production qui répond aux seuls intérêts du capitalisme et non à ceux de l'humanité.

Il faut discuter, dans toute la gauche, l'exemple de Cuba, qui maintient la défense des idées et de l'expérience socialiste, malgré l'isolement auquel l'a réduit l'embargo nord-américain et le démembrement de l'URSS. La population a participé massivement aux dernières élections communales, malgré la vaste campagne de la bourgeoisie mondiale et malgré les grandes difficultés économiques. C'est un démenti flagrant pour les tendances réactionnaires, et aussi pour les directions arriérées du mouvement communiste qui considéraient comme déjà liquidée l'expérience socialiste cubaine.

Nous considérons que Cuba a une grande responsabilité pour aider le mouvement communiste et révolutionnaire à récupérer ses forces au niveau mondial. L'application pleine de la démocratie socialiste, qui ne s'est pas réalisée dans les récentes élections, aurait une force d'exemple et d'attraction très importantes. Cuba peut résister, en grande partie parce qu'elle a un appui dans le monde entier et, surtout en Amérique Latine. Son action politique envers le mouvement communiste mondial est indispensable. Nous appelons Cuba à ne pas se replier sur sa propre défense et à constituer un pôle de regroupement et de réorganisation de toutes les tendances communistes, socialistes et révolutionnaires dans le monde, à ne pas céder au chantage accompagnant

suite page 6

Les partis communistes et socialistes doivent discuter avec les syndicats un programme de production, tenant compte des transports, des routes, des hôpitaux, de l'éducation, du logement, et l'unir à la nécessité de développer des directions de gauche qui soient disposées et décidées à mener ces mesures de l'avant.

Avril 93.

LA CONTRIBUTION DU CINEMA DE CHAPLIN A LA LUTTE DE CLASSES DU PROLETARIAT

J. Posadas - Décembre 71



Les films de Charlot, comme nous l'appelions lorsque nous étions enfants, dégagent un sentiment de sympathie et d'affection. Ils ont un sens culturel révolutionnaire. Nous allons analyser la façon dont s'exprime à travers le cinéma l'évolution de la société d'alors.

Le cinéma a été l'un des moyens les plus importants que le système capitaliste ait utilisé pour tromper, dévier la conscience révolutionnaire des masses. Il l'a utilisé comme un moyen d'imposer son autorité, sa domination et sa conception avide, tout comme il le fait avec le théâtre. Mais pour le cinéma, cela a une importance infiniment plus grande, dans la mesure où il entraînait en contact avec des gens illettrés, les gens les plus arriérés de l'histoire, du monde. La littérature seule arrivait à ceux qui savaient lire, qui s'intéressaient à elle et qui avaient une capacité intellectuelle. Il n'en est pas ainsi pour le cinéma qui est l'un des moyens que le capitalisme a utilisé pour maintenir le retard le plus coûteux de l'humanité.

Le capitalisme a utilisé le cinéma comme un moyen d'organiser la pensée et les sentiments pour les soumettre à son avidité, à son désir de profit, à l'exploitation, à l'usure. Il exprimait alors ce sentiment d'usure, d'exploitation, dans les relations humaines. Voilà dans quel but le capitalisme a utilisé le cinéma.

Cependant, comme une partie de l'organisation de la culture, le cinéma a été et est un instrument des plus importants, surtout pour toucher les couches de la bourgeoisie moyenne, de la petite bourgeoisie aisée, et les couches les plus pauvres et les plus arriérées de l'humanité, qui n'avaient aucun moyen de lire, aucun moyen de communication avec la réalité sociale, et

qui prenaient le cinéma comme un moyen de connaissance, de rapport avec la vie.

Inventé par les frères Lumière, le cinéma s'est développé pour ceux qui pouvaient l'utiliser, pour ceux qui lui offraient un marché. Voilà pourquoi il fut logique qu'il se soit déplacé rapidement de la France vers les Etats-Unis, car s'il est vrai qu'il ait été inventé en France, la bourgeoisie d'alors n'y portait aucun intérêt. Il n'y avait ni public, ni marché.

Aux Etats-Unis, par contre, il y avait l'argent, le marché, et de plus la capacité d'entreprise, autant d'éléments qui n'existaient pas encore dans le capitalisme du reste du monde. Aux Etats-Unis existait la capacité d'accumulation du capital, capable d'investir dans le cinéma.

Nous utilisons toute notre activité cinématographique, théâtrale, dans les musées, comme un moyen d'élever notre culture, notre connaissance de l'histoire. Une telle connaissance révolutionnaire nous permet de comprendre comment s'est développée l'histoire, comment se sont construits les sentiments, comment ils ont été le fait de secteurs ou de zones de l'humanité. Cela nous montre aussi que dans l'humanité, en dépit de conditions très arriérées, il s'est toujours trouvé une ou plusieurs personnes capables d'utiliser les moyens et les faibles recours du développement capitaliste pour les mettre au service d'une relation humaine confraternelle.

La culture ne s'est pas développée en fonction de toutes ses capacités, mais de façon très limitée. Cela nous permet de comprendre que l'être humain a cependant toujours essayé de progresser. Il n'a pu le faire parce que la lutte de classes ne lui en a pas donné les moyens nécessaires. Il fallait créer le parti, les syndicats, les moyens culturels pour se mettre en communication avec la population. Le cinéma en est une des expressions les plus élevées, le théâtre n'atteignant que des couches réduites de la population.

Le cinéma par contre a été capable d'atteindre immédiatement les foules, mettant des millions de personnes en contact avec le reste du monde, avec le cours du processus social de la révolution. Il leur a montré ce qu'était le progrès et entre autres choses un aspect essentiel : les relations humaines.

Le capitalisme a déterminé les relations humaines en fonction de l'avidité, de l'égoïsme, de la corruption, de la volupté sous toutes ses formes. C'est dans ce sens qu'il a créé ses oeuvres, les a diffusées, tant

au cinéma qu'au théâtre, que dans la littérature ou l'art, et a cherché à créer pour l'humanité un tel sentiment basé sur le profit et le gain. Il cherchait ainsi à contenir l'organisation de l'esprit, et le cinéma l'a très bien reflété dans ses débuts, se centrant avant tout sur la vie individuelle de groupes, de sectes.

Il faut prendre en considération le fait que le cinéma de Chaplin s'est développé au moment où le système capitaliste yankee paraissait tout-puissant. Le cinéma yankee de l'époque reflétait cette toute-puissance dans des films issus de cette situation. Le cinéma était utilisé pour pervertir la notion de sexe, les relations sexuelles, l'amour, les relations humaines. Le cinéma de Chaplin brise tout cela. Aucun de ses films ne fait les louanges du capitalisme, du riche, de la puissance de celui qui commande. Ils vont tous à l'encontre de cela.

Pour la première fois dans l'histoire du cinéma, Charlot introduit la vie des gens pauvres, et ce au moment où le capitalisme était en pleine ascension, s'étendait partout. Ce n'est pas cet aspect que Chaplin retient, mais il voit les gens pauvres. En pleine ascension du système capitaliste nord-américain, il aurait dû filmer des scènes représentant l'homme riche, celui qui commande, celui qui détermine, qui impose à la société. Et comment représente-t-il les financiers dans ses films ? Comme des idiots, des bandits qui essaient de tout résoudre avec des moyens de bandits, qui tombent dans l'eau sans même s'apercevoir qu'il y a de l'eau. Ce n'est pas une blague. Il filme ainsi pour montrer que ce sont des idiots.

Dans son film "Charlot employé de banque", la scène qui détermine n'est pas celle de la serpillière mais celle qui présente le caissier de la banque qui se cache parce qu'il a peur, qui est lâche et ne s'intéresse qu'à l'argent et non à l'amour. Charlot, qui n'est lui qu'un employé, est par contre intéressé par l'amour et fait tout de façon désintéressée, en défense de la justice et de la vérité du moment. Pendant ce temps, l'autre se cache, ce qui est injuste, mais il agit avec la mentalité du patron qui veut l'argent et rien de plus.

Charlot ridiculise le capitalisme en montrant le coffre-fort comme armoire de rangement de ses balais et serpillières. Ce ne sont pas là simplement des recours mimiques, mais la façon d'amener les gens à la conception que tout cela est de la merde.

Chez Chaplin, il n'y avait pas la conception de classes, mais il s'agissait de la lutte de classes, car sinon il aurait fait du coffre-fort le

synonyme de la puissance, ce qui était alors ainsi. Par contre, il présente les banquiers comme des idiots, des imbéciles. Son compagnon de travail est un bon type, un peu bête, mais sans aucune mauvaise intention. Ce sont des scènes réelles.

Le cinéma de Chaplin n'est pas fait de mimiques, il incorpore au cinéma une critique du système capitaliste. Il n'est pas un dirigeant, un organisateur révolutionnaire, mais simplement un intellectuel sorti de la pauvreté avec des qualités artistiques, et qui a apporté au cinéma une critique de l'organisation du système capitaliste. C'est ainsi qu'il faut voir le cinéma de Chaplin, au moment où aux Etats-Unis on donnait des films comme "Le fils du Sheik", où l'acteur Rudolf Valentino exprimait l'exaltation sexuelle, le mythe du héros.

Dans "L'Emigrant", il y a une scène qu'il n'avait aucun besoin de faire, celle où apparaît la statue de la Liberté, alors qu'au même moment apparaissent à l'écran les émigrants parqués comme des prisonniers derrière une corde. Il démontre que toute cette prétendue liberté n'est que mensonges, c'est là une protestation qui surgit de la lutte des classes. Chaplin prend parti non pour les patrons, mais pour les opprimés. A aucun instant il appuie le bandit lorsqu'il joue, lorsqu'il vole ou lorsqu'il boxe.

Dans "Charlot boxeur", il est contre celui qui veut l'acheter, mais il montre aussi qu'il sait en profiter. Il lui soustrait l'argent mais ne se vend pas. Dans tous ses films, il en est de même. C'est ce qu'on retrouve dans "La rue des bons enfants", où il montre par exemple le gérant venu avec l'ordre de déloger une famille qui ne paie pas son loyer et qui a douze enfants. Charlot fait un geste qui dit "fils de putain", il ne fait pas cas de l'ordre d'expulsion, mais au contraire distribue de la nourriture. Il ne présente pas le policier dans son rôle de flic, mais comme un type qui doit faire ce métier tout en pensant : "Ah, comme tout cela est injuste, ces gens qui sont affamés !" Alors il leur donne à manger. Il n'y a rien qui fasse l'éloge du pouvoir capitaliste, ni même de l'église.

Il faut tirer une expérience culturelle révolutionnaire de ces films, et les utiliser comme un moyen d'apprentissage. Certains ont dit que Charlot était très individualiste, c'est vrai. Il apparaît comme le héros mais il n'est pas le seul. Il a toujours une femme avec lui, et d'autres types comme lui, de bons types.

suite page 6

Dans "Charlot policier", par exemple, il démontre que les brutes sont les policiers et non les gens : un bon type apparaît, il donne à manger à ceux qui n'ont rien, et toutes les bagarres se terminent, ce n'est pas la police qui gagne mais les relations humaines. C'est pour cela aussi qu'à la fin de ce film c'est l'église ridiculisée qui apparaît victorieuse et non la police, ce sont les rapports humains qui triomphent.

Charlot incorpore au cinéma les problèmes des gens pauvres, leur naïveté, et il apparaît solidaire de ces gens et non des riches. Dans "L'émigrant" il présente le problème de l'émigration dans toute sa brutalité. Jamais cela n'avait été posé auparavant aux Etats-Unis. Ce n'est qu'à partir des années 1936 - 1937, avec "Les raisins de la colère", que ce problème est abordé. Charlot réalise le premier film dans ce sens vingt ans plus tôt, qui est une critique du système capitaliste et des relations produites par celui-ci.

Il est évident que Chaplin n'était pas un dirigeant syndical, ni un dirigeant politique, révolutionnaire, mais il ne pouvait faire un tel cinéma qu'avec des sentiments communistes. Son cinéma n'est pas guidé par la passion de faire de l'argent, mais par l'impulsion des sentiments. Chaplin avait assez de qualités pour se couvrir d'or, pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? C'est lui qui devait payer ses films.

Chaplin n'est pas un révolutionnaire, mais son cinéma est une critique sociale et méprisante du système capitaliste. Jamais on ne trouve une scène favorable à celui-ci. Dans la scène du restaurant du film "L'émigrant", l'unique type auquel il attribue un bon comportement est le peintre. Ce n'est pas un capitaliste mais un peintre qui donne de l'argent. Le capitaliste est présenté comme un bandit et le peintre comme un bon type.

Il va reprendre les mêmes thèmes dans "Les lumières de la ville". Dans un café Charlot joue du violon devant un riche qui mange avec sa femme. Celle-ci fait signe que cela lui plaît, Charlot lui demande de l'argent, mais le type méprise le petit violoniste qui lui crache alors dessus et va jouer près d'un couple qui n'a rien. Charlot présente la sébille et automatiquement le type lui donne de l'argent. Il montre là toute la différence des sentiments entre le couple riche et le couple pauvre. C'est une critique au système capitaliste, aux relations qu'il engendre. Chaplin n'est pas un révolutionnaire qui organise l'action, mais il fait une critique des relations capitalistes. Tous ses films ne sont pas ainsi.

Avec "La ruée vers l'or" et "Les temps modernes", il connaît son apogée. Par la suite, il fera des films mauvais, qui sont un recul pour lui, mais aujourd'hui encore Chaplin demeure un sympathisant du Parti Communiste, et tous ses enfants le sont.

Le capitalisme était en ascension, et voilà qu'on nous présentait les quartiers pauvres, la brutalité,

LA CONTRIBUTION DU CINEMA DE CHAPLIN

..... suite de la page 5

l'imbécillité des policiers. Introduire une telle critique des relations, de la vie et de la société capitalistes, c'était se montrer guidé par un sentiment communiste. Même si Chaplin n'en a ni la conscience, ni le programme, ni la conception, sa critique des relations qui surgissent du système capitaliste est déterminée par un tel sentiment.

Il faut voir les films de Chaplin comme une incorporation au cinéma de critiques contre les relations déterminées par la société capitaliste. Il ne pose pas les rapports de classes, l'usine, le syndicat, l'assemblée, le parti, mais il montre les rapports quotidiens dans les quartiers, parmi les gens.

Il met en scène le patron, l'ouvrier, le gérant, le banquier, l'employé. C'est un aspect atténué de la lutte de classes, mais c'est un signe de celle-ci, il prend parti contre le système capitaliste. Il ne met jamais en scène les splendeurs du développement, de la grandeur capitaliste et les beaux quartiers, les voitures, les riches, les splendeurs de la petite bourgeoisie. Il présente au contraire les gens pauvres et toujours bien intentionnés, et le policier comme un idiot, le riche comme un type méprisable.

Il faut tenir compte du fait que le cinéma de Chaplin se réalise en pleine époque d'ascension du système capitaliste aux Etats-Unis, en pleine ascension des investissements, du développement de l'économie. Le cinéma apparaissait alors pour développer, faire l'éloge de tout ce qui était rapports capitalistes. Le cinéma de Chaplin va à l'encontre de

tout cela, il démontre des aspects qui sont le résultat de la lutte de classes : les gens pauvres, la misère, la faim, le comportement brutal déterminé par la brutalité des relations sociales de ceux qui commandent.

Il est certain que le marxisme est la source qui donne la conscience nécessaire pour ne pas se laisser abattre. Le cinéma est éloigné du marxisme, mais Chaplin exprime aussi cela dans ses films. Il trouve toujours des moyens pour vaincre de la meilleure façon. Il n'apparaît pas comme le héros qui triomphe, mais il trouve des solutions dans toutes les circonstances. En plus, il apparaît comme un bon type capable de se laisser convaincre.

Dans la scène de l'église du film "La rue des bons enfants", il ne vole pas mû par le profit ou le marché, mais par nécessité. Il se laisse convaincre et rend l'argent, puis il sort en chantant. Aucun cinéma capitaliste n'est capable de faire cela. Chaplin montre que les gens sont bons et que le régime est mauvais. Voilà pourquoi il peint ce grand et gros type dans "La rue des bons enfants", habitué à résoudre tous les problèmes avec des actions brutales, des coups, mais qui ensuite se laisse convaincre. Tout est optimisme dans le cinéma de Chaplin, de la première étape à "La ruée vers l'or".

C'est l'influence du développement de la révolution qui s'exprime dans le cinéma. Dans "La ruée vers l'or", il y a des scènes très belles de critique au système nord-américain, à la brutalité de la recherche de l'or. Ce n'est pas son meilleur film, il n'est pas complètement con-

sequent, mais il comporte des critiques très aiguës au capitalisme qui se soumet à l'or : le capitalisme envoie à la merde le pauvre type sans or, mais le respecte par contre quand il montre qu'il en a trouvé. Il montre que les gens qui ont de l'argent sont mauvais, et que c'est l'argent et l'avidité de l'or qui rend les gens méchants, qui change leurs sentiments. Par contre, placés dans d'autres situations, les gens peuvent changer. C'est une condamnation des rapports surgis du régime capitaliste, une condamnation de la société capitaliste.

C'est ainsi qu'il faut voir les films de Charlot en vue d'élever notre capacité culturelle, notre discipline, notre rôle et notre capacité militante. L'optimisme de Charlot s'exprime dans le fait que tous ses films se terminent bien. C'est un optimisme en harmonie avec le besoin des relations fraternelles humaines.

Dans le système capitaliste l'humour, le comique, surgissent des rapports capitalistes. Ils sont basés sur le mépris, sur la blague. L'humour capitaliste se fait aux dépens de l'être humain, pour le rabaisser, le mépriser. Il transfère sur les relations humaines des relations commerciales de marché. Ce sont elles qui organisent les sentiments du capitalisme : l'exploitation, le profit matérialisé exprimé dans le marché. L'humour de la révolution tend au contraire à expliquer les difficultés de la vie, les difficultés entre l'objectif humain de la fraternité humaine et le manque de moyens, de recours, pour l'atteindre. La révolution crée l'optimisme, un humour qui explique toutes les contradictions et sert d'impulsion, d'exemple à l'humanité pour vaincre les difficultés, montrant entre autre que tout peut être résolu.

J. Posadas
12 Décembre 1971

Manifeste du Premier Mai 1993

...suite de la page 4

toutes les activités économiques (en particulier l'hôtellerie et le tourisme) de certains secteurs capitalistes avec Cuba.

En ce Premier Mai, nous appelons l'avant-garde communiste, socialiste, nationaliste de gauche et révolutionnaire, tous les courants du mouvement syndical, les mouvements catholiques et musulmans progressistes, les mouvements écologistes, pacifistes, féministes, anti-racistes, à faire un front unique mondial pour ne pas accepter les conséquences de la crise capitaliste, pour défendre les droits de tous les populations du monde au travail, aux soins de santé, à l'éducation, au logement, à la paix, à un environnement sain. Le progrès de la productivité et de la technologie ne doit en aucun cas se faire aux dépens des gens: droit universel aux 35 heures/semaine (comme le fut, en son temps, la campagne pour la journée de 8 heures) - échelle mobile des salaires - partage du travail sans perte de salaire - pour le désarmement et la reconversion des industries de guerre par une planification économique mondiale en fonction des besoins de l'humanité - pour en finir avec la faim et la misère dans le monde - pour la redistribution mondiale des richesses par une planification commune à tous

les peuples du monde - droits égaux syndicaux et politiques à tous les travailleurs, immigrés ou non.

Le capitalisme ne se prépare pas à cela. Son "nouvel ordre", c'est la guerre, l'oppression, la misère. Les nuages de poussière soulevés par "la crise du communisme" n'ont pas suffi à couvrir la véritable visage de la société de libre marché. Celle-ci apparaît avec une cruauté plus grande qu'à toute autre époque de l'histoire. Il y a une telle disproportion entre les moyens matériels dont dispose l'humanité et l'égoïsme du capitalisme! On en arrive à l'aberration sinistre du trafic des organes d'enfants pauvres pour maintenir en vie les riches capitalistes. C'est contre ceux-là qu'il faudrait un tribunal de Nuremberg. Mais l'ONU ne s'y intéresse pas, tout comme elle ignore les enfants de l'Irak, de l'Inde, de l'Afrique. Les masses de Somalie ont bien compris cela en condamnant l'intervention militaire et impérialiste dans leur pays. Nous faisons un appel, comme une tâche urgente pour l'humanité, à la reconstruction d'organisations internationales de travailleurs, à la réalisation de rencontres, comme celles de la gauche et des mouvements progressistes d'Amérique Latine, comme celle des partis communistes en Corée du Nord,

pour unifier les luttes, les mouvements et les organisations, qui sont d'origine et de nature différente, dans le but de reprendre la lutte pour le socialisme, en la débarrassant de tout élément de bureaucratisme, et donner une forme organique à cet énorme processus mondial de lutte de classes, qui va inévitablement créer des conditions révolutionnaires.

Nous appelons à la lutte pour la reconstruction de l'Union Soviétique, à la planification économique libérée de toute bureaucratie et basée sur la démocratie soviétique, sur la pleine intervention des masses dans la programmation et le contrôle de tous les secteurs d'activités. Pour l'unification des pays sur la base des principes du socialisme. Pour le respect total des populations, des cultures diverses et pour l'unification dans l'objectif commun de réaliser la justice sociale, d'éliminer les guerres, les famines et la destruction de l'environnement humain.

Nous appelons à reconstruire l'URSS, non comme puissance militaire ou économique, mais comme un instrument de transformations socialistes dans le monde, non comme une patrie, mais comme un point de référence mondiale dans la lutte pour le socialisme, pour le progrès de toute l'humanité.

10 avril 1993
Bureau International

LETTRE OUVERTE AU PARTI COMMUNISTE DE CUBA

Chers camarades cubains,

Au nom de la IV^e Internationale Posadiste, nous voudrions en cette importante occasion exprimer de nouveau notre ferme appui au peuple et à la direction cubaine pour sa résistance exemplaire face à l'agression et à la barbarie capitaliste, qui est la cause de tant de souffrances pour le peuple cubain, mais aussi un facteur de recul dans son développement socialiste. Une telle résistance a été et est un stimulant puissant pour la récupération au niveau international de toute l'expérience socialiste, communiste et révolutionnaire.

L'impérialisme mondial n'est pas parvenu à vaincre Cuba, malgré les conditions inégalables produites par la chute et le démantèlement de l'URSS et du système des pays socialistes. Mais il n'est pas arrivé à écraser la lutte de classes au niveau international, il n'a pu tirer un complet profit des agressions et des aventures militaires contre le peuple irakien, ni des ingérences dans la guerre civile de Yougoslavie qu'il a stimulée. Il n'est même pas arrivé à étouffer les luttes à Los Angeles, ni empêcher qu'aient lieu des élections en Afrique du Sud qui vont représenter un coup pour tout le capitalisme international et non seulement pour l'apartheid. Il n'a pu empêcher qu'au Brésil le PT ait bientôt la possibilité d'aller au gouvernement avec un programme de transformations sociales.

Il ne fait aucun doute que la chute des pays dits socialistes (Etats ouvriers) a permis d'énormes coups, initialement contre les masses de ces pays avec leur tentative de restauration capitaliste, et maintenant contre les travailleurs qui dans tout le monde capitaliste, même dans les pays les plus développés, voient le droit au travail et à la vie remis en question. Sans le frein que représentait l'existence du système des pays socialistes, le capitalisme se dévoile face à l'humanité dans toute sa barbarie : guerres, bombes, destruction et mort, ceci dans une crise économique irréversible. Le petit peuple somalien, bien que sortant d'une guerre sanguinaire et ne pouvant compter sur un mouvement révolutionnaire de poids, réagit contre la toute-puissance yankee et de ses "alliés" qui sous l'égide de l'ONU essaient d'imposer une politique néo-colonialiste. Les peuples n'ont perdu aucune dignité et réagissent !

Du Japon à l'Italie, les plus grands pays capitalistes subissent des crises politiques et montrent leur corruption dans lesquelles interviennent leurs plus prestigieux dirigeants. Les impérialismes européen, japonais et yankee mènent des guerres commerciales qui réduisent les peuples à la misère d'un jour à l'autre. Les millions de "mendiants de la rue" au Brésil sont une accusation vivante à tout le système capitaliste et à sa division mondiale des richesses. Le capitalisme ne peut donner qu'une seule réponse : envoyer des bombes et des missiles.

C'est dans ce contexte que la campagne contre Cuba a échoué.

L'impérialisme n'a pas eu les mains libres pour créer "l'opinion publique" nécessaire pour lui donner un coup mortel. Au contraire, la solidarité pour Cuba est venue du monde entier avec l'adhésion de la majeure partie des mouvements de gauche et des mouvements progressistes, y compris dans toutes les occasions celle de la IV^e Internationale posadiste. Nous savons que cette solidarité ne peut remplacer les besoins quotidiens d'un peuple si gravement affectés par la destruction dans une très courte période historique de ses relations avec le reste de l'économie socialiste. Mais tout en tenant compte de la gravité du moment, qui peut aller jusqu'à une possible guerre bactériologique lancée par les criminels yankees, nous voudrions pouvoir émettre, avec le maximum de respect et de fraternité communiste, quelques considérations afin d'essayer d'unir la solidarité concrète aux idées, aux propositions politiques, qui pourraient être utiles pour surmonter ce moment historique si difficile et reprendre l'essor de la construction socialiste.

En premier lieu, le cadre que nous avons tracé montre que Cuba n'est ni seule ni isolée, et que de grandes contre-offensives contre le capitalisme et l'impérialisme se préparent dans les mouvements populaires. L'impérialisme n'a même pas pu écraser l'Angola qui, comme Cuba, a souffert terriblement de la perte d'appui de l'URSS. Ceci fait partie du "patrimoine" cubain dans le monde et ne peut être gommé. C'est l'heure de faire valoir une telle autorité sociale, morale et politique. Il faut profiter de ces tribunes comme celle de cette rencontre ibéro-américaine pour s'adresser aux peuples qui tiennent Cuba pour un exemple de libération politique et sociale, afin qu'ils fassent pression sur leurs gouvernements pour que ces derniers abandonnent leur complicité avec le blocus impérialiste.

Nous ne croyons pas qu'il faille offrir aux bourgeoisies des facilités d'investissement et de plus grandes libertés. L'expérience de l'absorption et de la destruction de la RDA, et maintenant l'abandon à leur propre sort de tous les pays ex-socialistes après de mirobolantes promesses de la part de l'impérialisme mondial, montrent le sens pervers de "l'investissement" qu'elles peuvent faire.

Nous avons conscience que le peuple cubain est en train de passer par des privations énormes à la limite du supportable. Au cours de nos voyages à Cuba nous avons constaté et vérifié l'esprit de résistance à l'agression impérialiste, l'adhésion dans les manifestations de masse dans les fêtes du 1er Mai et du 26 Juillet, la volonté inébranlable de rejeter n'importe quelle agression. Nous avons vérifié également et montré comme un exemple au monde les dernières élections pour l'Assemblée Nationale, qui signifient une preuve de confiance dans l'avenir et dans la ca-

suite page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62 1040
Bruxelles CCP 000.0976234-26 de POLET Tél: 02/732.21.95

29^{ème} ANNEE - SEPTEMBRE 1993 - N° 393 - 20 Francs

La mort du Roi Baudouin et le chantage royal pour imposer le pacte économique et social

EDITORIAL

La mort inattendue du roi Baudouin a révélé la peur terrible du vide politique dans ce qui reste de la bourgeoisie belge. S'il y a eu des réactions pour le roi et la monarchie dans une partie de la population belge, elles ont été sans proportions avec le matraquage délirant qu'ont fait tous les médias, tv et journaux. Quand 400.000 personnes manifestaient à Bruxelles contre les missiles nucléaires US et soviétiques en Europe, les médias leur consacraient une page ou 10 minutes d'information. Dans le cas de la mort de Baudouin et de l'intronisation d'Albert II, les émissions et les éditions du matin au soir pendant dix jours étaient consacrées aux rois. C'est ainsi qu'on a fabriqué un peuple belge, unanimement royaliste et infantile, orphelin de son roi, de son modèle, de son guide divin, unanime aussi pour sauver l'unité belge et la solidarité entre toutes les classes sociales.

La bourgeoisie en Belgique est dans une crise politique très profonde due à sa désintégration (70% de l'économie sont sous contrôle et sous le pouvoir de décision étrangers). Elle doit utiliser ce recours émotif et le mensonge afin de maintenir encore sur pied les résidus de l'Etat capitaliste belge. Ce qui lie encore le grand capital à la Belgique, c'est d'avoir une monnaie unique et stable, une armée, un appareil de justice et de police qui continue à défendre les intérêts de la propriété privée, et surtout, une force à opposer aux luttes sociales des travailleurs, du nord au sud du pays. Tous les partis de droite se sont fragmentés, fédéralisés, seule l'institution de la royauté, qui intervient dans la formation et la conduite des gouvernements, maintient ensemble les restes de la Belgique capitaliste. Non

seulement, une partie de la droite a utilisé les événements de la mort du roi Baudouin, mais elle les a en grande partie fabriqués elle-même.

Ces faits sont apparus beaucoup plus clairement, quand Albert II, à peine installé sur le trône, a fait son discours, copie conforme des exigences du grand patronat belge, de la FEB, à l'égard des travailleurs de ce pays. Tandis que Baudouin noyait le poisson dans une logorrhée de charité et d'humanisme chrétiens, Albert II a été beaucoup plus net: il faut un pacte économique et social à la Belgique. La solidarité, dont se réclamait tant Baudouin, veut dire l'acceptation par les masses travailleuses et exploitées de Belgique, des exigences du patronat, pour sauver la compétitivité de l'économie belge, le partage de la misère pour soi-disant sauver la sécurité sociale, la diminution des salaires pour en donner une partie aux demandeurs d'emploi.

La grande manipulation des dix jours suivant la mort de Baudouin prend ainsi tout son sens: profiter des circonstances, et de la démission des directions politiques de la gauche (tous ont juré leur allégeance à la monarchie, qu'ils soient socialistes ou écolos), pour tenter d'imposer le pacte que le gouvernement De Haene avait très difficile à faire passer.

Nous allons voir très bientôt si les centaines de milliers de travailleurs qui vont se mobiliser contre ce pacte seront considérés par les médias comme l'expression du peuple belge unanime... En tout cas,

suite page 2

**La fonction de la
Monarchie pour le
maintien du
capitalisme en
Belgique.**

voir page 4

**LA CRISE DU
CAPITALISME
EN BELGIQUE,
LES DROITS
DEMOCRATIQUES
ET LE PROGRAMME
ANTI-CAPITALISTE**

J. POSADAS
27.8.1977

voir page 3

La mort du Roi Baudouin et le chantage royal... suite de la page 1

la majorité de la population de ce pays va rejeter ce programme de régression sociale sans précédent. Et la véritable majorité va s'exprimer dans cette lutte. Les polémiques autour du franc fort ou du franc faible expriment les oppositions d'intérêts dans les différents courants capitalistes, mais les travailleurs n'en ont rien à faire. Dans le cas du maintien du franc fort, on va exiger d'eux une modération, ou directement un blocage des salaires; dans l'autre cas, c'est l'indexation des salaires dont on exigera la suppression. Malgré la crise monétaire européenne, Maestricht va continuer à bien s'appliquer pour tout ce qui concerne les attaques contre les acquis sociaux. Le pacte économique et social relancé par le roi Albert II a le même objectif. Au nom de la FGTB, son président, François Janssens a bien exprimé que le syndicat est disposé à discuter de tout, mais fermement opposé à admettre une quelconque régression. Par contre, les ministres socialistes ont montré à l'avance leur soumission aux projets capitalistes. De la même manière, ils se sont montrés plus royalistes que le roi à la mort de Baudouin et lors de la montée du nouveau roi sur le trône. Tandis que Spietels faisait l'éloge de la monarchie, (en pensant certainement que cela ne valait plus la peine de se battre contre puisque "les Wallons sont à présent maîtres chez eux"), Albert II a fait cyniquement des citations de l'historien de Tocqueville sur la démocratie, alors que ce dernier était un opposant convaincu de la monarchie française. La royauté belge n'a pas une grande confiance dans son propre futur.

Mais les dirigeants socialistes n'ont, eux, aucune confiance dans le peuple. De nombreux travailleurs ont, en vain, attendu, une prise de position du PS ou du SP face aux événements royaux. Quelques camarades du PS ont eu le courage d'exprimer une conviction républicaine, laïque ou de simple réserve vis-à-vis du déferlement royaliste des médias et des politiciens. D'autres ont refusé d'applaudir à l'intronisation d'Albert II. Mais il n'y a eu aucune prise de position de principe comme Parti Socialiste. C'est un député comme Van Rossem qui a crié au Parlement ce que de très nombreux citoyens pensent. On peut critiquer Van Rossem comme on veut, mais il est le seul à avoir pris

une position, que l'on devait entendre des partis de la gauche, socialiste ou écolo.

Cette faiblesse de la direction du PS est aussi une démission dans la défense d'un programme de progrès social. C'est cela que signifie le silence face aux vagues royalistes.

Comment le PS luttera-t-il contre ce pacte de misère sociale que le capitalisme essaie de faire passer au travers des messages royaux! L'intervention du mouvement syndical va être décisive dans cette prochaine étape. Les travailleurs vont montrer qu'ils ne se laissent pas tromper par les appels royaux et c'est dans la lutte qu'ils vont réellement s'exprimer.

Il faut discuter un programme pour la gauche syndicale. C'est très important de défendre et de récupérer tous les acquis de la Sécurité sociale, les conditions de travail dans les entreprises, le pouvoir d'achat des salaires par l'indexation. Tout ceci sera remis en question dans le pacte que le capitalisme veut faire signer. Mais il faut aussi donner une réponse au problème crucial du droit au travail pour tous. Le seul "argument" patronal pour créer des emplois est d'affirmer que le renforcement de la compétitivité des entreprises et la réduction des coûts salariaux vont, par eux-mêmes, créer de nouveaux postes de travail. C'est complètement faux car - on en a suffisamment l'expérience - on ne voit que diminution du nombre de travailleurs employés dans les entreprises, et augmentation de la productivité du travail. Quand nous revendiquons le partage du travail, cela doit inclure aussi le maintien des salaires et le contrôle des travailleurs sur l'embauche; il faut aussi poser que la défense et le développement des services publics est un problème de tous les travailleurs, et pas seulement de ceux directement concernés. Refuser les privatisations et au contraire, accroître les entreprises et les services publics, doit faire partie du programme de tout le mouvement syndical.

Il faut faire une discussion sur ces points de programme, pas seulement dans les instances dirigeantes de la FGTB, mais à tous les niveaux, avec les délégués d'entreprises privées et publiques, avec tous les travailleurs. Si la bourgeoisie dispose de la presse, de la TV et de la radio pour déverser ses mensonges, le

mouvement syndical dispose de son immense base sociale, il faut donner aux travailleurs, aux chômeurs, aux pensionnés, aux jeunes, les moyens de se manifester pour un nouveau pacte social, qui sera un front unique entre tous les secteurs de la popula-

tion atteints dans leur existence par les plans capitalistes, un front unique entre travailleurs wallons, flamands et bruxellois, belges et immigrés.

le 31 août 1993.

PREMIERE ASSEMBLEE INTERNATIONALE POUR UNE AUTRE EUROPE

Nous publions ci-dessous la déclaration de la IVe Internationale Posadiste adressée à cette Assemblée pour une autre Europe:

POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE DE L'EUROPE

La IVe Internationale Posadiste salue cette Première Assemblée Internationale pour une autre Europe et adhère pleinement à son objectif: unir toutes les forces possibles de la gauche pour présenter une alternative à l'Europe capitaliste.

La discussion d'un programme commun européen nous paraît une base fondamentale pour fonder une telle union, pour intervenir ensemble dans les luttes électorales, sociales ou politiques, pour y attirer la gauche socialiste ou démocrate-chrétienne et pour intégrer dans un même combat les travailleurs européens, du Portugal à l'ex-Union Soviétique.

L'unification de l'Europe est une nécessité historique. Le capitalisme est incapable de faire autre chose que Maestricht et la dictature du grand capital. Et l'unification sera socialiste ou ne sera rien. Cette tâche incombe aux travailleurs, qui ne défendent pas des intérêts particuliers, privés, et qui peuvent mener de l'avant des mesures socialistes pour transformer la société.

Le recul des Etats ouvriers, l'effondrement de la bureaucratie de l'Union Soviétique, l'absorption de la RDA par l'Allemagne capitaliste expriment, non pas l'échec de l'étatisation de la propriété et de la planification de l'économie, mais bien celui des directions bureaucratiques qui ont déplacé la classe ouvrière du pouvoir et qui ont géré cette propriété étatisée avec la mentalité et l'étroitesse de la bourgeoisie. La démocratie socialiste, la participation permanente et dirigeante des masses dans l'organisation de l'économie, dans toutes les décisions de l'Etat ouvrier: voilà ce qui a manqué. C'était une condition essentielle pour soutenir et faire progresser l'économie étatisée.

Partout en Europe, de l'Ouest et de l'Est, les travailleurs se sont mobilisés pour défendre les entreprises publiques, pour résister aux privatisations. La défense et l'extension des étatisations et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier et populaire doit être un point central du programme commun européen de la gauche.

Il faut aborder le problème de l'immigration, que ce soit les Maghrébins, les Turcs et la nouvelle immigration venant de Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie. Cela convient au capitalisme d'avoir une main d'oeuvre abondante pour faire pression sur le mouvement ouvrier organisé. Il faut une réponse unifiée de la gauche de toute l'Europe à cette situation: on ne peut accepter aucune mesure de fermeture des frontières européennes, mais on peut imposer au patronat de payer de façon égale tous les travailleurs, poursuivre ceux qui prennent de la main d'oeuvre clandestine, lutter contre l'économie dite souterraine qui gangrène l'Europe entière. Imposer un contrôle populaire sur les conditions de travail, intégrer tous les travailleurs dans les syndicats et lutter pour l'égalité des salaires et des conditions de travail.

Nous proposons de discuter un programme commun, de toute l'Europe, pour défendre, au niveau le plus élevé, toutes les conquêtes sociales des travailleurs: les 35 heures/semaine pour tous, la retraite à 60 ans, des indemnités de chômage pour un temps indéterminé, le droit à la santé, au logement, à l'éducation. Pour un plan de développement de l'économie européenne répondant aux besoins des masses européennes et contribuant au développement des autres continents. Pourquoi la gauche doit-elle laisser au capitalisme les décisions sur ce qu'il faut produire et pour qui?

Nous proposons aussi de discuter de la Yougoslavie. La guerre en Yougoslavie est une plaie énorme pour toute la gauche européenne. Il faut que les travailleurs de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie puissent se faire entendre, faire cesser cette guerre qui ne sert que le capitalisme, se retrouver ensemble pour reconstruire la Yougoslavie sur une base socialiste.

Nous sommes présents à cette assemblée avec l'intention de contribuer à son succès et à son élargissement. Une des préoccupations de cette assemblée doit être de s'élargir et de faire appel aux grandes organisations de masses des pays capitalistes, des états ouvriers et ex-états ouvriers, afin que cette unification de l'Europe se fasse sur une base socialiste, en se basant sur les expériences historiques de l'Ouest et de l'Est.

Le 12 juin 1993

Bureau International de la IVe Internationale Posadiste

LETTRE OUVERTE AU PARTI COMMUNISTE DE CUBA

suite de la page 4

fares d'autres partis frères" a mené dans de nombreux cas à des erreurs et des tragédies, par manque d'une discussion théorique et politique franche et ouverte, d'une participation des masses communistes et de ceux qui ne sont pas affiliés au parti.

Cuba est créatrice d'un énorme capital social et humain. Pour le réaliser, il faut appliquer sans rhétorique mais au plus haut niveau la démocratie socialiste. Il est nécessaire d'élever l'utilisation des moyens de communication, d'en faire une tribune directe pour les

organismes de masse au lieu d'être uniquement l'expression de l'opinion du parti. Que chaque cadre communiste soit un promoteur de brigades, de discussions, de propositions, ayant un pouvoir direct et immédiat d'exécution d'oeuvres, d'initiatives et de solutions.

Permettez-nous, camarades, de terminer ici notre modeste contribution, avec le désir infini d'approfondir avec vous cette discussion et de travailler activement pour le progrès et le futur socialiste de Cuba. Nous sommes à votre disposition à n'importe quel moment.

IVe Internationale Posadiste.

La crise du capitalisme en Belgique, les droits démocratiques et le programme anti-capitaliste

(Extraits)

J. POSADAS

27 AOUT 1977

En Belgique, il faut discuter publiquement le problème "wallons-flamands": c'est une division artificielle. La classe ouvrière est la même en Flandre et en Wallonie, comme dans n'importe quelle partie du monde. Pourquoi cette division basée sur les différences de langues? c'est le capitalisme qui suscite cette différence, cette division pour empêcher l'unification de la classe ouvrière. Les ouvriers wallons doivent s'adresser aux flamands et réciproquement, afin de s'unifier sur un programme de lutte pour le progrès de la Belgique. La division du pays en Région flamande et Région wallonne est une régression. Son principal but est de diviser la classe ouvrière et de provoquer des disputes au sein de la petite-bourgeoisie, de stimuler des sentiments locaux, réactionnaires, pour empêcher l'unification en vue du progrès et permettre la survie du capitalisme. Il faut discuter de ce problème: à quelle nécessité correspond cette division entre Flamands et Wallons? Si on divise le pays en trois morceaux, on fragmente l'économie, la capacité culturelle et scientifique. Cela ne dérange pas beaucoup le capitalisme, car les grands consortiums sont les mêmes en Flandres et en Wallonie. Il faut dénoncer cela! Ce doit être une des revendications du mouvement ouvrier.

L'unification de la population est nécessaire pour le développement de la Belgique. Au plan économique, les grandes banques, les holdings sont centralisés, qu'ils soient flamands ou wallons. Mais ils maintiennent la division dans la classe ouvrière pour empêcher celle-ci de se concentrer, d'entraîner la petite-bourgeoisie et impulser la lutte anti-capitaliste.

Demander l'autodétermination aujourd'hui est une revendication arriérée. Ce sont des secteurs bourgeois qui sont derrière cette revendication. Ils réclament aussi une séparation des langues afin d'empêcher le fonctionnement centralisé de la classe ouvrière. De cette façon, les Wallons et les Flamands ont chacun leur petit morceau de territoire. Ils vivent dans un état de réclusion, ils n'ont aucune vision du monde.

Tous ces problèmes vont se poser avec violence dans peu d'années. Les Etats ouvriers devront élever leur conception de l'autodétermination, des problèmes de langues, des différences régionales: c'est un héritage du capitalisme, qui empêche le développement de l'économie, de la culture, de la science et de l'art, et qui réduit par conséquent l'intelligence humaine. Les Etats ouvriers ont déjà eu une grande capacité d'unification. Par exemple, en Chine, il y avait bien plus de langues différentes qu'en Belgique et le peuple chinois est parvenu, en 30 ans, à parler une seule et même langue, alors que les régimes antérieurs n'ont pu le faire en 1000 ans. En Union Soviétique, on

parle une seule langue. Mais ces progrès sont insuffisants et les Etats vont devoir élever leur conception.

Il faut discuter ces problèmes en Belgique. L'héritage du système capitaliste est quelque chose de brutal. A la création de la Belgique, Marx et Engels ont montré comment le capitalisme invente des nations afin de dresser un pays contre un autre. La Belgique est un pays accessoire, inventé par le système capitaliste, pour faire barrage à l'expansion de l'impérialisme français au 19e siècle. La Belgique est née comme une conséquence de la lutte entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

Mais la Belgique existe et, aujourd'hui, elle doit résoudre les problèmes qui se posent. Elle n'a pas de capacité industrielle propre, elle dépend des investissements du grand capital international. Les multinationales ferment des aciéries en Belgique et vont les installer au Luxembourg, par exemple, quand cela leur convient mieux. Le capital circule en Europe, il cherche l'endroit le plus profitable, il est constamment à l'affût. Mais la Belgique ne l'intéresse plus. Alors, on crée de toutes pièces ce problème "Wallons-Flamands" pour empêcher la concentration de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie.

Il faut discuter le pourquoi de cette division entre le mouvement ouvrier wallon et flamand. La Belgique est une réalité économique et géographique et il faut résoudre les problèmes du pays en unifiant la classe ouvrière, pour influencer la petite-bourgeoisie. Dans certaines zones, la petite-bourgeoisie a un comportement arrogant, "flamingant" ou "wallingant", qui reflète celui de la bourgeoisie. On a créé intentionnellement une série de préjugés, d'intérêts, pour opposer les Flamands au prolétariat francophone et réciproquement. Le capitalisme continue à exister en Belgique, parce que les travailleurs wallons et flamands ne se sont pas unifiés.

Il faut ouvrir une discussion sur ces problèmes. Les socialistes ne le font pas. Ils discutent à propos de quelques mesures concrètes, mais ils n'abordent pas les causes historiques de ce problème.

La solution se trouve dans l'instauration d'un Etat ouvrier. Dans l'Etat ouvrier, les Flamands et les Wallons auront le droit à l'autodétermination, mais on va unifier l'économie. On va donc utiliser toutes les capacités techniques et les connaissances scientifiques. Les Flamands sentiront le besoin de parler français et les Wallons celui de parler flamand. Il en résultera une langue unique, ou un bilinguisme, jusqu'à l'élimination progressive de ces problèmes. Les problèmes de l'autodétermination se résolvent en fonction du rôle qu'on accomplit dans l'économie, la science, la culture.

Actuellement, ni les Flamands ni les Wallons n'apportent une grande contribution à l'art, la culture, la science. La vieille culture wallonne ou flamande n'a pas contribué au progrès humain. Comment résoudre ce problème? en unifiant l'économie et en la soumettant aux besoins de la population. L'économie capitaliste est bien centralisée, mais au bénéfice de la bourgeoisie. La Société Générale manipule toute la société et ne parle qu'une seule langue: celle du grand capital. La Société Générale est un centre de domination des multinationales. Il y a un consortium mondial de holdings financiers, de grandes entreprises, qui domine le monde. S'il n'y avait pas ces grosses sociétés, le capital "chaud" n'aurait pas les moyens de circuler comme il le fait actuellement. Ces sociétés font passer les capitaux d'un bout à l'autre du monde en une seconde. Elles investissent, recueillent les bénéfices et investissent à nouveau. Le capital moyen ou petit n'est pas en mesure de faire cela.

Ces grandes sociétés ont besoin de la guerre. La bombe à neutrons est une nouvelle invention assassine de l'impérialisme. Celui-ci démontre une fois de plus sa haine de l'être humain. Il est disposé à tuer des millions de gens quand il n'en a plus besoin pour la production. Les chômeurs sont de plus en plus encombrants. Ces gens ne sont pas des acheteurs. Mais même si l'impérialisme devait gagner la guerre, le problème du marché se poserait encore pour lui. Ce sont des problèmes insolubles sous le régime capitaliste. Le capitalisme est pris de folie. La bombe à neutrons est une invention de

fous. Ces fous n'ont d'imagination que pour tuer des gens. Ils montrent que le capitalisme est antagonique au genre humain.

La division des Flamands et des Wallons est une expression de la brutalité du système capitaliste. 6 millions de personnes parlent le flamand et 4 millions, le français. En tant que "nationalités", ni les uns ni les autres n'apportent rien à la culture humaine. Ces divisions sont une défense de la bourgeoisie contre le progrès. Les secteurs qui demandent l'autodétermination en Belgique ne contribuent en rien au progrès de l'histoire. C'est le régime de propriété privée, et le système de la concurrence capitaliste qui produisent une telle régression. L'Etat ouvrier, seul, a la possibilité de montrer une perspective: il unifie au plan économique en donnant le temps de résoudre progressivement les autres problèmes, en élevant la conscience des masses et des nouvelles générations.

D'autre part, il faut poser la question de la monarchie en Belgique: qu'a-t-on à faire d'un roi? Il n'y a aucun besoin d'un régime monarchique. Pourquoi les socialistes et les communistes ne mettent-ils pas la République - au moins la République Démocratique - dans leur programme? Ils croient que la population est favorable à la royauté. C'est une erreur. Les gens sont avec la monarchie quand ils ne voient rien d'autre. Que représente la monarchie? quel progrès apporte-t-elle à la société? elle ne donne aucune idée, aucune pensée. Elle est seulement un centre pour maintenir l'union de la bourgeoisie et empêcher l'union du prolétariat. A travers elle, la bourgeoisie cherche à garder la petite-bourgeoisie sous l'autorité et la pression divine de la royauté et faire en sorte que les secteurs petits-bourgeois les plus riches et les plus arriérés influencent les secteurs les plus pauvres. On présente la royauté comme le seul centre capable de surmonter les divergences entre Wallons et Flamands.

Dans ce processus, la lutte contre la monarchie n'est pas une lutte particulière, mais un point du programme général. Il faut montrer qu'on n'a aucun besoin de la monarchie. Les syndicats ne disent rien contre le roi. Ils disent qu'il représente tous les Belges. Rien n'est moins vrai. Il ne représente pas du tout la classe ouvrière. C'est une escroquerie envers la population. Il faut discuter cela dans le mouvement ouvrier.

Le roi est là parce que la bourgeoisie le soutient et veut empêcher tout mouvement politique qui délogerait le roi en développant aussi les luttes sociales. Une lutte sociale ne se contenterait pas de liquider le roi, mais changerait aussi les conditions économiques et sociales. Il faut unir cette revendication à l'ensemble d'un programme anti-capitaliste.

J. Posadas - 27 août 1977.

La fonction de la Monarchie pour le maintien du capitalisme en Belgique

Malgré toutes les impressions données par la très grande mobilisation de moyens de toutes sortes organisée autour de la mort du roi Baudouin Ier et de l'intronisation du nouveau roi Albert II, le courant républicain et antimonarchiste existe en Belgique. Contrairement à 1950, et l'affaire royale, qui a secoué le pays et conduit à une grève générale, il n'était pas convenient, ni nécessaire aujourd'hui, de faire des manifestations et des actions politiques contre la monarchie.

La succession du roi Baudouin et l'intronisation du roi Albert II s'est faite tout simplement parce que le roi est mort, et non à cause d'une crise politique ou d'une prise de position particulière du Roi dans la situation belge ou internationale. Ce qui ne veut pas dire que le courant républicain et antimonarchiste n'existe pas en Belgique.

Depuis 1830, et l'installation de la famille des Saxe Cobourg Gotha, qui d'ailleurs n'est pas belge mais allemande faut-il le rappeler, les partisans de la République ont toujours été réprimés, muselés, et assassinés. Julien Lahaut assassiné, devant la porte de sa maison une semaine après l'intronisation du roi Baudouin n'a pas été la seule victime de ses opinions. La gestion de "l'émotion populaire" a été magistralement menée. Mensonges, exagérations ont été l'apanage quotidien des journaux et médias, comme d'ailleurs dans d'autres circonstances internationales, la guerre du Golfe, la Somalie, ou encore la Pologne et la Roumanie. Un seul exemple, les milliers de personnes que l'on a volontairement laissés poiroter pendant des heures Place des Palais, lors de l'hommage à la dépouille mortelle du Roi, donnaient une impression de grande masse lors des journaux télévisés. En réalité, le nombre de participants a été gonflé, malgré les facilités accordées pour arriver à Bruxelles, la réduction du voyage en train à 100 francs par personne, le transport gratuit dans les transports en commun bruxellois. La SNCB a vendu seulement 25.000 tickets ce jour-là.

Tout a été parfaitement mené pour créer un amalgame entre la sympathie que certains manifestent à l'égard de la personne de Baudouin, pour ses déclarations humanistes et antiracistes, pour le soutien des plus faibles et l'adhésion aux principes monarchiques. Il est remarquable de démythifier tout cela, et de retomber les pieds sur terre, et voir, au-delà de quelques sourires et attitudes charitables et protocolaires la fonction sociale et politique de la monarchie aujourd'hui en Belgique. Toute cette mise en scène, a été créée avec l'aide du gouvernement De Haene, pour faire accepter à la grande majorité de la population, aux travailleurs, aux femmes et aux hommes de ce pays le Pacte Social, l'austérité, la régression sociale et l'amener à se regrouper autour de la Monarchie, salvatrice de l'unité du pays. En effet, le discours du nouveau Roi est tout à fait dans la ligne de la FEB: quelques chaises manquaient aux cérémonies d'intronisation pour Albert Frère et André Leysen. Les monarques de tous les pays du monde étaient invités et présents.

Les princes et rois renversés depuis longtemps dans bon nombre de pays étaient également présents. Leur profond désir d'ailleurs, est de remettre sur le trône un tas de princes et de rois, en France, en Roumanie, en Grèce et ailleurs. Le roi Baudouin a participé également à l'enterrement de l'empereur du Japon, allié d'Hitler dans la deuxième guerre mondiale. Il ne faut pas oublier tout cela!

La famille royale est une des plus riches familles capitaliste de Belgique, la liste civile de l'Etat pour Albert II s'élève à 245 millions de francs par an, (revenus de 10 travailleurs pendant 35 ans), la dotation de Fabiola s'élève à 45 millions et l'usufruit du Stuyvenberg et celle du Prince Philippe s'élève à 13.5 millions. Les deux tiers servent aux frais de fonctionnement du Palais, mais il faut compter également la dotation, les avoirs et propriétés de la famille royale et toutes les participations aux organismes publics, aux conseils d'administration des banques dont la Générale en premier lieu.

La famille royale fait donc partie des grandes familles aristocratiques et capitalistes de ce pays. Il est donc très facile dans ces conditions, d'être charitable, de se pencher sur le sort des plus démunis, de financer quelques homes pour handicapés, comme le village N°1, ou autres. De plus, la famille royale fait partie d'une branche intégriste de l'Eglise Catholique, "le Renouveau Charismatique", ultra réactionnaire, soutenue d'ailleurs par le Cardinal Daneels. Combien d'argent des contribuables iront au "Renouveau".

Il faut aussi rappeler le refus du Roi Baudouin de signer la loi sur la dépénalisation de l'avortement, pour des raisons morales, de conscience.

Le Roi peut signer les lois sans être nécessairement d'accord avec leur contenu. Cela fait partie de ses prérogatives. Il a signé des dizaines de lois de toutes sortes et signé tous les conclaves budgétaires. Il n'a pas eu mauvaise conscience en signant toutes les lois de régression sociale et les budgets d'assainissement qui provoquent l'appauvrissement et l'exclusion des plus démunis. La monarchie est en soi un système anti-démocratique, parce-que le roi n'est pas élu, il est d'office sénateur de droit, chef de l'armée, et tout le monde paie pour lui. En 1961, les troupes belges sont intervenues dans la province du Shaba en défense des intérêts de la famille royale entre autres.

Toute la mobilisation gigantesque organisée autour des derniers événements, pour séduire une partie de l'opinion publique, ne peut pas cacher la fonction réelle, sociale et politique du Roi. Il est un élément du système capitaliste au service des intérêts du gouvernement, de la grande bourgeoisie, et de l'Eglise pour mater la population et lui faire accepter tous les plans pour lui faire payer la crise capitaliste.

Cette mobilisation a pu avoir une telle ampleur parce-qu'elle n'avait aucune opposition, aucune résistance organisée, de la part des partis et principalement du PS-SP, qui se sont complètement écrasés. Quelques voix seulement timides se sont fait entendre dans les rangs des socialistes. Et seul, Van Rossem a osé crier "Vive la République d'Europe! Vive Julien Lahaut".

Il a été immédiatement enfermé dans son bureau et empêché de sortir et il a même reçu des menaces de mort. Jean Pierre Van Rossem est un membre élu du Parlement, et n'a d'ail-

leurs proféré aucune insulte quelconque personnelle envers le roi. Il a donné son opinion sur quelle société il souhaite pour l'Europe, qui est aussi celle d'une partie de la population et pas seulement de ses électeurs, et a rappelé l'exemple de Julien Lahaut qui a été assassiné.

Il a démontré, une fois de plus le caractère anti-démocratique de la monarchie constitutionnelle. Face à l'inquiétude de la population devant la montée des partis séparatistes, le Roi et la Royauté semblent être la planche de salut qui permet de garder la Belgique unie. L'exemple de la Yougoslavie fait peur. Effectivement, devant les divisions linguistiques et régionales des partis, une partie de la haute bourgeoisie s'inquiète et défend l'unité de la Belgique. Mais, elle ne défend pas les intérêts des petites gens, des travailleurs, des allocataires sociaux. Elle défend les intérêts des grandes banques, des grandes entreprises belges, de la monnaie, avec l'armée et la gendarmerie nationale.

Plus que jamais, aujourd'hui, nous défendons l'idée d'une République. Mais de quelle République parlons nous? République socialiste: Pour cela, il faut une économie planifiée en fonction des besoins de la population. Les problèmes nationalistes et régionalistes surgissent lorsqu'une région plus riche en matières premières et en industries doit payer et faire vivre les régions plus pauvres. Les conflits surgissent de ces déséquilibres. Il n'y a pas d'autre issue pour résoudre la crise du capitalisme, que d'organiser l'économie sur une base socialiste, en assurant du travail à tous, le droit à la santé, à l'enseignement, et le droit d'expression complète des minorités sociales, linguistiques, religieuses, et régionales.

LETTRÉ OUVERTE AU PARTI COMMUNISTE DE CUBA

suite de la page 1

pacité de rénovation du Parti Communiste et de la direction cubaine.

Mais nous avons constaté en même temps les conséquences sociales néfastes de la "période spéciale" et des schémas qui se sont créés pour la défense de l'Etat et de l'économie. Le projet d'expansion du tourisme, par exemple, dans de telles conditions de difficultés, ne peut être accepté par les gens sur la base de l'argument que Cuba a besoin de devises. Nous sommes sûrs que de telles décisions n'ont pas été faciles à adopter de la part des dirigeants cubains, mais permettez-nous camarades de manifester notre sérieuse préoccupation sur leurs effets moraux et politiques. Nous avons vu l'accroissement de la prostitution et de la petite corruption qui enlèvent toute dignité aux gens. S'il y a une chose que le peuple cubain a enseigné à tous les autres peuples dits du tiers-monde, c'est qu'il faut conquérir sa propre dignité. Nous nous posons cette question, que nous vous posons également, chers camarades: pourquoi ne pas trouver une façon d'affronter la période spéciale autre que celle des investissements privés et du développement du tourisme?

Les Cubains sont allés de par le monde pour tout construire, en Angola, en Ethiopie, à Grenade, et ont donné un exemple de capacité technique, d'initiative, de vitalité. Tout en considérant la dimension du coup économique produit par la fin de l'appui soviétique, n'est-il pas possible de promouvoir une mobilisation encore plus forte des gens dans les affaires publiques en leur permettant de décider des objectifs, de faire des projets et de donner des solutions? Au Brésil, la mairie de Sao Paulo, administrée par le PT, a utilisé les déchets des poubelles pour produire du biogaz pour faire fonctionner les autobus. Dans ce pays, en pleine crise du pétrole, on a utilisé l'alcool pour la traction automotrice avec de grands résultats. D'après ce que nous savons, ces technologies sont très simples et ne demandent pas d'autre investissement qu'une invitation des techniciens brésiliens à Cuba et la mobilisation du peuple et des techniciens et mécaniciens cubains. Cuba, grande productrice de canne à sucre, ne peut-elle pas résoudre l'angoissant problème de la traction et de la locomotion? Au lieu de construire des hôtels pour les touristes riches, ne

peut-elle pas utiliser les plantes pour la bioénergie?

Ce document ne prétend pas être un projet détaillé, mais le moyen d'émettre quelques questions: les cellules du parti, les organismes de masse, les CDR, l'Assemblée Nationale sont-ils pleinement mobilisés et y a-t-il une vie politique et une communication entre la base et la direction pour affronter cette situation? Y a-t-il une parfaite connaissance de la portée et des dangers implicites des investissements privés, des joint-ventures, des concessions pétrolières, et maintenant de la légalisation de l'utilisation de devises étrangères? Existe-t-il des mécanismes d'évaluation à un large niveau de l'état d'esprit des gens, de ce qu'ils disent, de ce qu'ils pensent, et surtout de ce qu'ils proposent et de la façon dont ils peuvent agir pour corriger les insuffisances et les déviations?

Avec tout notre respect, camarades, et avec tout notre amour pour la révolution cubaine, nous croyons qu'il est de notre devoir d'exprimer de telles opinions, conscients du fait que la tradition de "ne pas intervenir dans les af-

suite page 2

Le nouveau coup de force de Eltsine et la profonde résistance de l'Etat ouvrier à la restauration capitaliste dans l'ex-URSS

Le conflit entre Eltsine, sa camarilla, et le parlement est beaucoup plus profond qu'une lutte de clans pour le pouvoir en Russie. Au milieu de cette bagarre, des travailleurs sont intervenus, ainsi qu'une partie de l'avant-garde ouvrière. A travers la défense du parlement, ils ont cherché à ouvrir la brèche pour lutter pour "tout le pouvoir aux soviets", pour la défense de l'Etat ouvrier et la reconstruction de l'Union Soviétique. Sans se faire des illusions sur des dirigeants comme Routsikoi ou Khasboulatov, ils se sont unis aux députés retranchés dans le parlement, pour parvenir à déloger Eltsine, qui est le premier obstacle à balayer pour avancer plus loin.

Et ils n'étaient pas loin d'y parvenir! L'effroi du capitalisme mondial face à cette crise à Moscou, la mise en alerte des dirigeants de l'Otan en prévision de la déroute de Eltsine, l'appui donné par la bourgeoisie occidentale, grand défenseur de la démocratie, aux mesures de coup d'état de Eltsine, tout cela exprime que le pouvoir de Eltsine a vacillé et a été mis en grand danger.

Pourquoi ne sont-ils pas parvenus à renverser Eltsine?

Avant tout, nous saluons, avec toute notre responsabilité communiste, les camarades qui se sont lancés dans les manifestations, les barricades, la défense du parlement. Nous sommes peinés de la mort des camarades, précieux pour la lutte pour reconstruire l'URSS, la démocratie socialiste et le Parti Communiste. Nous disons que tous les révolutionnaires du monde doivent être solidaires et partie prenante de ce combat pour résister à la restauration capitaliste et pour reconstruire l'Union Soviétique. Exigeons la libération de tous les prisonniers détenus par Eltsine, la levée de l'état d'exception, le rétablissement du Parlement et de tous les soviets qui ont été dissous, la liberté complète pour tous les mouvements et les syndicats, la presse, les partis, qui défendent l'Union Soviétique.

En même temps, il faut discuter pourquoi ils ne sont pas parvenus à renverser le pouvoir de Eltsine. Les masses ouvrières de Moscou et de toute la Russie ne se sont pas soulevées. C'est pour cela qu'une partie de l'armée - une toute petite partie, quelques régiments qui ont obéi à Eltsine - a accepté de réprimer le soulèvement de Moscou. Il n'y a pas de direction communiste dans l'ex-URSS, ayant la confiance du prolétariat, ayant de l'autorité sur les masses, pour pouvoir lancer un appel à la grève générale et être

suite page 5

LES ELECTIONS EN RUSSIE

Les résultats des élections du 12 décembre, loin de renforcer Eltsine, vont augmenter les difficultés de son gouvernement pour poursuivre une restauration capitaliste dans l'ex-URSS. Le monde capitaliste se dit très inquiet des 23% de voix au parti libéral de Jirinovski, qu'il qualifie de fasciste, aussi faussement qu'il a qualifié Eltsine de démocrate. En fait ce qui inquiète la bourgeoisie occidentale, c'est que son allié Eltsine est encore plus faible qu'avant les élections, et que le courant représenté par Jirinovski, se déclare ouvertement anti-occidental et anti-impérialiste. L'appui donné par l'Occident à la nouvelle Constitution, accordant des pouvoirs très étendus au Président, se révèle à double tranchant: Eltsine n'est pas assuré de garder la présidence et un nouveau président, "anti-occident" n'est pas exclu.

Mais les résultats du Parti de Jirinovski ne sont pas l'aspect le plus important de ces élections. Il y a d'abord le fait que près de la moitié des électeurs n'y ont pas participé. D'autre part, le Parti Communiste, qui défend les structures de l'Etat ouvrier, qui est contre les privatisations de l'industrie et des terres, et soutient la reconstruction de l'URSS, plus le Parti Agraire qui défend la collectivisation des campagnes, ont eu près de 18% des voix, alors qu'ils se présentaient dans des conditions très difficiles, de restrictions des communications, alors que beaucoup de camarades ont été tués lors de la défense du parlement, ou emprisonnés.

Le nouveau Parlement sera encore plus hostile au gouvernement de Eltsine que celui qu'il a violemment dissous. Eltsine a été désavoué par les masses de Russie qui ne voient aucun avantage dans les réformes, ni dans l'économie de marché et vivent, au contraire, dans des conditions de plus en plus dures et d'injustice sociale.

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

29^{ème} ANNEE - DECEMBRE 1993 - N° 394 - 20 Francs

Périodique bi-mestriel - Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl. 62, rue des cultivateurs-1040 Bruxelles

Donner une perspective anti-capitaliste et européenne au grand mouvement contre le plan Dehaene

Editorial

Le jour de la grève générale contre Dehaene, régnait un profond sentiment de force et de fraternité parmi les trois millions de travailleurs en grève. Dès l'aube, les piquets de grève prenaient position dans toutes les villes du pays, devant toutes les entreprises. Tout le monde se connaissait, s'interpellait. Tous savaient que ce 26 novembre, le pays serait entièrement paralysé. Pas de train, de tram, ni de bus, pas de journal, pas de production, pas de commerce dans les grandes surfaces, pas d'école, les hôpitaux et services publics mis au minimum. Quand les travailleurs s'arrêtent de travailler, le pays entier comprend que toute la vie économique et sociale dépend d'eux. Le patronat hurlait son impuissance par la voix du directeur de la FEB. Presque au même moment, il y avait la grève générale en Espagne, de grandes manifestations en Italie et en Grèce. Dans tous les pays de l'Union Européenne, les

gouvernements ont sorti leur Plan Dehaene. Les lignes directrices sont les mêmes: préserver les profits des entreprises capitalistes, réduire le coût du travail, forcer les travailleurs à la flexibilité d'emploi et aggraver les conditions de travail, démanteler la sécurité sociale, réduire les salaires, faire payer par la population le remboursement de la dette publique envers les banques. Le Plan Dehaene n'est pas un produit belge, c'est le plan du capitalisme européen pour faire payer sa crise aux masses.

Le système capitaliste n'a pas changé de nature, même malgré le démantèlement des pays dits socialistes. La crise du système est plus violente encore car elle n'est plus contenue par la nécessité que les pays capitalistes avaient, avant, de maintenir une certaine unité et cohésion face au camp socialiste. La concurrence et les contradictions dans le camp capitalistes sont de plus en plus profondes. Pour maintenir ses profits, qui sont sa seule raison d'être, le grand capital écrase les petits, il n'y a plus de possibilités d'expansion capitaliste, même dans les ex-pays socialistes, le capitalisme continue à se manger lui-même, et il doit aussi, inévitablement, réduire la part des travailleurs pour maintenir la sienne.

Les travailleurs en grève, ont conscience de ce problème. Cela s'exprime quand les gens disent: que les capitalistes paient leur crise! On nous a déjà assez pris. La compétitivité des entreprises belges, ce n'est pas notre affaire! On ne doit pas accepter le partage de la misère, ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables du chômage, ni de la dette publique.

La population ne s'est pas laissé leurrer par le matraquage royaliste et "solidaire" à la mort du roi Baudouin ni par le soi-disant

suite page 2

La formation de l'état palestinien et le processus révolutionnaire mondial J. Posadas

19 février 1978

voir page 3

Résolution du Bureau International

L'accord Israël-OLP et les
perspectives de lutte du peuple
palestinien

voir page 4

La discussion préparatoire au 28^{ème} congrès du Parti Communiste Français

voir page 5

Donner une perspective anti-capitaliste et européenne au grand mouvement contre le plan Dehaene... suite de la page 1

Pacte Social lancé solennellement par Albert II lors de son intronisation. Le Plan Global du gouvernement Dehaene n'a pas plus trouvé grâce à ses yeux, car il n'est qu'une formule édulcorée pour un même objectif d'austérité pour les masses.

La classe ouvrière a été au centre de toute cette mobilisation. La lutte de classes se développe. Quand les capitalistes n'ont plus de miettes à laisser au mouvement ouvrier, ils se montrent dans leur vraie nature: c'était de la haine de classe qu'exprimait François Van de putte, patron de la FEB à l'encontre du mouvement syndical. Le patronat déclare crûment maintenant qu'il ne peut donner aucune garantie pour maintenir ou développer l'emploi, tandis qu'il exige toutes les garanties du mouvement ouvrier pour réduire les charges patronales, réduire les salaires, imposer la flexibilité du travail, faire des licenciements et des restructurations à sa guise et avoir, en prime "la paix sociale". Telles sont les conditions que pose en effet le patronat pour se remettre à négocier au Conseil National du Travail avec les syndicats.

C'est la rébellion de la classe ouvrière qui a aussi poussé les directions syndicales à ne pas accepter des négociations-bidon avec le gouvernement et le patronat. A la suite de l'immense mobilisation populaire, de la grève générale et des deux grandes manifestations de la FGTB, le gouvernement a annoncé quelques modifications au Plan Global: sous la pression des ministres socialistes, on intégrait au Plan une mesure de taxation sur le capital mobilier et le patrimoine immobilier. Les dirigeants socialistes voulaient faire passer cela pour "un impôt sur la fortune". Le Bureau de la FGTB était prêt à considérer ces mesures comme une grande concession, mais la base ouvrière en a jugé autrement et a poussé au maintien des luttes pour le retrait pur et simple du Plan. Cependant le Plan est voté au Parlement et les négociations qui ont repris entre le gouvernement, le patronat et les syndicats ne concernent que des modifications mineures. Tant de mobilisation pour en arriver là? c'est la question que beaucoup sont en train de se poser. Quelles conclusions tirer pour les prochaines étapes?

On a vu que le front unique est possible encore en Belgique: le front commun syndical s'est reconstitué sous la pression de la base tant CSC que FGTB et il devra se reformer pour les prochaines luttes malgré la peur des dirigeants CSC; et le front le plus important qui s'est constitué est

celui de tous les travailleurs du Nord au Sud du pays, immigrés et belges. La fédéralisation du pays n'a pas détruit cette solidarité entre tous les travailleurs, au-delà des frontières linguistiques.

heures de travail par semaine sans pertes de salaires pour toute l'Europe. Imposer le partage du travail sans perte de salaires dans toutes les entreprises qui veulent faire des licenciements. Et pousser au



Les syndicats ont été poussés à intervenir comme des organisations politiques. Ils jouent un rôle politique de plus en plus important dans la mesure justement où les partis de gauche ne remplissent pas leur fonction. Le Parti Socialiste, en participant à ce gouvernement, est prisonnier du Plan Global, il a pu tout au plus y apporter quelques aménagements mineurs, mais il a cautionné un plan qui est fait pour le sauvetage du capitalisme, en Belgique et en Europe. Il a présenté ce Plan comme un moindre mal, en posant qu'avec les libéraux au pouvoir ce serait encore pire. La FGTB a dû intervenir dans cette situation comme un courant socialiste de gauche. Mais elle a montré aussi ses limites, en disant que le but des grèves et des manifestations n'était pas de faire tomber le gouvernement, mais de modifier le Plan Global. Cela ne veut pas dire que la direction FGTB a trahi les travailleurs, comme le présentent certains groupes de gauche, mais qu'elle a peur du vide, parce qu'elle n'a pas un programme pour affronter en profondeur le capitalisme en crise tel qu'il est aujourd'hui. Toute lutte des travailleurs, même pour un problème limité, aboutit à une lutte politique, et à une mise en cause du pouvoir capitaliste dans notre société. C'est pourquoi le mouvement syndical doit avoir un programme anti-capitaliste et proposer des transformations sociales, en Belgique et dans toute l'Union Européenne, pour mettre l'économie au service des besoins de la population, pour développer les entreprises publiques avec cette perspective, pour étatiser toute la production et la distribution d'énergie, les banques, les industries de base, la grande distribution. Et dans l'immédiat: imposer les 32 ou 30

front unique entre les syndicats et les partis de gauche, en Flandres comme en Wallonie et à Bruxelles pour discuter et défendre un tel programme. Le Plan Global, n'est qu'un ramassis de mesures d'austérité sur le dos des gens, et montre d'ailleurs comme le pouvoir capitaliste n'a aucun intérêt ni au-

cune idée pour assurer le bien-être de la population. Au lieu de vouloir amender ce Plan, la gauche politique et syndicale doit en proposer un autre à la population de Belgique et proposer une discussion entre toutes les tendances de gauche et les syndicats européens pour un contre-Plan anti-capitaliste pour donner une issue à la crise. En prenant cette initiative, la gauche socialiste et syndicale sauront être les interprètes du for-

midable mouvement de grèves et de mobilisations, qui s'est montré capable de paralyser tout le pays et d'exprimer que les travailleurs ne sont pas prêts à payer la crise capitaliste et sont prêts à la lutte pour un profond changement de société.

20 décembre 1993

LA DISCUSSION PREPARATOIRE AU 28^{ème} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

suite de la page 5

dissement de la capacité théorique et politique de chacun afin de soutenir toute discussion, toute polémique, de défendre ses idées et ses convictions et de convaincre.

Dans la situation actuelle d'une structure non centralisée, avec l'abandon du centralisme démocratique et la notion de souveraineté des adhérents, tels que définis dans le manifeste et les nouveaux statuts du parti, le danger réside dans le fait qu'il puisse y avoir des idées, des conclusions et des stratégies opposées sur un même thème, dans des régions, des villes ou des quartiers différents, et que le parti se retrouve face à des situations incontrôlables et préoccupantes, et peut-être face à des ruptures.

Tout abandon de principes marxistes par la direction du PCF, qui constituent sa base théorique et politique, entraîne un appauvrissement de plus en plus grand de la discussion, élimine les points de repères du parti et accroît le manque de confiance politique face aux événements. Il faut chercher ici les causes de l'érosion progressive du PCF, et non dans les arguments du projet de manifeste: "L'érosion électorale (du PCF), entamée depuis la période du programme commun et la dégradation progressive de l'image des pays de l'Est, a été stoppée". Cela signifierait, pour la

direction du PCF, que d'une part le programme commun était réellement trop révolutionnaire pour son électorat, et que d'autre part renier la politique d'union qu'il a menée, ainsi que son soutien à la Révolution d'Octobre, vont être deux facteurs déterminants pour un élargissement des adhérents au parti.

La direction du Parti Communiste Français se trompe. L'avenir de l'humanité est dans la construction d'une société de type socialiste, mais une telle société ne pourra pas s'instaurer sans heurt, car le système capitaliste se battra jusqu'au bout et jusqu'à ses ultimes recours pour conserver son pouvoir. Pour construire cette nouvelle société, il faut un parti qui soit capable de donner à ses militants une compréhension marxiste du monde et d'en tirer des conclusions quant aux luttes à mener, aux tactiques à adopter, au programme anti-capitaliste à appliquer.

Nous espérons que le 28^e congrès saura mener la discussion autour des quelques points que nous venons de soumettre, qui nous paraissent essentiels parce qu'ils sont au cœur des changements que cherche à opérer la direction du Parti Communiste Français à travers les projets de documents.

15 Novembre 1993.

LA FORMATION DE L'ETAT PALESTINIEN ET LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE MONDIAL

J. Posadas

19 Février 1978

La création d'un Etat palestinien - même sur un territoire réduit - ne présenterait aucun problème s'il s'agissait simplement de créer un petit Etat, à partir duquel se ferait un accroissement. Le problème réside dans le fait qu'ils veulent bien céder aux Palestiniens un petit Etat pour que celui-ci ne se développe pas. C'est la grande bourgeoisie qui le dominerait, l'organiserait, et donc l'annulerait.

Le problème de la Palestine se pose aujourd'hui d'une autre façon que dans le passé : que les juifs et les Palestiniens aient le même droit d'exister et de vivre. Aujourd'hui, tout cela se pose dans le contexte global de la lutte de classes, dans lequel les Palestiniens doivent affronter des arabes et des juifs, unis sur une base réactionnaire contre le progrès de l'histoire. Ce n'est plus la même chose qu'avant.

L'attitude de la Syrie est instable. Assad a été aussi réactionnaire que Begin. Il n'est pas exclu qu'il récidive. Tous agissent et tendent à s'unifier devant le danger objectif d'être dépassés par la lutte révolutionnaire, Assad moins que Sadate (qui a une attitude encore plus épouvantée en tant que capitaliste). Mais ils ont tous quelque chose en commun, maintenant comme avant. Pour cette raison, tous ces pays établissent entre eux des relations, pour les rompre le même jour à huit heures du soir et les rétablir à nouveau à six heures du matin : des histoires dignes des "Marx Brothers".

Le problème ne se pose plus comme avant. Les Palestiniens comptent sur des tendances nationalistes bourgeoises, assez à gauche, en Arabie Saoudite et au Koweït. On peut, en partie, compter sur elles. Mais la création d'un petit Etat palestinien n'est pas une manière de résoudre le problème. Un tel Etat doit, au moins, disposer du droit à l'autodétermination, des droits démocratiques et du droit de s'adresser aux masses juives.

A l'étape actuelle, il faut unir les Palestiniens avec les masses juives et avec les masses arabes. Il faut appeler à cette union et avoir la patience d'attendre. Sinon, ils vont être étouffés (dans ce petit Etat palestinien).

Au Moyen-Orient, c'est un peu la même chose que dans les Balkans avant 1940. A l'époque des rois, il y avait ce même type de disputes. Le capitalisme encourageait ces disputes afin que personne ne puisse former un grand pays qui dominerait les autres. La différence historique avec le Moyen-Orient, c'est que les pays des Balkans sont tous devenus des Etats ouvriers. Quel changement ! Avant, n'importe quel progrès, comme celui que fait actuellement l'Ethiopie,

aurait été rapidement écrasé. Mais aujourd'hui, c'est impossible.

Nous sommes d'accord pour un Etat palestinien, à condition de faire en même temps un appel aux masses d'Israël, aux masses de tout le monde arabe, montrant qu'un Etat palestinien est totalement instable. Il n'y a pas de place pour un développement historique d'un Etat palestinien. Il faut poser le problème palestinien à un niveau plus élevé et plus large. Les Palestiniens doivent faire face à la réaction arabe qui s'est unie à la réaction juive d'Israël. Ils doivent affronter cela. Dans cette situation, le petit mouvement d'Arafat serait écrasé et n'aurait pas de champ d'action, ce serait une tromperie pour les masses palestiniennes de croire que cet Etat palestinien sera une solution.

Il faut le discuter avec les camarades palestiniens. Il ne faut pas rester soumis, dans l'attente d'un changement, mais voir quelles sont les conditions pour que vive un Etat palestinien. Celui-ci peut être un centre. Dans ce cas, il doit s'unir à des pays arabes tels que l'Algérie, la Syrie ou la Libye, mais la condition est de permettre le développement de la lutte pour le progrès, sans quoi cet Etat meurt d'étouffement. Un nouvel Etat n'a pas de sens, si c'est pour concurrencer le système capitaliste. Faire un nouvel Etat palestinien qui n'aurait pas l'objectif d'éliminer le capitalisme au Moyen-Orient n'a aucun sens, aucune transcendance, ni aucune possibilité de vivre.

Quel peut être l'objectif de la création de cet Etat ? Construire un grand pays. Pour cela, il doit se développer économiquement et concurrencer les autres pays. Mais il n'a aucune perspective de développement économique. La création d'un pays, à la veille de l'effondrement du système capitaliste, ne peut pas se poser comme avant. Il faut le faire en tenant compte de ces conditions historiques de la proximité de la guerre. Les conditions existent pour s'unifier et se développer en tant qu'Etats ouvriers. L'organisation comme Etat indépendant doit servir à cette fin. Il faut créer un courant ayant la capacité politique de

l'organiser à cette fin. Il ne s'agit pas de faire une "nouvelle patrie". Cela n'a pas de sens historique et il n'y a pas de conditions économiques et sociales pour développer cette patrie, surtout si l'on tient compte que le capitalisme est en train de faire des préparatifs de guerre.

Les Palestiniens font, le plus souvent, des considérations patriotiques, locales, territoriales ou religieuses. Mais les problèmes ne se posent plus aujourd'hui comme à d'autres étapes de l'histoire. Il faut discuter avec les camarades palestiniens pour qu'ils voient que les directions politiques éludent cette discussion en mettant en avant "la patrie", "le destin du pays". Dans quelles conditions vont-ils faire un pays ? Avec quelle finalité ? Dans un sens, la création d'un Etat palestinien serait quelque chose de favorable car il rendrait plus difficile l'intervention du système capitaliste. Mais d'un autre côté, toute la bourgeoisie arabe cherche à créer et à renforcer une couche bourgeoise palestinienne, qui étouffera toutes les autres. Pourtant, aucun de ces pays - que ce soit la Palestine, la Jordanie, la Libye, la Syrie - n'a la possibilité ni le besoin de se développer en tant qu'entité indépendante.

Quelle est la fonction historique du "pays" ? Il ne faut pas en rester au sentiment patriotique, religieux ou nationaliste arabe. Telle n'est pas la fonction du pays. On peut passer par une étape de patrie palestinienne, mais il faut une direction à cette patrie pour unifier le pays sur une base économique qui permette son développement. Autrement, la population vit toujours dans la pauvreté, et dans ces conditions un petit noyau bourgeois domine complètement tout. Il faut discuter comment élever la culture et l'intervention des masses, et faire en sorte que les masses puissent avoir le temps d'intervenir et de développer des courants et des tendances qui se préoccupent de ce problème.

Quel serait l'objectif d'une patrie palestinienne ? Satisfaire mille ou dix mille Palestiniens ? Ou élever la vie du peuple palestinien ? Une patrie ne sert à rien si ce n'est pas pour faire progresser la vie du peuple. Il faut

considérer ce qu'ont fait les Bolcheviques. Ils ont unifié des peuples qui parlaient 32 langues différentes en un seul : l'Union Soviétique. Tout le monde pouvait parler sa propre langue, mais le langage soviétique est celui qui permet de communiquer et de transmettre la nécessité du progrès.

Il faut approfondir ces problèmes, qui sont relativement nouveaux. Au Koweït, par exemple, il y a 78 habitants, parmi lesquels 4 brigands qui sont les chefs. On importe tout, même l'eau. Pourtant, toutes leurs richesses leur permettraient de changer tout l'océan en eau potable. Mais au lieu de cela, ils possèdent des autos où il suffit de pousser sur un bouton pour avoir du café, du thé, etc..., et le reste de la population n'a même pas d'eau potable. Il faut montrer que tout cela est illogique.

Nous ne sommes pas contre un Etat palestinien. Mais il faut expliquer à quoi il doit servir. Si c'est pour faire une "grande patrie", cela n'a pas de sens. D'ailleurs, on donnera les terres les plus désertiques aux Palestiniens. Mais un Etat palestinien peut, de toutes manières, être utilisé comme un moyen pour développer un centre d'unification de la lutte des masses arabes, de recherche d'unité avec les masses israéliennes contre le système capitaliste.

Mais l'Etat palestinien ne pourra pas faire cela sans rencontrer de résistance. Il devra compter avec les autres pays arabes. Habache et Hawatmeh parlent, eux aussi, avec un sentiment patriotique énorme, comme si "la patrie" allait résoudre tous les problèmes. On ne leur donnera aucune patrie, même pas un désert ! S'ils doivent installer un pays qui dépende des cotisations des autres pays arabes pour vivre, ces derniers imposeront un gouvernement, une direction, une police, qui serviront d'intermédiaires pour eux et non pour le peuple palestinien.

La bourgeoisie arabe pro-sioniste et l'impérialisme ne peuvent supporter un mouvement de libération qui procède à des transformations sociales. Ils ne peuvent le supporter ! D'autre part, plus aucun petit pays ne peut se proposer de passer, pour se développer, par une étape de développement bourgeois. Il faut poser la nécessité de fédérations et de confédérations. Il existe une expérience historique qui est commune à toutes les masses du monde : celle d'avoir vu que le Vietnam est sorti de son état arriéré en étatisant et en planifiant son économie.

J. POSADAS
19 Février 1978

L'ACCORD ISRAËL-OLP ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Cet accord, signé aux Etats-Unis, après deux ans de négociations commencées à Madrid, a surpris tout le monde. Il semblait impossible d'arriver à cette entente, même transitoire, dans un conflit où les parties antagonistes ne reculaient pas de leurs positions. Israël ne renonçait pas à son rôle de gendarme des peuples arabes et des masses palestiniennes, au nom de l'impérialisme nord-américain et du grand capital international, et les masses palestiniennes ne cédaient pas dans leur volonté de lutte contre l'oppression militaire israélienne. Les concessions de territoires et d'autonomie politique arrachées par les Palestiniens sont limitées. Mais ce qui importe dans cet accord, c'est la reconnaissance implicite, de la part des assassins israéliens, de l'impossibilité de faire plier la résistance du peuple palestinien, représentée par la lutte héroïque de l'Intifada.

Les dirigeants israéliens et palestiniens, qui faisaient depuis longtemps des négociations parallèles aux luttes dans les territoires occupés, sont parvenus à un accord qui reflète, d'une part, les conditions de la lutte de classes au niveau international et, d'autre part, les contradictions des groupes dirigeants pressurés par la lutte constante de leur peuple. La lutte persistante du peuple palestinien, au travers de l'Intifada, des grèves et de toutes les formes d'actions en opposition à l'invasion israélienne, a sensibilisé les masses du monde entier et recueilli leur solidarité. Cette lutte a fini par percer la cuirasse avec laquelle les dirigeants d'Israël essayaient d'empêcher l'influence des Palestiniens d'atteindre le peuple israélien. Dans ce sens l'accord du 3 septembre peut être considéré comme une victoire du peuple palestinien et de l'ensemble des peuples arabes, et en particulier, du peuple irakien qui a reconstruit en peu de temps tout ce que la fureur de l'armée américaine a détruit et qui s'est organisé pour limiter les dommages causés par l'embargo toujours en vigueur de l'ONU.

Dans la recherche d'accords comme celui-ci, l'impérialisme exprime toutes ses contradictions et son incertitude envers le futur. Une fois "éliminé le danger de l'URSS", il devrait concentrer toutes ses énergies dans la concurrence contre le reste du capitalisme, et réduire les dépenses militaires afin de pouvoir mieux développer l'appareil productif. Au lieu de cela, il continue à intervenir, comme en Somalie, parce qu'il n'a pas d'autre issue que la guerre dans la dispute des marchés, et aussi parce qu'il n'est pas sûr en ce qui concerne la "fin" de l'URSS. Et en même temps, il cherche à se débarrasser d'un poids très lourd comme celui d'Israël, et à concentrer ses moyens financiers et militaires vers d'autres objectifs.

Il s'agit sans aucun doute, d'un accord transitoire, laissant beaucoup de questions en

suspens. Mais il représente une victoire sous certains aspects, pour le peuple palestinien: l'OLP obtient sa reconnaissance et une série de conquêtes démocratiques, ainsi que la possibilité d'administration des régions de Jéricho et de Gaza. Cela donne des bases pour préparer des luttes plus importantes dans le futur.

Ceux qui critiquent la direction d'Arafat pour cet accord, ont en partie raison, dans la mesure où l'OLP a dû faire des concessions importantes, mais les concessions faites par Israël sont encore plus importantes. L'abandon de l'idée de liquidation de l'Etat d'Israël n'a pas d'importance. C'est un point qui ne correspondait plus à la réalité. L'existence du peuple israélien ne peut être ignorée quand on fait des plans pour un avenir de progrès pour les peuples du Moyen Orient. Par contre, l'élimination du peuple palestinien était un objectif déclaré, sinon constitutionnel, des dirigeants israéliens. Et l'Intifada a mis en brèche ce projet sinistre des dirigeants israéliens qui ont consacré tous les moyens possibles, sous l'égide des Etats-Unis, pour écraser le peuple palestinien. Maintenant, Israël doit signer un accord qui exprime l'échec de ce projet.

Nous ne devons pas nous faire des illusions à propos de cet accord. Derrière la signature de Rabin, il y a toujours une bombe atomique en suspens. Une grande partie des dirigeants israéliens ne sont pas convaincus qu'il vaut mieux vivre en paix avec les Palestiniens. On ne peut pas dire, comme le fait une partie de la gauche européenne "qu'ils ont enfin compris". Des types qui ont, pendant des années, envahi et cultivé les terres des autres, détourné l'eau à leur profit, fait sauter les maisons et cassé bras et jambes des Palestiniens, qui agissent comme des terroristes au niveau international, ne peuvent pas changer d'un jour à l'autre. Les Israéliens ont compris, avant tout, que l'Intifada ne pouvait pas être écrasée militairement et que son influence avait pénétré dans toute la société israélienne. La manifestation de 150.000 personnes à Tel Aviv pour célébrer la paix, démontre que l'accord entre les masses palestiniennes et israéliennes est beaucoup plus profond que celui signé à Washington.

Derrière la signature d'Arafat, il faut tenir compte de toutes les contradictions de la direction palestinienne, jointes à toutes les forces de protestation des masses des territoires occupés. La direction de l'OLP, et en particulier le secteur bourgeois, ne savait pas quelle suite donner à la révolte des pierres. Elle s'est saisie de cette occasion pour un accord de paix. Celui-ci est aussi le produit du rapport mondial des forces. D'un côté, il n'y a pas les conditions pour imposer des conquêtes plus grandes contre l'Etat d'Israël; d'autre part, l'impérialisme ne peut plus soutenir Israël à outrance, il cherche à

réduire les frais. De plus, la société israélienne ne supporte plus de vivre pour un objectif purement militaire. Le développement social d'Israël, stimulé par les luttes du peuple palestinien avait besoin de se libérer de ce rôle qui lui était imposé.

C'est ainsi que le gouvernement israélien a trouvé dans les limitations mêmes de la direction de l'OLP, un allié avec lequel partager les incertitudes envers l'avenir. Mais, pour le faire, il a accepté des conditions qui peuvent échapper à son contrôle. Il a ouvert des occasions de rencontres, de discussions entre les populations. C'est la tâche de la gauche, tant israélienne qu'arabe ou palestinienne, de savoir en tirer parti.

On verra bientôt apparaître les problèmes que l'accord n'a pas voulu ou pas pu aborder. La bourgeoisie palestinienne a déjà eu de grandes difficultés à se faire reconnaître comme entité nationale autonome par les autres pays arabes, elle aura encore bien plus difficile à harmoniser les intérêts capitalistes dans des régions regroupant Israël, l'Egypte, la Jordanie, le Liban et Gaza-Jericho. La capacité productive d'Israël se base essentiellement sur le détournement de l'eau au détriment de la Jordanie et de la Syrie et sur l'exploitation de la main d'oeuvre palestinienne à bon marché. Les bourgeoisies plus pauvres, comme celle de Palestine, de Jordanie et du Liban, resteront à l'écart d'un développement capitaliste.

Le récent accord est un événement important pour les Palestiniens car il sera le point de départ de luttes plus profondes pour sélectionner une direction et dépasser les limites de la seule revendication d'un Etat palestinien. Il faut une direction capable d'unifier les luttes de tous les peuples de la région vers une fédération du Moyen Orient, avec un programme commun de production, de développement social, de culture, d'art, avec la participation démocratique de tous les peuples de la région. L'impérialisme et le gouvernement de Rabin ont accepté de reconnaître la direction d'Arafat, en espérant qu'elle puisse, avec la bourgeoisie palestinienne, contenir la volonté de lutte du peuple palestinien.

C'est un défi important pour la gauche palestinienne. Elle doit profiter des meilleures conditions démocratiques qui s'offrent, pour ouvrir un débat en vue d'obtenir plus de terres et plus de droits, non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour tous les peuples de la région. Une véritable paix ne peut se réaliser sous le contrôle de ceux qui ont imposé des guerres constantes, mais doit se construire avec les populations qui doivent partager les terres et la production pour pouvoir développer toutes les énergies culturelles et intellectuelles. Il faut s'appuyer sur la grande expérience et pratique

révolutionnaire du peuple et des mouvements de lutte palestiniens, pour proposer une large discussion sur la fédération des pays révolutionnaires arabes, d'Israël, de la Palestine. A Jericho et à Gaza, on peut faire des expériences de production, mais celles-ci resteront limitées, par contre, la production d'idées est sans limites. Il a fallu des pierres pour affirmer ces idées, mais à présent de profonds mouvements sociaux se sont mis en route et il s'agit de leur donner une orientation socialiste.

La IV^e Internationale Posadiste célèbre, avec le peuple palestinien et le peuple israélien, l'accord du 13 septembre comme un pas important vers des formes supérieures de communication et d'entente entre les peuples de la région, vers des formes socialistes. Le capitalisme mondial voudrait se présenter comme un fauteur de paix, mais il ne fait que répandre la guerre dans le monde. Cet accord, par contre, est un résultat de la lutte des masses palestiniennes. Rabin a dû le signer sous un monceau de pierres.

Les masses du monde, et les masses palestiniennes en particulier, expriment le haut degré de conscience de l'humanité à cette étape de l'histoire. Elles ne se sont pas laissées décourager par le démantèlement des pays dits socialistes, par l'effondrement de leurs directions bureaucratiques. Elles ont maintenu et développé leur esprit de lutte et ont fait plier l'ennemi. Aujourd'hui, Clinton doit apparaître aux côtés d'Arafat, pour garder une certaine influence internationale et intérieure, alors que ce dernier se trouvait du côté de Saddam Hussein contre l'agression américaine. Il faut mesurer la portée des conquêtes et des concessions en fonction des rapports de forces mondiaux.

Quand on arrive à un tel accord, c'est parce que personne n'est en mesure de s'imposer à l'autre: les Palestiniens n'ont pas les moyens politiques ni militaires, mais ils ont une volonté de lutte imbattable. Les Israéliens ont des moyens énormes mais ils n'ont pas la capacité sociale de battre les Palestiniens. Arafat a donné beaucoup de preuves de courage personnel. S'il faut le critiquer, c'est pour les limitations politiques qu'il donne à la lutte des masses palestiniennes: le seul objectif est d'obtenir une patrie palestinienne. Il ne fait pas de distinction entre la bourgeoisie palestinienne et arabe et l'ouvrier ou le chômeur palestinien. La phase qui s'ouvre maintenant, avec des possibilités d'expression démocratiques, peut conduire à une clarification des objectifs en tant que classe. C'est là le défi de la gauche palestinienne, arabe et israélienne.

Le nouveau coup de force de Eltsine et la profonde résistance de l'état ouvrier à la restauration capitaliste dans l'ex-URSS

suite de la page 1

acceptée d'emblée. Les événements, comme si souvent à notre époque, vont plus vite que l'organisation consciente de la direction révolutionnaire.

Les masses n'avaient pas confiance dans ce parlement de Moscou, ce qui ne veut pas dire qu'elles avaient confiance dans Eltsine et sa camarilla, ni qu'elles acceptaient la dissolution du parlement. Le fait le plus notable est que Eltsine n'a pu mobiliser personne, à part sa petite clientèle qui applaudissait à l'expulsion des manifestants de la Maison Blanche. Mais d'un autre côté, les gens voyaient aussi que ce parlement rassemblait un panier de crabes, où se disputaient toutes les tendances et les intérêts concurrents de la bureaucratie convertie au capitalisme, contre celle qui voulait garder ses anciennes prérogatives. Routskoï et Kasboulatov ne représentaient pas la classe ouvrière, ni la défense des soviets, de la démocratie socialiste, ni la lutte pour reconstruire l'URSS. Ils ont aussi fait partie du mouvement de Eltsine lors de son premier coup de force en août 1991. Ils étaient aussi partisans des privatisations "douces", de l'économie de marché. Routskoï a commencé à revendiquer l'Union Soviétique et tout le pouvoir aux soviets, quand il s'est vu acculé au parlement, et cherchait le soutien des ouvriers et des mouvements communistes. Cependant, l'opposition du Parlement à Eltsine et à son gouvernement était aussi le reflet de la situation sociale de la Russie, et de la prise de conscience de l'imminence d'un effondrement économique et social. On a volontairement exagéré la participation des groupes dits "ultra-nationalistes" dans le soulèvement de Moscou, en les traitant de fascistes, pour créer de la confusion. Mais, même ces groupes qui se veulent "défenseurs de la patrie russe" reflètent l'opposition à la politique de Eltsine.

La défense du parlement, menée par les groupes communistes, par une partie des travailleurs de Moscou et venus d'autres villes de Russie, était juste comme tactique, mais insuffisante en soi pour soulever toutes les masses. Même quand on revendique tout le pouvoir aux soviets, il faut exprimer clairement pour quoi faire, quel programme, pour la défense de l'étatisation intégrale de l'économie, de sa planification par les soviets et au bénéfice de toute la population. Défense de l'indépendance financière, militaire, économique de la Russie et reconstruction de l'URSS sur cette base. En commençant par l'unité de la Russie sur la base du pouvoir des soviets. Ni le parlement de Moscou, ni les soviets existants dans les régions autonomes et les républiques ne sont le pouvoir basé sur la démocratie socialiste. Il faut les qualifier comme tels. Routskoï et Khasboulatov sont une partie du vieil appareil de la bureaucratie, tout comme Eltsine et cie.

Les camarades qui se sont lancés avec tant d'abnégation et de résolution dans les manifestations, les barricades et la récupération de la Maison Blanche avaient ces objectifs en tête. Mais ils expriment aussi le manque de préparation antérieure, de confiance en eux de la part du prolétariat dans les usines, les quartiers, pour les suivre massivement: défense du parlement, à bas Eltsine, mais aussi, nettoyage de tout dirigeant bureaucrate et arrogant du type Khasboulatov. Les masses ne voyaient pas clairement que tel était l'objectif de la défense du parlement. C'est une expérience immense toutefois, pour tout le mouvement communiste de l'ex-URSS et du monde entier, qui a été accomplie tous ces jours.

Nous rendons hommage à tous ces camarades, parce que sans leurs mobilisations, leur intervention dans ce conflit, on en restait à une lutte de pouvoirs entre les clans de la bureaucratie. Mais, maintenant, il est apparu clairement aux yeux du monde entier, que Eltsine n'a aucun appui social des masses, qu'il est un putschiste, et que le peuple de l'ex-URSS résiste de toutes ses forces à la destruction de l'Etat ouvrier. Même sans direction, les dizaines de milliers de personnes qui se sont lancées dans les rues de Moscou, représentent et expriment cette résistance des millions de citoyens soviétiques. Ce qui a été le plus frappé, c'est le masque démocratique de Eltsine, celui-ci s'est cassé en mille morceaux.

Il y a un déluge d'informations des télévisions du monde, mais des silences et des vides encore plus grands pour cacher la réalité des faits. Chaque fois que les médias parlaient de mille personnes dans les rues, il fallait multiplier par dix ou vingt. Ils n'ont pas dit un mot de ce qui se passait dans le reste de la Russie, alors qu'il y a eu des mobilisations, des manifestations et des actions de la classe ouvrière dans plusieurs villes. Le conflit entre la camarilla

suite page 6

LA DISCUSSION PREPARATOIRE AU 28^{ème} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

Le projet de manifeste et de statuts qui en découlent, soumis par la direction du Parti Communiste Français à la discussion des militants en vue du 28^e Congrès, soulève un certain nombre de questions.

Les changements dans la structure et le fonctionnement du parti, mais aussi dans l'analyse globale de la situation politique actuelle et des expériences passées, posent des problèmes fondamentaux qu'il est nécessaire d'approfondir. Le texte signé par les sept membres du Bureau Politique qui se situent sur des positions différentes, et que l'Humanité a finalement publié avec beaucoup de réticence le 29 Octobre dernier, soulève quelques uns de ces problèmes mais reste de façon générale très superficiel et très confus. D'autre part, les textes publiés dans la tribune de discussion de l'Humanité expriment, dans leur majorité, un manque certain de capacité à déterminer les éléments essentiels que posent ces nouvelles orientations du parti.

Sans vouloir apparaître comme des donneurs de leçons, il nous paraît indispensable, en tant que communistes, d'intervenir sur certains points du manifeste. Etre communiste aujourd'hui, comme hier, c'est adhérer de façon théorique et politique à des idées, des principes, une morale et des pratiques qui visent à transformer la société, qui ont été développés par Marx et Engels dans leurs grandes lignes, et enrichis par Lénine au moment de la Révolution d'Octobre.

Il est certain que la France est un pays qui a une longue tradition de luttes, mais cette tradition n'est pas suffisante pour générer elle-même un mouvement qui impose des transformations économiques et sociales. C'est ici que se pose le problème de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire de la capacité à tirer profit des faiblesses de la bourgeoisie et des périodes de crise du capitalisme, et à susciter l'élan du mouvement populaire qui va abolir l'ordre actuel et ouvrir la voie à la construction d'une nouvelle société. Tout parti communiste doit alors se donner les moyens nécessaires pour accomplir cet objectif.

Est-ce qu'en modifiant le fond et la forme, le Parti Communiste Français répond aux exigences de la situation économique et politique actuelle, aux besoins de la majorité de la population, et se pose comme la force capable de transformer la société? C'est là que se trouvent les véritables questions que les militants doivent mettre en discussion dans ce congrès.

L'expérience de 1917

L'analyse que le Parti Communiste Français donne de l'expérience de la Révolution d'Octobre de 1917 et de son échec est un élément essentiel de la

discussion et non un point d'histoire sans conséquence. La Révolution d'Octobre a bien triomphé. Elle n'a pas dépassé le capitalisme mais l'a renversé à l'aide d'un parti organisé pour cet objectif. Elle a vécu, pendant les sept premières années de fonctionnement qui ont suivi, l'expérience la plus élevée de toute l'histoire de l'humanité, avec l'intervention pleine et entière de toutes les tendances politiques de gauche (et non pas encore le parti unique), de la population à travers les soviets, de la dictature du prolétariat qui signifiait la forme la plus complète de la démocratie.

Les arguments de la direction du PCF (d'ailleurs relégués à la question n° 2 des textes additifs au manifeste) sont d'une mauvaise foi évidente et une révision de l'histoire qui n'a rien d'innocent. Tout en montrant les obstacles considérables que l'URSS de l'époque devait affronter, il est fait un amalgame entre la période de ces sept premières années conduites par Lénine, et le stalinisme qui a représenté la dégénérescence des principes, des idées, du programme et du fonctionnement du parti. Le stalinisme et l'étatisation deviennent même le produit de la dictature du prolétariat...!

En quelques phrases, la direction du PCF réécrit l'histoire car l'histoire est gênante. La tradition communiste existe effectivement en France et s'est construite à partir du marxisme et de la Révolution d'Octobre, à partir de ces principes qu'on cherche à éliminer aujourd'hui dans le but de donner un nouveau "look" au parti. Si la direction bureaucratique cubaine s'effondre demain comme s'est effondrée la direction bureaucratique de l'Union Soviétique, va-t-on aussi réviser l'histoire de la Révolution Cubaine?

L'écroulement des pays de l'Est n'est pas l'échec de la Révolution d'Octobre, mais celui de son caractère perverti par Staline, qui a été la base de tout développement des pays dits socialistes et des partis communistes du monde entier, y inclus du Parti Communiste Français. Ces pays, que nous appelons Etats ouvriers parce qu'ils représentent une étape transitoire entre le capitalisme et le socialisme, n'étaient que des caricatures du socialisme. Le programme et les principes marxistes qui ont généré ces révolutions ne sont pas à remettre en cause, sinon le rôle et la fonction des directions postérieures qui ont abusé du pouvoir au profit de leurs propres intérêts.

Aujourd'hui s'exprime dans ces pays une immense résistance au retour du système capitaliste, qui représente pour toutes ces populations une force d'oppression et de répression encore plus grande que ce qu'elles subissaient

suite page 6

auparavant du fait de leurs directions bureaucratiques. Déjà en Lituanie et en Pologne, la prise de conscience de ce danger s'est exprimée à travers les élections par le retour du Parti Communiste, et en Russie l'opposition à Eltsine s'étend de plus en plus. Il est nécessaire que ces réalités soient prises en compte dans l'analyse du monde car elles permettent une autre vision du futur communiste de l'humanité.

L'Union de la Gauche et le programme du PCF

La politique d'union avec le Parti Socialiste et le programme commun, qui ont débouché en 1981 sur la victoire de la gauche aux élections, sont également remis en cause par la direction du PCF. Celle-ci "continue la réflexion pour tirer tous les enseignements de cette expérience". Il nous semble important que la

LA DISCUSSION PREPARATOIRE AU 28^{ème} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

suite de la page 5

discussion au congrès porte sur les conclusions de cette période qui n'ont jusqu'à présent toujours pas été tirées, et qui sont en majeure partie à l'origine des divergences entre la direction et les quatre ex-ministres du premier gouvernement de gauche.

L'Union de la Gauche a été un facteur de mobilisation très important. Elle a permis de grandes luttes, parce qu'elle correspondait à une nécessité. L'erreur du Parti Communiste Français a été de mener une politique de discussion au niveau des directions dans un objectif purement électoral. Les militants communistes et socialistes, les syndicats, n'ont pu participer à la discus-

sion ni sur la forme et la tactique de cette union, ni sur le programme commun.

Ce programme comportait un certain nombre de nationalisations, qui pour une part ont été appliquées durant la première période du gouvernement de gauche. Aujourd'hui, le programme du Parti Communiste est en deça du programme de cette époque. On parle du maintien de l'initiative privée et d'un secteur économique privé, d'établir une mixité à prédominance sociale. Il s'agit bien là d'un programme pour "dépasser le capitalisme"... Mais quelle différence y a-t-il entre ce programme et celui qu'applique la social-démocratie depuis des années ?

L'issue à la crise que vit notre société se trouverait dans la démocratie. Mais de quelle démocratie parle-t-on ? Dans le cadre d'un système de type capitaliste, la démocratie est bourgeoise et se borne à donner la parole aux citoyens lors des élections. Il ne s'agit en fait que d'un semblant de démocratie, qui ne met pas sur le même plan tous les travailleurs qui participent au développement économique. La démocratie socialiste, celle qui consiste à faire intervenir l'ensemble de la population sur tous les problèmes, ne peut exister que dans un autre système de société.

Toutes les idées développées dans le projet de manifeste au sujet de la construction d'une société pour l'homme et par l'homme, dont le travail se défait de toute notion aliénante, de toute contrainte d'exploitation, avec le droit au travail, à la connaissance, à l'éducation, à la santé, à une vie digne, ne peuvent co-exister concrètement avec le maintien d'un type de société capitaliste basé sur la concurrence, le profit maximum, l'exploitation. Le système capitaliste doit être éliminé, et il ne peut l'être ni en pratiquant une politique d'aménagement, ni en utilisant la voie électorale. L'expérience du gouvernement de gauche a démontré la différence énorme qui existe entre gouvernement et pouvoir. La direction du Parti Communiste Français a abandonné sa participation à ce gouvernement parce qu'elle ne voulait pas être entraîné par la dérive socialiste, mais aussi parce qu'elle ne voulait pas aller plus loin dans les mesures de transformations économiques et sociales, par peur de l'affrontement.

"Aujourd'hui commence à émerger dans tous les types de sociétés, l'idée, nourrie par l'expérience vécue, que le capitalisme est incapable de répondre positivement aux grandes questions de notre temps". Ceci est une réalité, mais non d'aujourd'hui.

Le Manifeste du Parti Communiste de Karl Marx et Friedrich Engels, paru en 1848, posait à son époque tous les éléments de compréhension du fonctionnement du système capitaliste et de la bourgeoisie, de son incapacité à subvenir aux besoins de la société, de la division de la société en classes antagoniques et de la nécessité de renverser ce système pour construire une nouvelle société. L'évolution de l'économie, la concentration de plus en plus grande de

la production, les grands développements de la science et de la technique, le rejet constant des couches moyennes dans les rangs du prolétariat, la remise en cause des acquis sociaux, tout ceci ne remet pas en question les principes généraux établis par Marx et Engels, mais tendent au contraire à démontrer la validité de leur méthode d'interprétation du monde.

Fonctionnement et centralisme démocratique

La démocratie à l'intérieur du parti, telle que le propose le projet de manifeste, par la confrontation de tous les points de vue, la pluralité des opinions, nécessite de nouvelles pratiques. La discussion sur le centralisme démocratique et son élimination se trouve faussée à la base par le fait que ce concept n'a jamais été appliqué. Ce qui avait cours était un centralisme bureaucratique où la direction définissait les positions politiques qui devaient être ensuite mises en application par les militants. C'est ainsi que la direction du Parti Communiste Français a pu modifier de nombreuses fois sa ligne politique, sans qu'il y ait possibilité de discussion à l'intérieur du parti. C'est ainsi que de nombreux militants ont pu être expulsés du parti dans les périodes antérieures du fait de leurs divergences sur une position ou sur une autre, et que des tendances de fait ont pu se créer récemment, par manque de démocratie interne.

Le centralisme démocratique, au contraire, permet au parti, quand il est effectivement appliqué, de discuter de tous les problèmes, de pouvoir exprimer les opinions différentes, de confronter les idées de tous, mais avec une centralisation des objectifs du parti en fonction desquels sont basés toute la vie et tout le fonctionnement de celui-ci. Si la centralisation de tous dans les objectifs du parti existe, le problème des tendances ne se pose pas.

Par contre, il ne suffit pas de dire ou d'écrire que les anciennes pratiques sont terminées, pour qu'il y ait un changement radical au sein du parti. Les militants, qui pendant des années, ont maintenu la "ligne dure" du parti en utilisant le mépris, la condescendance ou l'exclusion face à des opinions différentes, ne vont pas modifier leur attitude du jour au lendemain. Ceux qui se retrouvent sous l'étiquette de tendances ne vont pas non plus, face à une lutte qu'ils considèrent juste par rapport à leur conception d'un parti communiste, éliminer celles-ci. D'autre part, les anciens militants qui ont rendu leur carte dans les années antérieures et qui ont connu et souffert du fonctionnement d'appareil, ne vont pas se précipiter immédiatement pour travailler au renouvellement du parti. Ce fonctionnement de la démocratie appelle des exigences nouvelles et des pratiques que les militants doivent encore apprendre, mais aussi la nécessité d'un approfondissement.

Le nouveau coup de force de Eltsine et la profonde résistance de l'état ouvrier....

suite de la page 5

de Eltsine et les députés des soviets des républiques, s'est produit partout comme à Moscou.

En outre, il y a l'opposition des pouvoirs régionaux à Eltsine, qui augmente la faiblesse de celui-ci. Pour se les concilier, Eltsine leur a promis d'avance, très démocratiquement, un tiers de la représentation du futur parlement national. Même ainsi, il n'a pas obtenu leur obéissance et a tenté de les dissoudre, de même que tous les soviets des quartiers de Moscou. Dans de telles conditions, quand il y a des centaines de prisonniers politiques, l'interdiction de tout parti se disant communiste, la censure ou l'interdiction des journaux, des syndicats: quelle sera la valeur des prochaines élections!! Celles-ci ne vont rien déterminer, elles vont uniquement servir à donner une apparence de légitimité qui justifie l'appui du capitalisme à Eltsine. Dans les élections antérieures, Eltsine n'avait déjà obtenu que 56% des 50% des participants aux élections. Dans les prochaines élections, il y aura un grand vide. Il y a un double pouvoir de fait, qui va s'étendre. L'expérience que les masses vont tirer de cette insurrection de Moscou, c'est qu'il faut s'organiser plus profondément, à partir des usines et des quartiers, des soviets locaux, régionaux et de chaque république de la Russie, et qu'il faut organiser le parti communiste avec un programme clair de reconstruction de l'URSS, de la démocratie socialiste, de la défense intégrale de la propriété étatisée avec une planification au bénéfice des masses. Le parti ne peut de toutes façons jamais remplacer la vie des soviets, comme elle a existé pendant les 7 premières années de la Révolution Russe.

Il n'y a rien de sûr pour le capitalisme dans les événements de la Russie. D'un côté, ils crient qu'ils vont aider financièrement Eltsine, et de l'autre ils ne font pas grand chose parce qu'ils voient que ce ne sera pas rentable économiquement, et qu'ils n'ont aucune assurance que Eltsine garde le pouvoir. Les dernières élections en Pologne augmentent l'angoisse du capitalisme mondial. Les partis issus de l'état ouvrier, ont gagné les élections et expriment une force sociale très importante de la classe ouvrière, des paysans pour revenir à la structure de l'état ouvrier. Solidarnosc est en liquidation. Aucun parti bourgeois n'a de force. Et cela fait suite au retour du parti communiste au gouvernement en Lituanie, à la victoire électorale de Aliiev en Azerbaïdjan, à l'échec du coup d'Etat de Chevarnadze en Georgie et, surtout, aux nouveaux rapprochements des républiques de l'ex-URSS avec la Russie, au maintien de la Flotte de la Mer Noire sous commandement de l'Armée Rouge. La résistance de la structure de l'Etat ouvrier est très forte. C'est pour cela aussi que cette insurrection de Moscou, même si elle n'est pas parvenue à renverser Eltsine, n'a provoqué aucun sentiment de déroute, d'abattement, ce qu'il en reste c'est l'expérience de ce qu'il faut se préparer mieux, gagner avant tout la confiance et l'organisation de la classe ouvrière pour pouvoir atteindre l'objectif de tout le pouvoir aux soviets et de la reconstruction de l'URSS.

Il faut discuter cela dans toutes les organisations de gauche, des syndicats, des partis, pour aider les camarades soviétiques avec la solidarité internationale et pour se joindre à la défense de ce programme de reconstruction de l'URSS avec la démocratie socialiste.

*Manifeste de la section italienne
pour les élections des 27 et 28 Mars 1994*
.....voir page 3

**LA NECESSITE D'UNE PERSPECTIVE
ANTI-CAPITALISTE
A LA LUTTE SYNDICALE EN ITALIE**
J. Posadas
8 Mars 1981

.....voir page 3

L'OTAN ET SA FONCTION CONTRE- REVOLUTIONNAIRE

La victoire sur le retrait des "persings et des cruise" fut le point culminant du mouvement de la Paix en Europe. Cette victoire a été suivie d'un traité de réduction d'armement classique (notamment les chars). L'effondrement du bloc socialiste a entraîné la fin d'une alternative idéologique: le socialisme contre le capitalisme. Il s'en est suivi une démobilisation des mouvements de la Paix, comme si tous les armements stratégiques de la terre avaient été éliminés. L'amnésie a pris place dans une majorité des directions des mouvements de la Paix et des partis politiques; le danger de destruction de la terre et de ses habitants n'existe plus dans leur mémoire.

La guerre contre l'Iraq montrera le profond désarroi des pacifistes et l'incapacité de se mobiliser contre l'intervention guerrière impérialiste des USA; plus de 300.000 morts en quelques heures avec des armes classiques, 3 fois Hirochima.

Par la suite, une grande partie du mouvement pacifiste choisira deux options: la première: la lutte contre le racisme et la xénophobie, la deuxième: le soutien au principe de l'ingérence humanitaire, qui sert en réalité à couvrir l'impérialisme pour envahir la Somalie, la Yougoslavie, pour imposer le blocus de la Libye, de l'Iraq. Une partie du mouvement de la paix oublie le soutien au peuple du Saharaoui. Ils refusent de dénoncer la politique allemande pour l'éclatement de la Yougoslavie, ils soutiennent une intervention guerrière de l'ONU et l'OTAN; ils taisent la présence en Bosnie de milliers de mercenaires payés par l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, la Turquie etc... Ils ne dénoncent pas la guerre que l'Afrique du Sud et les USA font à l'Angola, où il y a eu plus de 500.000 morts en moins de 15 mois, 5 fois Hirochima. Ils nient les menaces d'agressions des USA sur la Corée du Nord. La liste est immense: Timor, Chypre, le Ruanda, le Burundi, le Zaïre, l'Afghanistan, le Soudan, l'Ethiopie, la Palestine, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, La Grenade, Haïti, l'Irlande du Nord etc... L'état de guerre est toujours vivace, et partout on voit la main des impérialistes américains, français, anglais, allemands, et une accélération des présences directes de l'OTAN.

La volonté des maîtres des médias s'exprime clairement par la manipulation des masses en étouffant une série d'informations (ce n'est pas le sensationnalisme qui détermine l'information, mais la création artificielle du sensationnel dans un but déterminé de couvrir les grandes manoeuvres de ces protagonistes). L'Afghanistan a été en permanence à la une des médias jusqu'au départ des troupes soviétiques. Depuis lors, la guerre clanique et civile fait rage, alimentée par le Pakistan pilier de la politique américaine, par l'Iran, par la Chine (qui est frontalière). Seule comptait pour les médias la défaite de l'Etat soviétique. Aujourd'hui, ils taisent toutes les interventions étrangères. Le chaos est organisé et entretenu par les puissances impérialistes (en premier lieu les USA) dans beaucoup de pays. Le vieil adage "diviser pour régner" est toujours bien vivace.

A travers les guerres de Yougoslavie, de l'Iraq, de la Somalie les médias redorent le blason de l'OTAN. Une bonne partie des militants et d'anciens militants de gauche, d'ONG doutent et souhaitent une intervention militaire de l'OTAN, et l'on voit des objecteurs de conscience responsables d'organisations de Paix et de partis politiques prôner l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie et exhorter nos jeunes militaires à donner leur vie pour la bonne cause. L'OTAN apparaît aux yeux de certains pacifistes et d'une certaine gauche, comme un instrument de Paix.

La guerre civile de la Yougoslavie est l'enjeu du monde capitaliste. Si des puissances étrangères venaient à soutenir les séparatistes de Belgique, Bruxelles serait un Sarajevo, un Beyrouth, nous serions à la une des médias avec des vedettes et hommes politiques portant des enfants agonisants dans leur bras. Pourtant, la plupart des familles de Belgique sont liées à toutes les "communautés", aux réunions de famille dans des circonstances de mariages ou d'enterrements on voit le brassage des "communautés".

Nous ne devons pas tomber dans le piège de la bourgeoisie, qui nous oriente dans ses priorités politiques. Kouchner inventeur de "l'ingérence humanitaire" joue parfaitement son rôle d'agent de la bourgeoisie, en chargeant d'émotion son discours, en entraînant une grande partie de la gauche sur le terrain de cette bourgeoisie.

SUITE PAGE 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

29^{ème} ANNEE - AVRIL 1994 - N° 395 - 20 Francs

Périodique bi-mestriel-Dépot de Bruxelles X
Editeur Responsable: Polet Cl. 62, rue des cultivateurs -1040 Bruxelles

Contre les exclusions sociales, il faut un programme de transformations socialistes

Editorial

Le capitalisme en Belgique, comme dans le reste du monde, ne peut offrir aucune perspective de progrès aux grandes masses de la population. La bourgeoisie présente la crise et l'exclusion sociale de secteurs de plus en plus importants de la population comme une fatalité, de même que les guerres. Mais la grande manifestation du 27 mars, rassemblait cent mille personnes qui disaient "non" à cette fatalité! Cette mobilisation regroupait un très grand nombre de jeunes, venus de tous les coins du pays. Il n'y avait pas de mots d'ordre politiques sur les pancartes et les banderoles, mais le seul fait d'être là si massivement, exprimait la conscience de tous ceux qui manifestaient et de tous ceux qui soutenaient cette action, que la société doit donner une place pour vivre à tout le monde, et que le développement de l'économie, de la science, des capacités humaines permet de réaliser ces aspirations humaines. Cette manifestation intervient à la suite des grandes grèves et des manifestations des travailleurs contre le Plan De Haene, ainsi que les mobilisations des étudiants du secondaire qui voient se réduire les accès aux études supérieures et les débouchés professionnels.

En même temps, les luttes se poursuivent dans les entreprises, des usines Boel à Philip Morris, dans les grands magasins, partout, les travailleurs affrontent les décisions patronales de fermetures, de restructurations, de licenciements. Ce sont des mouvements qui vont plus loin que tout ce que fait et propose

la direction du PS-SP ou des syndicats. Ils expriment aussi que les masses sont et restent toujours disposées à lutter, même si le Plan De Haene s'applique morceau par morceau.

Ce Plan lui-même est déjà remis en question par les principaux dirigeants capitalistes qui le trouvent insuffisant et qui invoquent à nouveau le manque de compétitivité de l'économie belge pour exiger de nouvelles mesures d'austérité, de nouvelles coupes sombres dans les conditions de travail. La FGTB comme la CSC ont rejeté ces dernières conclusions du Conseil Central de l'Economie. En effet, c'est une spirale descendante qui entraîne les travailleurs vers une profonde régression sociale: à peine le gouvernement belge a-t-il pris des mesures pour "rétablir la compétitivité" que les autres gouvernements d'Europe ont fait de même. Les plans De Haene s'appliquent en France, aussi bien qu'en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Angleterre ou en Hollande. Et tout le capitalisme européen se trouve confronté à la concurrence furieuse des Etats-Unis, du Japon et des autres pays asiatiques.

Par ailleurs, la FEB veut imposer un nouveau cadre légal, qui empêcherait les travailleurs de partir en grève interprofessionnelle, en mouvements de solidarité, qui obligerait chaque personne à signer dans son contrat d'engagement une acceptation de ne pas faire grève, qui interdirait les piquets de grève, et mènerait les travailleurs devant des tribunaux de droit commun pour chaque fait de grève. C'est pratiquement une déclaration de guerre au mouvement ouvrier. C'est aussi le constat que l'époque de la concertation sociale est pratiquement close.

Dans cette situation, le Parti Socialiste et la FGTB doivent faire un changement de cap en profondeur. Il faut bien tirer la conclusion que le capitalisme ne s'est pas

**La situation dans
l'ex URSS après
les élections
de Décembre 1993**

voir page 5

suite page 2

Contre les exclusions sociales, il faut un programme de transformations socialistes

.....suite de la page 1

laissé réformer, ni améliorer et que la lutte pour le socialisme, pour déloger le capitalisme du pouvoir et pour des transformations sociales est à l'ordre du jour. Cette lutte doit se mener au travers d'un front unique de tous les travailleurs du pays, d'un front des partis et des syndicats, d'un front des travailleurs, des étudiants et de tous les exclus de la société capitaliste.

Maintenant on constate l'échec des négociations patrons-syndicats au plan national, le même échec au plan des différents secteurs économiques et on se rabat sur les "plans d'entreprises" à négocier entreprise par entreprise pour essayer de sauver ou de gagner quelques postes de travail. Ces plans d'entreprises sont voués à l'échec comme le reste, car ils ne sont qu'un moyen pour le patronat de faire passer des mesures de "flexibilité" de toutes sortes, tandis que le maintien ou l'éventuelle augmentation des postes de travail ne sont garantis nulle part. La FGTB n'a même pas obtenu une loi permettant de généraliser la semaine de 38 heures dans tout le pays. Pourquoi ce mot d'ordre n'a-t-il pas été au centre de l'action face au Plan De Haene? il faut le maintenir et proposer une réduction plus importante du temps de travail: les 32 heures partout, sans perte de salaires et avec embauche compensatoire: c'est la seule réponse que le mouvement ouvrier peut proposer maintenant que toute concertation sociale est morte.

Cette situation n'est pas particulière à la Belgique. Dans toute l'Europe, les travailleurs, les jeunes, se mobilisent contre des mesures similaires du patronat et des gouvernements. Ce sont des millions qui descendent dans la rue, de l'Espagne à l'Allemagne pour les mêmes problèmes, pour les mêmes revendications. Le front unique des travailleurs européens se développe dans les faits et doit trouver son expression syndicale et politique dans un front des syndicats et partis de gauche européens.

POUR L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET SYNDICALE

Le PS se débat dans une crise importante qui exprime d'une part la corruption et l'abandon de toute idée socialiste de la part de certains dirigeants, mais de l'autre, la grande pression des masses socialistes, des travailleurs et des militants pour un renouveau socialiste dans le pays. La corruption de dirigeants PS et SP ne sont pas un phénomène nouveau. Mais aujourd'hui, la droite fait son offensive "mains propres", en espérant, comme en Italie, affaiblir le Parti Socialiste, en détourner les électeurs et occuper tout le pouvoir directement. Elle fait cela aussi parce que le Parti Socialiste ne sert plus à la bourgeoisie pour contenir ou détourner les révoltes des travailleurs. Au contraire, la montée des mobilisations et des luttes qui s'est traduite par une radicalisation du mouvement syndical, produit et étendra ses effets sur tout le mouvement socialiste qui peut devenir un centre d'opposition au capitalisme du nord au sud de la Belgique.

Il faut chasser tous les dirigeants corrompus du Parti Socialiste, et organiser un contrôle permanent de la base sur le Parti. C'est aussi important de discuter un programme pour changer la société capitaliste et montrer que l'alternative est possible, avec un gouvernement de gauche qui défend et étend les services et les entreprises publiques, qui réduira drastiquement les budgets et les dépenses militaires, qui établira un plan pour le développement social de toute la population et pour mettre l'économie au service des gens. On a beaucoup parlé du "scandale" des commissions offertes par Agusta au PS et à quelques-uns de ses dirigeants, mais le principal à discuter pour la gauche socialiste et syndicale, c'est

le fait scandaleux que des dirigeants socialistes se chargent de l'armement de la Belgique, se posent en responsables des opérations militaires de l'ONU et de l'OTAN auxquelles participe l'armée belge! Tous ces milliards de francs devraient servir à l'enseignement, au logement, au développement économique en faveur de la population au lieu de servir pour des opérations de guerre auxquelles les socialistes donnent leur caution au nom de

"l'ingérence humanitaire". Il faut remettre à l'honneur les traditions antimilitaristes et anti-otaniennes des socialistes. La base essentielle de la corruption des dirigeants, c'est l'abandon et la perte de confiance dans les idées socialistes et l'absence de vie démocratique dans le Parti et dans le mouvement syndical qui permettrait de dénoncer les corrompus, de critiquer et de contrôler l'action des dirigeants et de défendre l'intégrité du programme pour changer la société. Pour cela, c'est important de pouvoir organiser la tendance de gauche qui redonnera confiance et une perspective politique aux travailleurs et une continuité de toutes leurs luttes contre le Plan De Haene.

L'OTAN et sa fonction contre-révolutionnaire

.....suite de la page 1

Quelle est cette OTAN qui prône la Paix? L'OTAN est une des plus grandes machines de guerre de tous les temps, avec des fusées intercontinentales à têtes nucléaires multiples, des fusées de portée moyenne à tête nucléaire (française), d'armes chimiques et biologiques, de sous-marins nucléaires équipés de fusées à tête nucléaire, d'armées terrestres, marines, aériennes les plus puissantes du monde capables d'anéantir toute vie humaine sur la terre.

L'OTAN avait comme fonction officielle de sauvegarder les frontières de l'Europe occidentale contre toutes invasions venant de l'ex-URSS. En réalité, sa fonction était bien plus étendue, notamment celle d'empêcher tout renversement du capitalisme et son remplacement par une société socialiste; la révélation de GLADIO en est la preuve, le coup d'état des colonels grecs a été organisé et soutenu par l'OTAN. Aujourd'hui l'OTAN peut intervenir légalement sur n'importe quel point de la planète (légalité auto-octroyée). L'Allemagne membre de l'OTAN ne pouvait intervenir constitutionnellement en dehors des frontières de l'OTAN, elle a modifié sa Constitution et renié ses obligations à ne pas devenir une puissance militaire, pour intervenir en Somalie, en Yougoslavie et plus tard ailleurs.

Les puissances de l'OTAN se tâtent, expérimentent avec la Yougoslavie le moyen de pouvoir intervenir directement dans les conflits de l'ex-URSS. Le conflit est avivé par l'aide en matériel, par des Etats intermédiaires tels la Turquie, l'Iran, le Pakistan à travers l'Afghanistan. Les puissances de l'OTAN n'ont aucune confiance dans l'ex-URSS, ils pensent à juste titre que le retour au socialisme est possible. IL n'y a que dans la gauche occidentale que l'on pense le contraire. Le danger d'une guerre de l'OTAN préventive n'est pas à exclure, vu que l'équilibre de la terreur est rompu. Dans l'Etat-Major, ces plans de guerre sont virtuels.

L'abandon par la gauche des luttes contre l'OTAN, contre l'impérialisme américain, qui l'ont mobilisée pendant plus de quarante ans, fait courir le risque de s'aligner sur l'impérialisme dans le cas d'une prochaine guerre mondiale.

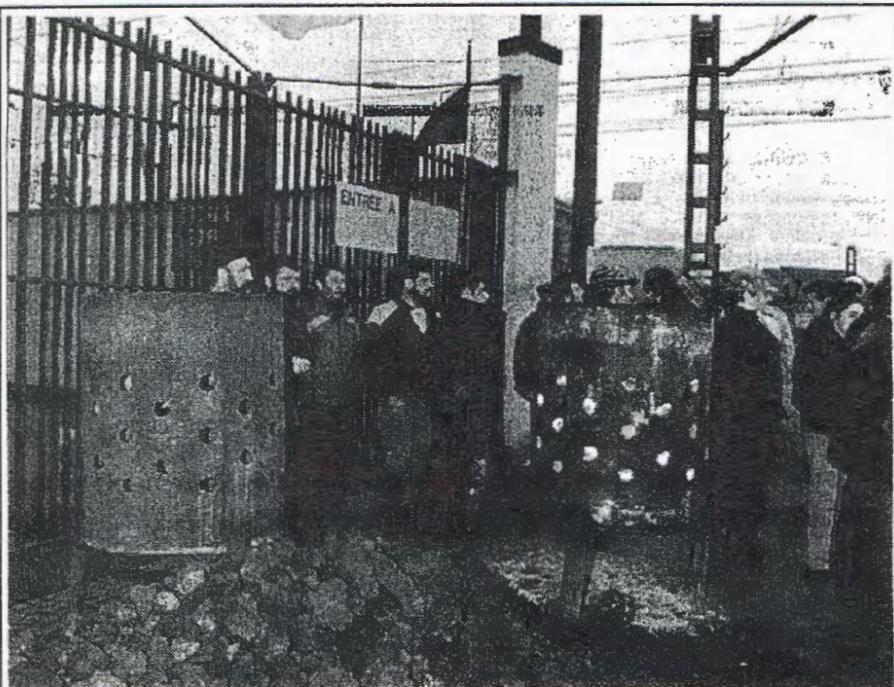
Quant à la première option: se lancer à corps perdu dans la lutte contre le racisme et l'extrême droite, en omettant que la cause première en est la crise économique du capitalisme, cela laisse croire que cette lutte est purement morale. Dès lors, on cherche à entraîner une large partie de la population contre la seule extrême droite, alors que c'est le capitalisme qui en est la source. La classe politique est ambiguë et en concurrence électorale avec l'extrême-droite.

Les partis et la mouvance d'extrême droite sont dangereux pour les droits de l'homme, mais ils sont aussi extrêmement dangereux pour la Paix. Mais quand un Landbergis, un Tudjman, un Eltsine, un Izetbegovic, un Walesa émettent un discours raciste, xénophobe, les médias taisent cet aspect, et la gauche leur emboîte le pas parce qu'elle-même défendait des positions anti-Etat ouvriers. En Europe, seul le discours de l'extrême droite est mis en exergue. Pourtant, l'histoire montre que beaucoup d'hommes politiques rallient par opportunisme ces idées ou adhèrent à ces partis d'extrême droite à un moment déterminé.

Il n'y a pas de bons racistes et xénophobes. Le racisme et la xénophobie font bon ménage avec la guerre et sont une base nécessaire pour la réaliser.

La lutte antimilitariste favorise la recherche de l'entente entre les peuples et les nations, donc cette lutte est marquée par un besoin de l'amour des gens.

La lutte pour la Paix, le désarmement, et contre l'OTAN doit être un objectif fondamental.



Les travailleurs de Buel restent en grève pour protester contre les licenciements. Photo Visio-Press.

LA NECESSITE D'UNE PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE A LA LUTTE SYNDICALE EN ITALIE

J.POSADAS

8 Mars 1981

Il n'y a pas crise des syndicats mais crise des directions syndicales qui ne répondent pas avec un programme anticapitaliste au besoin de progrès du mouvement ouvrier. Voilà la crise qui existe et qui s'exprime dans un affrontement entre la base ouvrière et la direction syndicale qui cherche à imposer sa domination toute-puissante pour l'empêcher de s'exprimer. En Italie, la direction syndicale impose que 25% des délégués soient élus par le syndicat. Au nom de qui et pourquoi ? C'est la classe ouvrière qui doit élire ses dirigeants, sinon c'est la direction qui s'élit elle-même.

Les directions syndicales n'ont aucune résolution, aucun plan qui correspond aux besoins de la crise du capitalisme mondial et du capitalisme italien. En pleine crise, elles proposent de prendre des mesures pour rendre la situation plus saine, ce qui est absurde. Elles n'adoptent pas de positions logiques, mais veulent que le capitalisme, qui est en train de mourir et qui participe à chaque moment à des escroqueries comme celles de Caltagirone, ait un bon comportement par rapport aux besoins des gens. Le capitalisme est logique par rapport à ses propres besoins et non par rapport à ceux des gens, et le capitalisme en Italie signifie les escroqueries et les bases militaires nord-américaines qu'il veut installer et qui vont l'obliger à consacrer plus de 40% de son budget à maintenir les dépenses de guerre. Cela signifie qu'il y aura plus de chômage parce que ces dépenses vont être payées par la population sous mille formes : impôts, augmentation des prix, etc...

Les syndicats devraient avant tout voir quel est l'état du système capitaliste. Par contre, ils font certaines planifications, comme par exemple réclamer des augmentations de salaires, alors que le capitalisme ne peut pas le faire. Ils cherchent alors par tous les moyens, par toutes sortes de collaborations, à ce que le capitalisme ait ces moyens et la possibilité de faire des concessions. Ils donnent de l'oxygène au capitalisme qui se meurt. Ce qu'ils proposent pour la résolution de tous les problèmes est un arrangement quant au besoin de compétitivité du système capitaliste italien avec le reste des pays capitalistes du monde. Ils n'affrontent pas le système capitaliste, et aujourd'hui on ne peut développer aucun programme syndical pouvant avoir des perspectives sans affronter le système capitaliste, sinon on finit par s'adapter à celui-ci.

Le capitalisme italien a besoin d'éliminer plus de 10 ou 15% de la main d'oeuvre actuelle, et doit augmenter les prix et non les salaires pour accroître ses profits et permettre ainsi à l'Etat d'utiliser une plus grande part de ce profit aux dépenses de guerre. On voit cela à la façon dont la production s'organise, et dont l'élément le plus déterminant est le volume et la rapidité de la production, quelle que soit la méthode et quel que soit le système. Si auparavant on fabriquait cent fusils en une heure, on doit en fabriquer maintenant deux cents, et si avant on le faisait avec dix ouvriers, on doit le faire aujourd'hui avec cinq. Cela veut dire que le coût de la production baisse, que le profit aug-

mente, permettant d'investir plus dans la guerre. Mais ceci provoque en même temps une diminution de la consommation nationale, c'est-à-dire que les gens consomment moins de choses. Alors, quand on pose l'augmentation de la production, il y a une question qui surgit immédiatement : pour qui, si la consommation diminue ?

La crise du capitalisme ne vient pas du manque d'accroissement de la production, mais c'est la crise d'un système basé sur le profit. Le capitalisme n'est pas en crise parce que les ouvriers produisent peu ou ne vont pas travailler. Fiat ne vend plus d'autos parce qu'il n'y a plus de marché et parce que les pays qui s'incorporent au marché mondial n'entrent déjà plus strictement dans le marché capitaliste mais dans un marché moitié capitaliste, moitié Etat ouvrier ou en voie de l'être. Cela signifie que la perspective du plan, du programme de production et de développement du capitalisme se

trouve freinée ou rejetée par l'avance de la révolution dans le monde, qui s'exprime nationalement dans cette crise de l'économie. Face à cela, quel est le programme qu'il faut appliquer ? C'est celui qui assure la vie des gens et non la vie du système capitaliste. Par contre, les syndicats n'ont ni une critique, ni un programme critique au système capitaliste. Assurer la vie des gens par exemple signifie diminuer les heures de travail non à 35 mais à 30 heures. Si les entreprises disent qu'elles ne peuvent supporter une telle réduction, il faut poser que les ouvriers ne peuvent supporter cette façon de vivre. Alors, si le patron ne le supporte pas, qu'on exproprie l'entreprise, qu'on l'étatise et qu'on la fasse travailler.

C'est un droit naturel que l'augmentation de la technique - qui s'exprime dans l'augmentation de la production et de la qualité de celle-ci - aille au bénéfice de la population et contribue à diminuer les heures de travail, à augmenter le repos, ce

qui par conséquent signifie augmenter le niveau de vie et le progrès de la vie. Les syndicats ne tiennent pas compte de cela, ils voient seulement ce que cela signifierait pour le patron. La diminution des heures de travail est une nécessité, indépendamment de la situation. A l'augmentation de la technique correspond une diminution des heures de travail, sinon la technique n'est qu'une concentration des bénéfices du progrès de la société et de l'intelligence humaine au seul profit du patron qui l'utilise pour lui. Ceci est complètement irrationnel. Les syndicats ont la politique de respecter celui qui possède. Et que possède le patron ? : l'usine. Mais les ouvriers ont la vie. Le patron ne perd que son usine, mais les ouvriers y perdent la vie, et il s'agit là de milliers et de milliers de personnes. La mentalité des dirigeants syndicaux est qu'ils ne conçoivent pas une société sans patron, sans propriété et sans quelqu'un qui dirige. Cela ne veut pas dire qu'ils acceptent le système capitaliste, mais que pour eux doit exister un système dans lequel il y a toujours quelqu'un qui dirige, qui commande, et où ils se trouvent en position d'intermédiaires.

Il faut faire en sorte que la classe ouvrière participe, intervienne, en proposant un programme de production, des avantages sociaux et de meilleures conditions de travail. Ils disent qu'en Italie le coût de production est très élevé et que les ouvriers en sont responsables. C'est un mensonge : si on élimine toutes les escroqueries qui existent, tous

suite page 4

Manifeste de la section italienne pour les élections du 27 et 28 Mars 1984

**VOTER POUR L'ALLIANCE PROGRESSISTE AFIN DE BATTRE LA DROITE
DANS LA PERSPECTIVE D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE
QUI DONNE UNE REPONSE A LA CRISE CAPITALISTE!**

La section italienne de la IVe Internationale Posadiste appelle tous les travailleurs, les femmes, les jeunes, toute la population à voter massivement le 27 et 28 mars pour les candidats progressistes, quel que soit leur courant politique. Il faut arrêter et battre les droites, sous tous leurs déguisements, car elles représentent les intérêts et le programme du capitalisme dit "pur", c'est-à-dire la tentative de détruire tout ce qui subsiste encore des conquêtes sociales durement obtenues par les travailleurs après des années de luttes et de sacrifices.

Ces élections ont lieu à un moment crucial de l'histoire du pays. Il y a une tentative d'utiliser l'écroulement des partis traditionnels, la crise économique, l'ouragan des "mains propres", pour démolir, au moyen du mécanisme du scrutin majoritaire, ce qui subsiste encore de "l'Etat social". La confusion politique est entretenue volontairement, et vise à décourager la participation et l'union des couches populaires, et à présenter le "capitalisme pur" comme seule voie possible.

Mais pour démentir cela, il suffit de regarder le monde: les tenta-

tives d'introduire le capitalisme dans les pays de l'Est et dans l'ex-URSS produisent des désastres, le tiers-monde est écrasé par les politiques dites libérales, qui ont mené à la dollarisation du Pérou, de l'Argentine, à la recolonisation du Mexique par le marché commun avec les Etats-Unis. Le "nouvel ordre économique mondial" n'est qu'un ordre de guerre, de chômage, de misère, de xénophobie.

La réunion du G7 à Détroit à propos des problèmes du chômage dans le monde est un échec total. Il est clair que le système capitaliste ne donnera jamais de réponse à ce problème, ni à tant d'autres! Les propositions lancées par le G7 ne sont que de la poudre aux yeux, pour essayer d'empêcher la rébellion des millions de chômeurs.

Il ne faut pas se laisser prendre par la propagande des "rénovateurs" démagogues et des faux prophètes de l'efficacité de l'initiative privée. S'il y a 10.000 ouvriers de plus licenciés à la FIAT, et des milliers d'autres en chômage technique, si on ferme des centaines d'entreprises, ce n'est pas la faute de l'Etat. C'est parce que les leviers de commande

étaient aux mains d'une clique corrompue et clientéliste, qui défendait des intérêts privés, capitalistes.

Les scandales qui emportent des industriels, des fonctionnaires, des dirigeants politiques de la bourgeoisie, de la Démocratie Chrétienne et du Parti Socialiste, ne sont pas le fruit du hasard. Tout le monde savait que ces gens étaient des criminels et des voleurs et tout le monde sait aussi que la classe ouvrière, les employés publics n'ont rien à voir avec ces scandales. Tous ces vols sont la conséquence, non de la corruption d'un individu ou un autre, mais de la logique du système capitaliste, d'un Etat qui défend les intérêts privés. Alors, pourquoi faut-il, au nom de la lutte contre la corruption, favoriser les entreprises privées aux dépens des structures publiques? Si les privatisations se multiplient, il ne sera pas possible de prendre le contrôle de l'économie, qui restera dans les mailles du "marché", et cela veut dire: chômage massif, exploitation à outrance des jeunes, exclusion des femmes, des travailleurs plus

suite page 6

les vols, on peut baisser le coût de production de 20%. Comment peut-on dire que les ouvriers sont les coupables ? Les ouvriers ont un niveau de vie qui signifie pauvreté et misère, comme le montrent ceux qui vivent dans les zones où il y a des tremblements de terre.

Le problème est que les syndicats n'ont pas de programme pour résoudre la crise du capitalisme, ils veulent résoudre les problèmes en aidant le capitalisme à trouver des solutions par rapport à ce qu'il faut produire, comment le produire et comment diminuer le coût de production. Il n'y a aucune solution ainsi. La solution doit se baser dès le début sur l'étatisation, il n'existe pas d'autre moyen d'affronter la crise. L'Italie pourrait produire par exemple de 30 à 40 millions de tonnes d'acier, mais ne doit en produire que 24 millions selon les accords de la CEE. Elle pourrait produire du sucre pour toute l'Europe et doit l'importer. Elle pourrait trouver de la viande à moitié prix en dehors de la CEE, en Argentine ou en Roumanie, et ne peut le faire. Cela signifie que la CEE est une multinationale menée par les grands consortiums qui orientent la politique en fonction des grands investisseurs, des grandes industries, qui planifient le volume de la production pour empêcher un excès de marchandises pouvant entraîner une baisse de prix et une diminution du profit.

Face à cela, que font les syndicats ? Ils veulent que la bourgeoisie locale s'y oppose, tout en continuant à faire partie de la CEE. C'est impossible, il n'y a aucune solution à l'intérieur du capitalisme, et les pays qui supportent la récession comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, le font au prix d'un endettement fantastique de l'Etat. En Allemagne, par exemple, l'Etat a des dettes immenses vis-à-vis des capitaux privés. Les capitalistes, qui sont les bénéficiaires de ces dettes, ont donc un moyen de pression constant sur l'Etat. Et si l'Etat leur fait quelques menaces, les capitalistes présentent immédiatement la facture. Face à cette crise du capitalisme, les communistes et les syndicats posent qu'il faut améliorer la situation. On peut bien sûr l'améliorer, mais non la transformer. Les syndicats en Italie demandent l'augmentation de la production, mais qui achète ? Lama, Carniti et Benvenuto sont très préoccupés par la façon de diminuer le coût de production, tout en faisant travailler plus les ouvriers. Alors, le syndicat s'oriente vers un processus de critiques et de persécution vis-à-vis de l'absentéisme, au lieu de mener une grande campagne contre les vols commis contre l'Etat (comme ceux de Caltagirone) qui sont la cause de l'accroissement du coût de la production.

Aucun dirigeant syndical, ni même les communistes, n'ont de réponse à tous ces problèmes. Il faut donner une réponse sociale à la crise sociale du système capitaliste qui s'exprime au niveau de l'économie. Elle est sociale parce que les problèmes qui existent affectent les gens, mais il n'y a pas de direction politique pour y répondre. Si en Italie on faisait un plan de développement du pays, il manquerait au moins 3 millions d'ou-

La nécessité d'une perspective anticapitaliste à la lutte syndicale en Italie

J. Posadas

suite de la page 3

vriers pour mener à bien tout le travail à accomplir.

La réglementation des grèves limite l'expression du mouvement ouvrier

Il faut rejeter la proposition des syndicats sur l'autoréglementation du droit de grève. Il ne doit y avoir aucune réglementation, l'unique façon de réglementer les grèves se fait à travers les assemblées ouvrières. Si les directions syndicales réglementent les grèves, elles vont entrer dans un conflit terrible avec des secteurs de la classe ouvrière et vont impulser la création de nouveaux groupes, mouvements et syndicats autonomes. (Note de la rédaction : en Italie, dans les services publics, existent des syndicats autonomes, contre lesquels s'adresse ce projet de réglementation). A quoi sert la réglementation ? Ces directions répondent : pour que les services publics indispensables ne soient pas interrompus par les grèves. Le pays ne souffre pas de cela mais du manque d'attention vis-à-vis des victimes des tremblements de terre, des vols, des escroqueries. C'est par rapport à ces problèmes que les syndicats doivent lancer une campagne, appelant au front unique.

Les ouvriers doivent déterminer eux-mêmes le moment des grèves, ce sont eux qui s'autoréglementent, c'est l'assemblée ouvrière qui détermine quand faire la grève. La réglementation des grèves est une mesure monstrueuse, exclusivement au bénéfice du capitalisme. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent voir quand ils font ou ne font pas grève, non pour établir une réglementation mais en fonction du degré de conscience et des besoins existants. L'Italie est fragmentée en mille morceaux, chaque secteur du mouvement ouvrier reçoit quotidiennement un coup qui signifie un recul de son niveau de vie, de ses droits démocratiques, politiques et syndicaux. S'il n'y a pas de réponse centralisée de la part des communistes et des syndicats, les réponses sont alors fragmentées et plusieurs petits syndicats apparaissent, qui ont la détermination pour mener la grève et triompher parce qu'ils sont indispensables dans l'appareil de l'Etat. Les services publics ne sont pas des secteurs à part, séparés du reste du mouvement ouvrier, mais ils surgissent de la nature même de la production en Italie. Ce sont des secteurs que le capitalisme achetait avant à peu de frais, mais maintenant celui-ci ne peut plus le faire car ils se mettent en grève. Comment peut-on leur imposer de ne pas faire grève ? Leur imposer cela signifie une rupture avec le mouvement ouvrier. Ce qu'il faut voir c'est pourquoi ces secteurs ne sont pas à l'intérieur des puissantes centrales syn-

dicales. Ils ne manifestent pas ainsi leurs mauvaises intentions, mais leur rejet de la politique conciliatrice des directions syndicales. S'il y a des conflits entre les centrales syndicales et ces syndicats autonomes, il faut chercher l'unification en instaurant le droit de chaque tendance à exister et à s'exprimer. Cette position serait infiniment meilleure au lieu qu'ils se retrouvent seuls comme maintenant, parce que cela permet à la bourgeoisie de manoeuvrer, d'utiliser l'un contre l'autre, de céder à l'un contre l'autre. Trouver le moyen de construire un mouvement centralisé au niveau syndical est donc essentiel.

Les centrales syndicales ont appelé ces syndicats autonomes à se centraliser, mais ces derniers ne l'acceptent pas car la politique des centrales ne les intéresse pas. Il faut donc qu'il y ait liberté de tendances dans les centrales syndicales. Ceci ne signifie pas donner le droit à n'importe quel fou de parler, mais donner le droit à toutes les tendances d'exprimer leur opinion. Si les dirigeants syndicaux demandent la liberté, la démocratie en URSS et dans les Etats ouvriers, comment la classe ouvrière ne va-t-elle pas demander la liberté de tendances dans le parti communiste et dans les syndicats ? Mais cette liberté de tendances doit se faire à l'intérieur de la lutte anticapitaliste. Il faut permettre à la classe ouvrière de s'exprimer, de donner son opinion, de se former politiquement, voilà ce qui influencera les syndicats autonomes. Si on ne peut influencer la direction de ces syndicats, il faut influencer et attirer leur base. L'existence de ces syndicats et de ces secteurs différents est le résultat de l'économie italienne, chose qui ne se passe pas dans d'autres pays capitalistes où existe une centralisation plus grande de l'industrie. Par contre, l'Italie a une méthode de production arriérée, qui crée une quantité énorme de courants et de tendances. Cela vient également de la maturité politique du peuple italien qui attire des couches élevées de techniciens et de professions libérales.

L'économie italienne n'est pas la même que la française, l'allemande ou l'anglaise, c'est une économie très atomisée. Cela permet alors la création de tous ces secteurs, qui se développent par exemple dans les chemins de fers, parmi les techniciens, qui voient les vols et les escroqueries qui se font tous les jours et qui posent : pourquoi n'allons-nous pas demander plus d'augmentations de salaires et plus d'avantages à l'Etat ? En formulant ces demandes, ces secteurs ne sentent pas qu'ils volent les ouvriers et le peuple, mais qu'ils prennent de l'argent de l'administration de

l'Etat, et que d'un autre côté cet argent ne sera pas volé par des types comme Caltagirone. Voilà leur raisonnement, c'est pour cela qu'ils lancent des grèves en réclamant des augmentations, et une grande partie de celles-ci ont du succès parce qu'elles répondent à un certain besoin que les syndicats ne représentent pas.

Poser la réglementation des grèves de ces syndicats autonomes est absurde. On ne peut jamais demander à la classe ouvrière qu'elle se soumette à la direction du système capitaliste. Si au sein du mouvement ouvrier existent des divergences, ce qui est logique, on doit par la suite les dépasser mais on ne peut jamais poser de les résoudre en se soumettant à l'intérêt du système capitaliste. Demander la réglementation des grèves signifie favoriser et amplifier les conditions pour l'existence de types comme Caltagirone. Ceux-ci ont volé l'équivalent de budgets entiers de l'économie italienne. La richesse de production du peuple italien ne peut s'exprimer dans l'état actuel de l'économie parce que cette richesse est prise par ces voleurs.

Les syndicats parlent d'en finir avec l'absentéisme, mais les ouvriers qui se portent malades pour ne pas aller travailler ne peuvent être considérés comme des absentéistes. Une partie d'entre eux agit ainsi pour effectuer un autre travail, ce qui signifie qu'ils n'ont pas assez pour vivre ou qu'ils veulent un meilleur niveau de vie. Mais les ouvriers dans leur majorité ne vont pas travailler parce qu'ils sont épuisés par le travail. Il faut donc porter attention non à l'absentéisme mais au crime que commettent les patrons par rapport aux hommes et aux femmes qui travaillent. Il faut mener une campagne contre cela, contre les très mauvaises conditions de travail et non contre ceux qui manquent le travail. C'est un mensonge de dire que l'absentéisme altère le coût de production. Il suffit de comparer avec les vols commis par les Caltagirone pour se rendre compte que l'absentéisme n'est pas le véritable problème. Il faut se demander ensuite en quoi la vie de ces ouvriers qui ont manqué le travail s'est améliorée ? Le niveau de vie n'a pas du tout augmenté, bien au contraire, et ceci s'exprime dans la façon de vivre des gens qui ont souffert du tremblement de terre et qui se retrouvent face à la complète indifférence de l'Etat capitaliste italien.

Les syndicats doivent discuter un programme de changements de structures. Ils peuvent obtenir certaines améliorations de salaires, mais au prix de mille licenciements. Cela veut dire que l'augmentation des salaires n'est déjà plus une conquête. Comment celle-ci va-t-elle représenter une conquête si elle correspond à un accroissement du chômage ? Les licenciements, en plus d'être un coup au niveau de vie de la population, sont un coup à la cohésion et à la force du mouvement syndical parce qu'ils excluent des milliers de personnes. Une des choses que cherche à faire le capitalisme est d'affaiblir la force concentrée du prolétariat. Face à cela il n'y a pas de solutions partielles, il faut lutter pour des conquêtes de salaires

suite page 6

La défaite de Eltsine aux élections de décembre 93, la libération de tous les détenus du mois d'octobre sur décision de la douma, l'intervention de l'Armée rouge, même casquée de bleu, pour trouver un compromis qui n'aille pas contre les Serbes en Yougoslavie et retardant une intervention armée directe de l'OTAN, l'appui de la Russie à la Corée du Nord se basant sur un accord du temps de l'Union Soviétique: tous ces événements se sont déroulés dans les quelques mois qui ont suivi le massacre de la Maison Blanche d'octobre qui devait marquer une victoire de la clique de Eltsine contre les soi-disant conservateurs.

C'est Eltsine et sa politique de restauration capitaliste et d'inféodation à l'impérialisme américain qui sont battus en brèche. Les résultats des élections du 12 décembre 93 n'ont fait qu'accroître les difficultés du gouvernement pour poursuivre les réformes. Le capitalisme mondial a gonflé l'importance des voix obtenues par le parti de Jirinovski, le qualifiant de fasciste, le présentant comme un épouvantail, pour justifier son appui à Eltsine, soi-disant représentant de la démocratie en Russie. En réalité, plus de la moitié de la population en mesure de voter n'a pas participé à ces élections. Parmi les votants, Jirinovski a obtenu 23% des voix, mais le Parti Communiste et le Parti Agraire en ont obtenu plus de 20%.

C'est cet aspect-là qui est le plus important des élections, alors que les mouvements de gauche intervenaient dans des conditions très difficiles, avec de nombreux dirigeants en prison, avec des centaines de personnes massacrées lors du coup de force de Eltsine contre le Parlement, avec plusieurs organisations communistes interdites. Jirinovski exprime, de toutes manières, une opposition à l'impérialisme et à la restaura-

La situation dans l'ex-URSS après les élections de Décembre 1993

tion capitaliste. Une partie des militaires ont voté pour lui, pour les points de son programme proposant la défense de l'industrie militaire, le relogement de tous les militaires renvoyés des ex-républiques soviétiques, et la défense des intérêts russes contre l'Occident impérialiste.

Il exprime un mouvement tout-à-fait transitoire dans le processus de l'ex-URSS, dû à l'absence d'un grand parti communiste dans l'ex-URSS, capable de donner confiance dans la perspective de la reconstruction de l'Union Soviétique et de sa fonction révolutionnaire dans le monde. Les medias occidentaux ont gonflé Jirinovski pour qu'il serve de faire-valoir négatif à la clique de Eltsine, qui signifie, elle, tout ce qu'il y a de plus anti-démocratique!

En effet, la nouvelle Constitution que Eltsine a imposée dans ces élections, lui accorde des pouvoirs importants et réduit à rien le rôle du parlement. Malgré cela, ce parlement se reconstitue comme une force importante d'opposition au gouvernement de Eltsine et parvient à faire voter la loi sur l'amnistie des détenus et accusés politiques de 1991 et octobre 1993. Quelques mois après avoir écrasé violemment les défenseurs du parlement, ceux-ci sont tous libérés!

D'autre part, ce sont aussi les mouvements d'opposition au gouvernement Eltsine, et en particulier l'armée, qui ont poussé au change-

ment de position de la Russie dans la guerre en Yougoslavie. L'armée ne s'est pas prononcée contre le gouvernement Eltsine parce que celui-ci a du lui faire d'importantes concessions vis-à-vis de l'OTAN. De la semi-acceptation du "partenariat pour la paix", jusqu'à l'intervention des casques bleus russes à Sarajevo il y a un grand changement.

Ce n'est pas pour rien que plusieurs medias de la bourgeoisie se sont alarmés en disant "sous le casque bleu, c'est l'armée rouge qui revient!". L'Armée conserve toujours le symbole de l'étoile rouge sur les képis et les ceinturons des soldats. Et la population serbe qui a accueilli avec chaleur les soldats russes retrouvait le souvenir de l'armée rouge qui intervenait avec les partisans de Tito dans la guerre contre le nazisme. Cette intervention militaire russe a contribué à empêcher une décision militaire directe de l'OTAN en Yougoslavie. D'autre part, en Ukraine, elle a imposé que la Flotte de la Mer noire reste unifiée sous son contrôle, c'est un point important face aux tendances des dirigeants de l'Ukraine de se rapprocher de l'Occident capitaliste.

Rien n'est sûr pour le capitalisme dans les ex-pays socialistes! Gaidar qui était son allié le plus dur dans l'équipe de Eltsine a abandonné ce bateau et exprimé en même temps son énorme déception vis-à-vis de système capitaliste. C'est bien la base de toute leur crise: le capitalisme n'a aucun programme ni

aucune intention d'aider l'ex-Urss ou un autre pays de l'Europe de l'est à se développer, son seul intérêt c'est d'avoir de nouveaux débouchés pour ses excédents de production et de la main d'oeuvre bon marché pour faire pression sur les travailleurs d'Europe occidentale. Gaidar se plaint que la Russie n'a aucun accès au marché mondial et qu'il n'a pas tant besoin des prêts du FMI que d'ouverture sur les marchés occidentaux. Tout cela, le capitalisme ne peut et ne veut pas le faire. C'est là l'échec et la faiblesse de Eltsine et de tous les anciens bureaucrates qui ont cru pouvoir se reconvertir en nouvelle bourgeoisie.

Le capitalisme a cru que l'effondrement des bureaucraties dans l'URSS et les pays d'Europe de l'Est signifiait pour lui une nouvelle hégémonie sur le monde, la démoralisation de la classe ouvrière dans les grands pays capitalistes, et le champ libre dans les ex-pays socialistes pour les exploiter et les soumettre à l'économie de marché. Cependant, on voit de toutes parts renaître le phénix de ses cendres! la population polonaise a voté pour des organisations communistes, en Hongrie elle se prépare à faire de même.

Toutes les élections récentes signifient un désaveu des équipes qui ont provoqué la séparation de l'Union Soviétique: en Azerbaïdjan, en Ukraine, en Crimée, en Moldavie. Dans toutes les anciennes républiques soviétiques, les structures étatisées de l'économie ont résisté aux vagues de privatisations. Les travailleurs de toutes ces entreprises, dans l'industrie comme dans l'agriculture, continuent à travailler et à fonctionner comme avant, c'est d'ailleurs cela qui permet aux populations de subsister malgré le chaos et les destructions que provoquent leurs gouvernements. Et c'est cela qui fait que les Eltsine et cie n'ont aucune perspective.



Manifestation pro-communiste se dirigeant vers la maison blanche au cri de "Tout le pouvoir au Soviets"

Manifeste de la section italienne pour les élections du 27 et 28 Mars 1994

.....suite de la page 3

agés.

Nous appelons toute la gauche à défendre un programme de transformations sociales en défense des intérêts vitaux des masses et en faveur, en premier lieu, du droit au travail pour tous. Les forces du Pôle Progressiste ne peuvent pas laisser croire que le marché capitalistes est capable de créer des postes de travail. Même si des investissements privés se réalisent, ils exigeront une baisse drastique du coût du travail, ils développeront l'automation. Ce sont uniquement les investissements publics, et non le marché qui peuvent orienter le développement économique en fonction des besoins des masses populaires: infrastructures de transports (pas seulement des marchandises, mais surtout des personnes) et de communications, écoles, hôpitaux, reconstruction du mezzogiorno, satisfaction des besoins sociaux et culturels, intégration des millions de travailleurs dans une activité socialement utile, sauvegarde et réhabilitation d'un environnement terriblement pollué.

Quand les capitalistes se sont-ils intéressés à ces problèmes? Les grands groupes industriels italiens et internationaux ne s'intéressent plus à la production industrielle, ils préfèrent vivre de leurs rentes et investir là où cela rapporte le plus et le plus vite, ils sont prêts à émigrer à n'importe quel moment à la recherche du profit maximum. Leur modèle économique restera toujours basé sur la production automobile, l'industrie de guerre, les produits de luxe. Les capitalistes ne collaboreront jamais avec un gouvernement de gauche sans contreparties: la non-taxation des bons du Trésor n'est qu'un petit élément, il y a aussi les mille autres façons d'obtenir des stimulants fiscaux des taux d'intérêts favorables. Tous ces mécanismes n'entraînent aucun investissement productif. De plus, les capitalistes veulent surtout avoir la liberté d'exploiter la main d'oeuvre "à la thaïlandaise": travail en équipes jour et nuit, tous les jours de la semaine, utilisation des jeunes à n'importe quel salaire, niveau salarial comme dans le tiers-monde.

Il faut se préparer à une longue période de luttes afin que le gouvernement des Progressistes - qui est une possibilité - ne cède pas à la pression du capital, mais se lance dans la voie des transformations sociales, prenne des mesures qui permettront aux gens d'intervenir, de se mobiliser en défense de leurs droits. Dans ce sens, la proposition de taxer les bons du Trésor (ndlr: faite par Refundazione Comunista) n'est pas une simple mesure économique, mais surtout une expression de volonté de se situer du côté des exploités, des travailleurs. La réaction des grands groupes économiques sera brutale, à l'image de la FIAT qui voulait imposer 17.000 licenciements. En proposant un gouvernement "Ciampi Bis" (proposition du PDS) ou en ayant recours à la vieille Démocratie Chrétienne, on n'aura pas la force d'affronter la crise. De même, les visites à l'OTAN (faite par Occhetto, président du PDS) ou les assurances données aux investisseurs, ne suffiront pas à frei-

ner le sabotage économique, les provocations mafieuses ou le séparatisme (prôné par les Ligues du Nord). C'est en développant une puissante mobilisation, pré et post-électorale, que l'on pourra faire face à cette situation et gouverner le pays dans l'intérêt des grandes masses des travailleurs, techniciens, petits entrepreneurs, des jeunes, des femmes, des personnes âgées.

Nous invitons toute la gauche, la base et les meilleurs dirigeants du PDS à ne pas céder à l'illusion de pouvoir dominer le capitalisme avec les recettes de Delors et de Maestricht: celles-ci ont déjà échoué et se heurtent à la rébellion des travailleurs, en France, en Espagne, en Belgique, en Allemagne, et en Italie également! Il faut un FRONT UNIQUE AU NIVEAU EUROPEEN entre toutes les forces de la gauche, socialistes, communistes, travaillistes, syndicales, l'union politique et syndicale de tous les travailleurs européens, pour faire face aux sauvages politiques de désindustrialisation et de démantèlement des conquêtes sociales.

Ce n'est pas non plus sous "le parapluie de l'OTAN" que l'Italie pourra défendre une politique de paix et de coopération avec les autres peuples. L'Otan et l'ONU ont montré leur sinistre fonction en Somalie, en Irak, en Yougoslavie. POUR UNE POLITIQUE VRAIMENT INDEPENDANTE, HORS D'ITALIE LES BASES MILITAIRES ETRANGERES!

Il ne s'agit pas seulement de "dépasser" l'OTAN. Cette alliance fait partie intégrante de la structure des grands pays capitalistes qui se préparent à imposer leur suprématie, à se distribuer de nouvelles zones d'influence, tant à l'Est que dans le Tiers-Monde. Ils continuent à investir des milliards de dollars en dépenses militaires, en contradiction flagrante avec les besoins sociaux non satisfaits. Une des voies pour sortir de la crise, c'est la coopération et l'intégration économique avec les vastes régions du monde exploitées par le capitalisme international selon le modèle impérialiste et néo-colonial. Il faut produire ce qui est nécessaire à des millions d'êtres humains nécessaires dans le monde, et non en fonction de la concurrence entre le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne. L'Etat et les entreprises publiques doivent être profondément assainies au travers de LA GESTION DIRECTE DES TRAVAILLEURS, et non pas au moyen des privatisations qui aliènent le patrimoine public et soumettent définitivement les travailleurs à la loi du capital. Aux Etats-Unis, le règne de la gestion privée, qui s'étend aussi aux affaires sociales, a conduit à un échec total et à l'existence de 40 millions de personnes dans une extrême pauvreté; au point que le gouvernement Clinton doit lui-même essayer de le limiter. Mais il ne peut pas faire le moindre petit pas contre les lobbies des industries pharmaceutiques et hospitalières qui s'opposent à son plan. Rappelons-nous l'affaire Poggiolini pour calculer les dommages causés par le privé "à l'état pur". La gestion privée n'est pas efficiente. C'est l'Etat qui doit être démocratisé, dirigé par les gens, par des comités de travailleurs et soumis à une planifi-

cation de l'économie en fonction des besoins vitaux de la population.

Les syndicats doivent participer pleinement au débat en cours dans le pays. Si le problème central, aux yeux de tous, est celui du plein emploi, il est logique que les organisations syndicales s'engagent dans le débat politique. Mais elles doivent aussi se libérer de toute forme de bureaucratisme, d'arrogance et de mépris pour la volonté souveraine des travailleurs: PAS DE RESTRICTIONS A LA REPRESENTATION LIBRE ET DIRECTE DES TRAVAILLEURS DANS LES USINES ET LES SYNDICATS. C'est là la seule garantie pour éviter le sabotage industriel, la corruption, la renaissance des pots-de-vin et des adjudications truquées. Il faut le CONTROLE DES TRAVAILLEURS sur toutes les entreprises publiques et privées, pour surveiller la qualité des services et des produits, pour faire respecter les conventions syndicales et l'environnement. Ce sera une ressource indispensable pour un gouvernement progressiste. La IVe Internationale Posadiste fait appel à Refundazione Comunista (qui défend à juste titre la taxation des bons du Trésor, la sortie de l'Otan, le freinage des privatisations, les 35 heures, les activités socialement utiles), au PDS, pour soutenir toutes ces propositions, afin de donner au Pôle Progressiste la confiance et la volonté d'aller de l'avant, quels que soient les résultats des élections.

Nous appelons aussi

20 mars 1994

La nécessité d'une perspective anticapitaliste.....

.....suite de la page 4

mais non à ce prix.

Il est nécessaire de développer les droits démocratiques syndicaux, le droit à la liberté de tendances à l'intérieur des syndicats, et ouvrir une discussion sur un programme de progrès et d'éducation des masses montrant que le capitalisme ne peut déjà plus rien donner. N'importe quelle amélioration ou augmentation de salaire est immédiatement compensée par les augmentations de prix, les impôts. Dans cette situation, il est logique que surgissent des mouvements syndicaux parmi les techniciens spécialisés, réclamant des augmentations de salaires plus élevées que celles données au simple ouvrier. Le coupable est l'Etat capitaliste qui paye des millions de fois plus que ce que réclament ces secteurs: les vols correspondent à 75% des salaires de tous les ouvriers. Le problème alors ne vient pas du fait que les ouvriers demandent trop ou qu'ils font grève, mais que l'Etat capitaliste est dirigé par des gens qui le volent et l'escroquent.

Les syndicats doivent tenir compte qu'il n'y a aucune possibilité de progrès en se soumettant à la politique de l'Etat capitaliste, de la bourgeoisie et de la Démocratie-Chrétienne. Le capitalisme italien ne peut donner plus, c'est le plus faible des grands pays capitalistes. Les syndicats devraient mener une

toutes les forces du Pôle Progressiste, à mobiliser sa propre base et à ne pas laisser toute solution aux mains du Parlement. Le résultat des prochaines élections sera probablement très instable et ne garantira pas, par lui-même, la possibilité d'appliquer une politique de progrès dans ce pays. Au contraire, si la gauche l'emporte, il y aura une augmentation des provocations mafieuses, terroristes, racistes ou séparatistes.

Il faut s'appuyer sur la grande volonté de lutte des masses, qui s'est récemment exprimée par le mouvement des étudiants pour défendre l'école publique. En France, les masses ont réussi à faire reculer le gouvernement Balladur, grâce aux grandes mobilisations des étudiants et des travailleurs et au front des syndicats qui s'est reconstitué dans l'action. C'est une leçon pour la gauche en Italie: il faut partir de la volonté de lutte exprimée par les travailleurs de la FIAT, par les étudiants, pour s'opposer aux mesures de flexibilité et d'exploitation des jeunes, aux privatisations, pour les 35 heures sans perte de salaires.

Nous appelons les groupes extra-parlementaires, les collectifs d'étudiants, les centres sociaux, tous les électeurs de gauche méfiants à cause des insuffisances de la Plateforme Progressiste, à voter pour le Pôle Progressiste et l'impulser à se mobiliser dans les luttes. Quels que soient les résultats des élections, on aura besoin de l'engagement de tous dans la bataille sociale à laquelle il faut donner des objectifs de transformations sociales anti-capitalistes.

discussion sur le développement du monde, des luttes syndicales et de l'incapacité de concurrence du capitalisme italien. Fiat base sa capacité de concurrence sur l'exploitation des ouvriers et ceci détermine la baisse du niveau de vie de la population. Les syndicats ne doivent donc pas se consacrer à mener des campagnes contre l'absentéisme ou proposer qu'on réglemente les grèves, mais mener par exemple une campagne proposant des mesures contre l'inertie de l'Etat face au tremblement de terre. Il faut développer un mouvement et des arrêts de travail pour cela, mais les syndicats ne se préoccupent pas de ce type de lutte.

Les ouvriers voient que leurs dirigeants syndicaux sont des négociateurs et qu'ils ont des privilèges que le simple ouvrier n'a pas. Ils voient qu'aucun d'eux ne discute pour défendre la vie des ouvriers et qu'ils parlent comme des techniciens et non comme des dirigeants ouvriers. Il faut développer des mouvements, des arrêts de travail contre les vols commis à l'encontre des ouvriers, contre l'inertie de l'Etat face aux populations affectées par les tremblements de terre. Voilà ce que doivent discuter le Parti Communiste et les syndicats. Si le Parti Communiste Italien discute et développe cette lutte, il gagnera en deux ans un secteur important de la gauche de la Démocratie-Chrétienne.

J. Posadas
8 Mars 1981